

LA VÉRITÉ

Revue de l'Organisation Communiste Internationaliste
et du Comité International pour la Reconstruction
de la IV^e Internationale

Octobre-Novembre 1967

N° 539 — 3 F.

« Le prolétariat n'a pas d'autre arme dans sa lutte pour le pouvoir que l'organisation. Divisé par la concurrence anarchique qui règne dans le monde bourgeois, accablé sous un labeur servile par le capital, rejeté constamment dans les bas-fonds de la misère noire, d'une inculture sauvage et de la dégénérescence, le prolétariat peut devenir — et deviendra inévitablement — une force invincible pour cette seule raison que son union idéologique fondée sur les principes du marxisme est cimentée par l'unité matérielle d'une organisation qui groupe des millions de travailleurs en une armée de la classe ouvrière. »

LENINE.

OCTOBRE
1917
★
OCTOBRE
1967

(1)

LA VÉRITÉ

*Revue de l'Organisation Communiste Internationaliste
et du Comité International pour la Reconstruction
de la IV^e Internationale*

Rédaction et Administration :

39, rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10^e)

AVERTISSEMENT

Ce numéro de *La Vérité* est le premier de deux numéros consacrés à l'anniversaire de la Révolution d'Octobre. Le prochain numéro comprendra, entre autres, les articles suivants :

- Le parti bolchevik et le Front Unique Ouvrier entre février et octobre.
- De l'Opposition de gauche à la IV^e Internationale.
- Le trotskisme en U.R.S.S.
- Lutte des classes et répression policière en U.R.S.S.
- Des textes inédits de Lénine et Trotsky.

ABONNEMENTS :

1 an (5 numéros)	12 Francs
Sous pli clos	15 Francs
Etranger	14 Francs
Le numéro	3 Francs
Abonnement de soutien	15 et 20 Francs

C.C.P. : Gérard Bloch Paris 606-23

LES LENDEMAINS DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE

Il y a cinquante ans, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, le prolétariat, allié à la paysannerie pauvre, et sous la direction de son parti, le parti bolchevique, prenait le pouvoir, expropriait la bourgeoisie et résistait trois ans durant à l'offensive de la contre-révolution internationale. L'impérialisme, qui venait de lancer la moitié du globe dans la boucherie sanglante de la première guerre mondiale — première esquisse de la barbarie qu'il allait déchaîner vingt ans plus tard — se voyait exproprié sur un sixième du globe. Les conquêtes alors arrachées par le prolétariat (propriété collective des moyens de production, monopole étatique du commerce extérieur, qui constituent une barrière infranchissable — à moins de la détruire — à la pénétration financière de l'impérialisme), constituent le patrimoine collectif de la classe ouvrière mondiale qui doit les défendre. Les secousses de la révolution d'octobre, donnant confiance au prolétariat d'Europe et d'Asie, l'ébranlaient tout entier. Mais la confiance et l'enthousiasme ne remplacent pas un parti révolutionnaire...

Aujourd'hui, cinquante ans après, staliniens et bourgeois « commémorent » à leur façon cet événement historique qui fit passer la révolution prolétarienne du domaine de la convulsion tragique ou des lendemains sans cesse repoussés à celui d'une perspective immédiate ou prochaine, ouvrant ainsi une nouvelle étape du développement de l'humanité.

Dans le tintamarre de la commémoration qu'ils organisent les uns et les autres, staliniens et bourgeois falsifient chacun à leur manière l'histoire d'une révolution qu'ils veulent embaumer. Cet embaumement répond à des intérêts communs : ainsi s'explique qu'un journaliste stalinien, P. Durand, et un journaliste bourgeois, J.-F. Kahn, passé de « Paris-Presse l'Intransigeant » à « L'Express », aient pu unir leurs efforts pour présenter une version commune des dix jours qui ébranlèrent le monde et que « France-Soir » publie en feuilleton l'ouvrage du stalinien Georges Soria.

Les bourgeois veulent désamorcer Octobre, le présenter comme une page — grandiose si l'on veut, épique pourquoi pas, magnifique à la rigueur — quoiqu'un peu tâchée de sang... — mais révolue de l'histoire, un grand moment du passé. Les staliniens font de même, mais la falsification d'Octobre répond pour eux à des nécessités plus complexes : ils doivent présenter Octobre comme une page glorieuse et un peu défraîchie de l'histoire, dont les militants ouvriers n'ont pas d'enseignements réels à tirer aujourd'hui. Mais il y faut d'infinites précautions. Les partis staliniens, en effet, vivent d'Octobre. Le contrôle qu'ils exercent sur la classe ouvrière en France ou en Italie, malgré la politique qu'ils mènent, est dû en grande partie au fait que pour les cadres moyens et les militants du P.C., ce dernier est l'héritier d'Octobre. Cette filiation devenue mythique permet aux

partis staliniens de faire admettre par leurs militants, cadres organisateurs de la classe, que chaque moment de leur politique de collaboration avec la bourgeoisie est une étape tactique vers la révolution prolétarienne. C'est au nom d'Octobre 1917 que le parti stalinien peut faire accepter à ses militants inquiets chaque pas qu'il fait pour soutenir le régime gaulliste, sinon même pour collaborer avec lui. Chacun de ces pas ne peut apparaître comme un compromis tactique qu'au nom d'un héritage prestigieux qui n'est plus que cela depuis longtemps déjà.

Cette contradiction entre la réalité de la collaboration de classes et le mythe de la filiation bolchevique — si gênante par bien des aspects — date des origines du stalinisme. Ce dernier s'est édifié en se parant des dépouilles d'Octobre. Il en a besoin pour se survivre. Mais ces dépouilles gênantes, le stalinisme tente en même temps de s'en défaire, parce qu'elles contredisent sa pratique politique : c'est ainsi qu'en 1943 fut dissoute l'Internationale Communiste sous le prétexte officiel qu'elle avait « achevé sa mission historique... », et qu'en 1952, le Parti communiste de l'Union Soviétique fit disparaître la mention « bolchevik » de son titre, sous le prétexte officiel qu'il n'y avait plus de menchéviks en U.R.S.S. Entre temps, en 1946, le Conseil des Commissaires du Peuple était devenu Conseil des Ministres et en 1947, l'Armée Rouge Les Forces Armées Soviétiques... L'héritage doit donc être constamment falsifié et remodelé, mais avec prudence car il est aussi encombrant que nécessaire. Ainsi Georges Cogniot, dans une Table Ronde reproduite dans « l'Humanité » du 11 octobre 1967, écrit-il que la révolution d'Octobre a apporté un « exemple, pas un modèle entendu au sens de schéma (...). Le léninisme, ce n'est pas la copie servile de tout ce que Lénine a fait dans des circonstances historiques déterminées ». Prudence jésuite qui vise à faire découvrir une filiation entre la révolution d'Octobre et « la possibilité pour la France, dans les conditions d'aujourd'hui, d'aller au socialisme par les moyens pacifiques », comme dit Cogniot un peu plus haut.

Lorsqu'un plenum universitaire catholique, publant un ouvrage sur la révolution d'Octobre, inscrit en sous-titre : « La révolution inimitable », il définit très exactement la façon commune dont staliniens et bourgeois veulent représenter Octobre : un Grand soir fantastique et troublant, dans la pourpre et la fanfare, qui porterait comme leçons : la lutte pour la paix avec tous les hommes de bonne volonté et de progrès, la coexistence pacifique, l'alliance avec la bourgeoisie républicaine, le soutien aux aspects progressifs de la politique extérieure gaulliste...

Cette double réalité — l'importance du mythe d'Octobre dans l'influence que le stalinisme exerce sur les masses et la falsification permanente à laquelle les

staliniens sont contraints, définit les tâches des trotskystes dans la commémoration du cinquantième anniversaire : redonner à la révolution d'Octobre son vrai visage et sa véritable histoire et faire éclater inlassablement la contradiction et l'opposition qui dressent l'un contre l'autre bolchevisme et stalinisme, la ligne politique et le parti qui ont permis Octobre et la ligne politique et les partis qui ont organisé la défaite du prolétariat chinois en 1927, du prolétariat espagnol en 1936-1937, la défaite du prolétariat grec en 1945, puis en 1948, puis en 1965, la défaite et le massacre du prolétariat et des paysans indonésiens en 1965, et qui livrent le peuple vietnamien en solitaire aux coups d'un impérialisme d'autant plus barbare qu'il étouffe sans cesse plus sur un marché trop étroit.

En s'attachant à rendre à la révolution d'Octobre son vrai visage, les trotskystes ne remplissent que le rôle que Léon Trotsky définissait à notre revue lors de sa fondation en août 1929 :

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire. »

Mais la lutte pour la vérité ne se réduit pas à elle-même. Elle est la forme d'une nécessité politique immédiate et profonde.

La tâche des trotskystes est de montrer que le bolchevisme n'est pas un fantôme historique. A l'heure où le capitalisme pourrissant propose comme avenir aux masses des pays industrialisés le chômage, la déqualification, la déchéance, le droit sélectif à la vie, les leçons d'Octobre sont plus vivantes que jamais et ceux qui parlent d'instaurer pacifiquement le socialisme dans les cadres définis par le V^e Plan et la réforme Fouchet trahissent les intérêts les plus fondamentaux et les plus immédiats de la classe ouvrière. L'orientation et la tactique du parti bolchevik, du jour où y triomphèrent les Thèses d'avril de Lénine jusqu'à la prise du pouvoir et à ses lendemains, constituent la plus prodigieuse et la plus actuelle des expériences historiques. Reposant sur le **Front Unique Ouvrier** (dont le mot d'ordre **Tout le pouvoir aux Soviets**, où les bolcheviks étaient d'abord très minoritaires, est une traduction circonstancielle), la politique des bolcheviks en 1917 exprime la fusion la plus parfaite entre les besoins objectifs des masses et la nécessité pour le parti révolutionnaire de traduire ces besoins pour mener les masses à renverser le régime bourgeois. Si ses formes sont étroitement dépendantes des circonstances, le contenu de cette politique et son orientation représentent un modèle d'une richesse exemplaire inépuisable.

La classe ouvrière a, au cours d'une lutte séculaire et souvent sanglante contre l'exploitation, construit des organisations, à travers lesquelles elle se définit consciemment comme classe au sein de la société bourgeoise, elle a conquis des droits, des libertés, des garanties que les petits-bourgeois idolâtent comme un don de l'état bourgeois. Dans une société fondée sur le profit, les capitalistes et leur état ne connaissent d'autre limite à l'exploitation que celle que leur imposent les exploités à travers leurs organisations et par leur action unie.

Aujourd'hui staliniens et réformistes acceptent de

participer aux divers organismes où la bourgeoisie met en place le V^e Plan et ses annexes (comme la réforme Fouchet) qui visent à briser la classe ouvrière pour mieux adapter l'économie française aux besoins de la concurrence internationale. Ils acceptent de cautionner dans les organismes d'intégration les mesures prises par la bourgeoisie et son gouvernement contre la classe ouvrière. Les révolutionnaires doivent lutter pour chasser ces dirigeants des organisations ouvrières qu'ils contrôlent et restituer à ces dernières leur rôle de défense des intérêts de la classe ouvrière.

Dans des rapports de force différents, les révolutionnaires connaissent aujourd'hui une situation similaire à celle des bolcheviks au lendemain de février 1917 que Lénine décrivait ainsi : « Reconnaître que notre parti est en minorité, et ne constitue pour le moment qu'une faible minorité, dans la plupart des soviets, en face du **bloc de tous** les éléments opportunistes, petits-bourgeois tombés sous l'influence de la bourgeoisie et qui étendent cette influence sur le prolétariat. » Partant de cet état de choses, il définissait ainsi les tâches des bolcheviks, en fuyant tout sectarisme : « Expliquer aux masses que les Soviets des députés ouvriers et paysans sont la **seule forme possible** du gouvernement révolutionnaire et que, par conséquent, notre tâche, tant que ce gouvernement se soumet à l'influence de la bourgeoisie, ne peut être que d'expliquer patiemment, systématiquement, opiniâtrement aux masses les erreurs de leur tactique, **en partant essentiellement de leurs besoins pratiques.** » (Souligné par nous.)

Lénine qui ajoute : « Nous ne voulons pas que les masses nous croient sur parole. Nous ne sommes pas des charlatans. Nous voulons que les masses s'affranchissent de leurs erreurs par l'expérience », définit cette tactique au moment même où il part en guerre contre l'opportunisme conciliateur avec une fermeté qui lui fait envisager la scission ! « Camarades, vous faites confiance à ce gouvernement. S'il en est ainsi, nous ne marcherons pas ensemble. Je préfère rester en minorité. Un seul Liebknecht vaut mieux que 110 défenseurs... » Cette rigueur politique, cette exigence à l'égard du parti, jointes à la plus grande souplesse à l'égard des masses dont le parti doit se garder d'épouser les illusions tout autant qu'il doit se défendre de leur adresser de vains ultimatums, c'est l'une des plus riches leçons d'Octobre que l'O.C.I. cherche à faire siennes. Les pabilistes, qui se dissimulent peureusement derrière les appareils et ne visent qu'à « gauchir » quelque peu leur politique, trahissent tout autant cette leçon que les Voix Ouvrières qui interviennent dans la classe sous forme de commandos extérieurs à son activité comme à son expérience et lui demandent de les croire sur parole... Ni opposition dans les cadres tracés par les appareils, ni commandos extérieurs, les révolutionnaires doivent proposer à la classe et à ses cadres organisateurs les mots d'ordre et les formes d'organisation qui correspondent à ses besoins.

Aujourd'hui, à l'heure où la bourgeoisie internationale, incapable de développer les forces productives et réduite à détruire une partie de plus en plus importante des marchandises qu'elle produit en attendant d'en consommer une fraction plus grande encore dans l'assaut pour reconquérir le marché chinois, déclenche dans le monde entier une offensive brutale contre la classe ouvrière menacée de déchéance, aujourd'hui le mot sur lequel s'achevait ou presque **Que faire ?** « Donnez-nous

une organisation de révolutionnaires et nous retournerons la Russie ! » est plus actuel que jamais. Mais l'expérience du bolchevisme nous apprend qu'il ne suffit ni de proclamer le parti, ni de le présenter aux masses avec son programme pour que les masses le rejoignent : la fraction bolchevique née en 1903 n'est devenue parti qu'en 1912... C'est pourquoi l'O.C.I., fidèle aux enseignements d'Octobre, tente aujourd'hui de regrouper l'avant-garde sous des formes appropriées répondant à la politique du Front Unique Ouvrier. La réussite de l'O.C.I. dans cette voie sera un pas important dans la construction en France du parti bolchevique qui répond aux besoins objectifs de la classe ouvrière, désarmée par les appareils face aux attaques du gouvernement gaulliste.

Mais l'édification d'un parti bolchevique en France n'est possible que comme partie et moment de la reconstruction de l'Internationale. C'est une autre leçon d'Octobre : dès 1915, en plein désarroi, c'est à la III^e Internationale à venir que Lénine consacrait l'essentiel de ses efforts ; c'est en 1919, en pleine guerre civile que les bolcheviks proclamèrent l'Internationale Communiste, dissoute par Staline en 1943, traduisant ainsi à travers l'organisation d'un parti mondial de la révolution socialiste la réalité de la lutte des classes à l'époque impérialiste : par nature internationale, elle ne peut être appréhendée qu'au sein d'une organisation internationale : c'est pourquoi, sous toutes ses formes, le combat de l'O.C.I. est partie intégrante de la lutte pour reconstruire la IV^e Internationale.

KARL RADEK :

LES PREMIERS PAS DE L'INTERNATIONALE

Quand on commença, sous l'initiative de Trotsky, de Balabanova et de Robert Grimm à préparer la conférence de Zimmerwald, la liaison entre une partie de la gauche allemande, les « radicaux de gauche » de l'Allemagne du Nord, les Suédois de gauche, une partie de la gauche suisse, et les bolcheviks existait déjà. Ma femme, qui fit un séjour en Suisse de quelques semaines, emporta à son retour des invitations pour la conférence de Zimmerwald, à laquelle nous nous préparions avec un grand soin. J'écrivis des thèses qui passèrent au crible de la critique de Lénine ; il insistait pour leur donner une grande concision et un caractère plus agitatif. Nous n'eûmes entre nous aucun désaccord de fond sur les thèses.

Lorsque la conférence de Zimmerwald se réunit, le tableau des forces en présence était le suivant : les centristes allemands, dirigés par Ledebour, représentaient l'aile droite, les français, les italiens, Kolarov dirigeant des bulgares, Racovski, Martov, Trotsky, les spartakistes avec Meyer à leur tête, et Lapinski, au nom de l'aile gauche du P.P.S. constituaient le centre. L'aile gauche, c'étaient notre groupe, avec Lénine et Zinoviev pour les bolcheviks, Berzine pour les lettons, moi pour la Social-démocratie du royaume de Pologne, Borchardt pour la gauche allemande, Nerman et Höglund pour la gauche suédoise et Fritz Platten pour la gauche de la social-démocratie suisse. Je rapportai au nom de notre groupe ; Ledebour répondit et suscita la fureur de Lénine et de Zinoviev. La lutte s'engagea sur deux points : sur la nécessité de voter contre les crédits de guerre et sur la nécessité de passer de l'action propagandiste à l'action de rue, la nécessité de développer le plus largement possible l'action de classe contre les conséquences de la guerre, dans le but de transformer au fur et à mesure cette action de classe contre les conséquences de la guerre en lutte contre la guerre. Nous délé-

gâmes Lénine en commission pour défendre ce point de vue. Malgré la timidité de la résolution adoptée par la commissions, nous acceptâmes de signer à l'unanimité l'appel qui la terminait, en comptant que la rupture avec le centre ne se produirait que lorsque le mouvement ouvrier de masse prendrait des dimensions plus vastes.

Après la conférence de Zimmerwald, nous tîmes notre propre conférence de « la gauche de Zimmerwald », où nous décidâmes de publier l'appel adopté par la conférence et un rapport critiquant ses demi-mesures, et de créer une organisation permanente de la gauche de Zimmerwald, dont je fus nommé secrétaire. Voici le compte des fonds que nous avions réuni pour cette lutte : Lénine, pour le C.C. bolchevik fournit 20 francs ; Borchardt, 20 francs pour la gauche allemande ; et moi, j'extirpai 10 francs de la poche de Hanecki au nom des social-démocrates polonais. La future Internationale Communiste ne disposait que de 50 francs, pour conquérir le monde, et j'avais besoin de 96 francs pour publier des brochures en allemand sur la conférence. Nous dûmes emprunter 46 francs à Chlovski, fabricant de sels minéraux, qui exploitait le travail de Zinoviev et de Safarov. La vente des brochures nous procura les 46 francs manquants.

La gauche de Zimmerwald milita par la suite dans l'unité et combattit les éléments centristes dans tous les pays. Son secrétariat diffusait des circulaires à propos de tous les événements politiques et de la tactique des centristes. C'était moi qui les rédigeais, et après la critique qu'en établissaient Lénine et Zinoviev, je les recopiais à la main pour les photocopier, puisque nous ne pouvions nous payer le luxe d'une machine à écrire.

(Karl Radek, autobiographie, dictionnaire Granat, Moscou 1926. Tome II pp. 162-163.)

LA REVOLUTION D'OCTOBRE : MYTHES ET REALITES

A un stade donné, encore très primitif, du développement des forces productives, la conscience collective a eu besoin de créer des mythes. A sa manière, cette activité a joué un rôle progressif dans l'histoire. Mais il y a bien longtemps qu'elle a épousé son rôle historique en tant que création collective. Désormais ce sont les embaumeurs de la pensée révolutionnaire qui se chargent de construire des mythes dont la fonction est ouvertement réactionnaire.

A propos d'Octobre, les générations successives d'historiens et de propagandistes staliniens, aidés dans leur besogne par de zélés révisionnistes, ont eu à cœur de fixer en images d'Epinal le film vivant des événements de la Révolution russe. Heureusement, pour comprendre le sens de la Révolution et restituer la vérité des faits, les révolutionnaires disposent du livre de Trotsky qui conserve tout son pouvoir de démythification.

Mais l'ouvrage de Trotsky ne se borne pas à n'être que l'œuvre « brillante » d'un historien marxiste, ce qu'il est de toute façon pleinement. Il est surtout un livre de politique révolutionnaire communiste dont la richesse, par son actualité, c'est-à-dire les leçons qu'il contient pour l'action d'aujourd'hui, doit être exploitée

dans ses détails. Les problèmes du rôle de la direction révolutionnaire et du sens qu'il faut donner à ses pronostics, ceux soulevés par la construction et la vie d'une organisation du type bolchevique, sont parmi les importants de ceux qui se posent à l'avant-garde en ce moment. A travers l'étude de la lutte pour Octobre, ils s'éclairent de façon particulièrement nette.

L'analyse des forces et des faiblesses du Parti Bolchevique ne préunit certes pas immuablement contre la répétition d'erreurs qui furent commises, pas plus qu'elle ne garantit la rééditation de ses succès. Du moins permet-elle de situer les choses à leur juste place pour que l'avant-garde en fasse son profit.

En détruisant les légendes et les faux semblants de la bureaucratie qui a réécrit l'histoire et continue à le faire sans vergogne, se contredisant d'ailleurs d'un ouvrage à l'autre, les trotskystes ont conscience de mener une œuvre nécessaire qui, à terme, fortifie les chances d'un débouché par la jonction qu'effectueront les masses avec le programme de la IV^e Internationale, jonction incarnée dans l'édition d'une organisation centralisée de type bolchevik.

IL N'Y A PAS DE PROPHÈTES

« Nous, les vieux, nous ne verrons peut-être pas les luttes décisives de la Révolution imminente. Mais je crois pouvoir exprimer avec une grande assurance que les jeunes... auront le bonheur non seulement de combattre dans la Révolution prolétarienne de demain, mais aussi d'y triompher. »

C'est en ces termes qu'en janvier 1917, un mois avant l'explosion de février, Lénine s'adressait à une réunion de la jeunesse ouvrière qui avait lieu à la Maison du Peuple de Zürich.

Voilà qui devrait faire réfléchir les « réalistes » pour lesquels les conditions objectives de la Révolution prolétarienne ne sont jamais réunies. Qu'un esprit de l'envergure de Lénine ait pu douter de la proximité de la Révolution devrait inviter les philistins et les gribouilles de l'histoire à plus de circonspection quand ils entrent définitivement la notion même de Révolution prolétarienne.

Mais la réflexion de Lénine est intéressante à un autre titre. Elle prouve que le problème des délais et des rythmes de la lutte des classes ne peut jamais être résolu avec une précision mathématique. Même Lénine sous-estimait à cette époque, bien qu'il fut convaincu de l'imminence de la Révolution à l'échelle européenne — *en général* — la capacité d'intervention des masses russes qui allaient bientôt jeter à bas le vieux empire autocratique et obscurantiste des Tsars et porter la hache contre l'énorme machine bureaucratique de son Etat.

Cependant Lénine était prêt, théoriquement et pratiquement, non seulement à comprendre d'emblée les problèmes soulevés par la Révolution de février, mais à trouver une stratégie révolutionnaire qui y fut adaptée et put diriger l'action des bolcheviks dans la période. Autrement dit, Lénine, sans savoir quand et comment la Révolution russe se déclencherait, ayant même une

nette tendance à n'en situer l'échéance que dans un avenir relativement éloigné, « était ferré des quatre pieds », c'est-à-dire préparé à se saisir de toute occasion qui démentirait même le pessimisme de son pronostic.

Aucun don spécial de « voyance » donc, mais une compréhension profonde des lois de l'histoire grâce à l'utilisation de la méthode scientifique du marxisme : voilà ce qui caractérisait Lénine. Aucun « système » abstraitelement construit ne prévalait contre la leçon de la réalité. C'est ainsi que sous l'impact du bouleversement apporté par la guerre impérialiste et surtout avec les événements de février, Lénine modifia la perspective ancienne inscrite dans la formule de la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans ». Cette formule était pour Lénine quelque chose de comparable à une formule algébrique dont la vie déterminerait le contenu numérique exact. Suffisante pour les tâches qu'avait à remplir le Parti Bolchevique dans la période précédant février, elle était désormais insuffisamment précise, voire dangereuse pour des esprits schématiques.

Avec les « Lettres de loin » puis les « Thèses d'avril », Lénine engagea la polémique avec les vieux bolcheviks, notamment Staline et Kamenev qui restaient cramponnés à la *lettre* du mot d'ordre ancien sans avoir compris l'esprit ni la méthode qui avaient présidé à son élaboration.

Répondant aux objectifs de Kamenev, Lénine écrivait, en avril 1917, dans ses « Lettres sur la tactique » :

« Avant la Révolution de février-mars 1917, tout le pouvoir appartenait en Russie à une vieille classe : la noblesse foncière féodale ayant à sa tête Nicolas Romanov.

Depuis cette Révolution, le pouvoir appartient à une autre classe, à une classe nouvelle : la bourgeoisie... »

Ainsi la Révolution bourgeoise, ou démocratique bourgeoise, est terminée en Russie.

Nous entendons ici s'élever les protestations de contradicteurs auxquels il plaît de s'appeler « vieux bolcheviks » : n'avons-nous pas toujours dit que la Révolution démocratique bourgeoise ne pouvait être terminée que par la « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie » ? La Révolution agraire, elle aussi démocratique bourgeoise, est-elle donc terminée ? N'est-ce pas au contraire un fait qu'elle n'a pas encore commencé ?

Je réponds : les mots d'ordre et les idées des bolcheviks ont été, dans l'ensemble, entièrement confirmés par l'histoire ; mais dans la réalité concrète, les choses se sont passées autrement que nous ne pouvions (et que personne ne pouvait) (1) le prévoir : d'une façon plus originale, plus curieuse, plus nuancée.

L'ignorer ou l'oublier serait s'assimiler à ces « vieux bolcheviks » qui, plus d'une fois déjà, ont joué un triste rôle dans l'histoire de notre Parti en répétant stupidement une formule apprise par cœur, au lieu d'étudier ce qu'il y avait d'original dans la réalité nouvelle, vivante. » (2)

Cette citation de Lénine montre combien l'esprit bolchevik réel était étranger à la conception d'une espèce de plan *ne varietur* qui depuis la fondation du Parti l'aurait guidé, en tout temps et en tout lieu, vers la réalisation de ses tâches. En fait Lénine rejoignait, en février-mars, les conceptions défendues par Trotsky dès 1905 : celles de la Révolution Permanente.

Le mot d'ordre bolchevik ancien, interprété d'ailleurs de façon restrictive par les vieux bolcheviks qui oubiaient la souplesse et le caractère « ouvert » de certains de ses aspects (3), n'avait pas été « réalisé », sinon de façon très conditionnelle dans la mesure où il y avait des TRACES de la dictature démocratique dans le régime du double pouvoir, mais alors qu'on ne pouvait s'attendre à ce qu'un nouvel organe naîsse de ces traces.

Dans la mesure où Lénine avait signalé lui-même aux ouvriers suisses que la Révolution russe pourrait être « le prologue d'une Révolution socialiste mondiale, un degré d'accès à celle-ci », il se plaçait désormais sur le terrain de l'analyse de Trotsky qui prévoyait que le prolétariat de Russie, arrivant au pouvoir plus tôt que

celui d'Occident, ne pourrait se maintenir dans les cadres de la dictature « démocratique », mais devait s'attaquer aux premières mesures socialistes.

Ni dans l'esprit de Lénine ni dans celui de Trotsky, il ne s'agissait dans l'immédiat « d'introduire le socialisme », mais « uniquement de passer tout de suite au contrôle de la production sociale et de la répartition des produits par les Soviets des députés ouvriers » (4). Mais il est bien évident que les mesures prises par les Soviets détermineraient, par leur méthode et leur nature, la marche vers le socialisme. Elles constituerait une introduction nécessaire vers lui, une étape transitoire : « Le contrôle de la banque, la fusion de toutes les banques en une seule ne sont pas encore le socialisme, mais un pas vers le socialisme. »

En outre, ni dans l'esprit de Lénine ni dans l'esprit de Trotsky qui se plaçaient désormais sur le même terrain après être partis de prémisses différentes, ni dans l'esprit de personne d'autre, il n'était question qu'on pût édifier une société socialiste dans le seul cadre de la Russie. C'était pour les bolcheviks d'alors l'ABC. Cependant il ne fallait pas que cet argument, développé notamment par Rykov à la conférence d'avril, pût servir de prétexte à l'impossibilité d'instaurer la dictature du prolétariat en Russie par l'entremise de la Révolution prolétarienne dont le qualificatif socialiste signifie simplement qu'elle inaugure l'extension de la Révolution sur l'arène mondiale, seule capable de bâtir le socialisme et à fortiori le communisme, tandis que par ailleurs elle est amenée à opérer, dans le pays où elle a commencé, des incursions de plus en plus profondes dans le système de la propriété privée des moyens de production.

Quant au caractère erroné de la formule antérieure de Lénine (formule que les vieux bolcheviks reprenaient contre Lénine lui-même que la réalité avait rapidement éclairé), il prouve simplement qu'il n'y a que les naïfs ou les philistins pour penser que la méthode du marxisme, même assimilée au point où elle l'avait été par Lénine et... Marx lui-même, donne une réponse et une seule à toute situation historique en devenir.

L'imagerie stalinienne d'un Lénine prévoyant tout à coup sûr et menant d'une main qui ne connaissait pas l'ombre d'une hésitation la barque du parti bolchevik, rejoint celle que Deutscher donnait naguère de Trotsky dans ses trois volumineux ouvrages. Avec des nuances certes, mais finalement secondaires, on retrouve là comme ici le schématisme adulateur et hagiographique (qui n'exclut pas le « talent » littéraire) qui déforme le rôle véritable des dirigeants bolcheviks. En les hissant à 10.000 pieds au-dessus du militant du rang, on accrédite l'idée que l'histoire ne verra plus jamais de dirigeants de cette trempe, on subordonne la question de la Révolution prolétarienne à l'existence exceptionnelle, anormale de ces hommes et on élimine au fond l'hypothèse que le présent ou l'avenir puisse revoir une Révolution victorieuse à partir du moment où de tels hommes n'existeraient pas. Une telle opinion est déjà largement présente dans le livre assez pédant et scolaire de Lukacs sur Lénine (5) qui constitue comme l'introduction « philosophique », au terme d'une démarche parfaitement idéaliste à force de schématisme abstrait, à la « momification » de la pensée de Lénine à laquelle procédera dès 1924 la bureaucratie montante.

Tout aussi absurde est l'idée répandue par la bureaucratie réécrivant l'histoire et qui montre un Parti Bolchevique achevé dès février-avril 1917, armé de pied en cap, cuirassé contre toutes les infiltrations idéologiques de l'adversaire de classe. En réalité ce Parti, tout en étant le SEUL qui fut capable d'incarner dans son programme et son activité les besoins du prolétariat et de la société dans son ensemble, le SEUL qui pût postuler à la direction révolutionnaire de la classe ouvrière et qui fut à même de le faire, se constitua définitivement et n'accéda au rôle qui fut le sien qu'à

LES EDITIONS DE MINUIT
viennent de publier un ouvrage capital pour
tout militant :

Un recueil des écrits, discours, correspondance
de Léon TROTSKY (dont de nombreux inédits)
consacrés au

“LE MOUVEMENT COMMUNISTE EN FRANCE” (1919-1939)

Textes choisis et présentés par Pierre BROUÉ

Cet ouvrage comprend notamment les documents à destination de la section française de l'Internationale Communiste, rédigés par L. Trotsky au nom de la direction de l'I.C. ; la correspondance et les articles consacrés à la constitution de l'opposition de gauche en France ; des articles et des documents sur la période 1934-1936 ; des documents et des lettres rédigés à la veille de la guerre.

Un volume relié de 632 pages - Prix : 57 Francs

travers une série de sérieuses crises intérieures et de nécessaires réajustements.

Ce n'est pas diminuer d'un iota la valeur exemplaire sur tous les plans du Parti Bolchevique que de rappeler la lutte constante qu'il connaît dans ses rangs

pour souligner précisément que c'est grâce à son régime intérieur et à ses frontières rigoureuses d'organisation (les deux aspects étant d'ailleurs étroitement liés) qu'il put donner une issue favorable aux problèmes qui l'assaillirent.

LE CONSERVATISME D'ORGANISATION DU PARTI BOLCHEVIQUE ET LES FACTEURS DE SON REDRESSEMENT

En septembre 1924, alors qu'il avait à se défendre contre le révisionnisme du triumvirat Kamenev-Zinoviev-Staline, Trotsky rédigea les « *Leçons d'Octobre* » (6). Il est indispensable de connaître les traits essentiels de cette analyse, dont les conclusions ont été d'ailleurs incorporées à l'*« Histoire de la Révolution Russe »*, pour mieux saisir l'histoire intérieure du parti bolchevique de février à octobre.

Les crises successives qu'eut alors à surmonter le Parti, notamment dans ses couches dirigeantes, sont mises en pleine lumière par Trotsky et cette analyse permet de mieux armer ceux qui se donnent pour tâche la construction d'un parti de type bolchevik en France. Les détails concrets sont bien entendu liés à la période considérée, mais les leçons qui se dégagent des faits ont une valeur générale pour toute organisation communiste, luttant à l'époque de l'impérialisme, quel que soit le pays où elle a à intervenir.

A cet égard, Trotsky écrivait : « Nous savons évidemment que chaque peuple, chaque classe et même chaque parti s'instruisent principalement par leur propre expérience, mais cela ne signifie nullement que l'expérience des autres pays, classes et partis, soit de peu d'importance... »

Certes, la seule étude de la Révolution d'Octobre est insuffisante pour nous faire vaincre dans les autres pays ; mais il peut y avoir des situations où existent toutes les prémisses de la Révolution, sauf une direction clairvoyante et résolue du parti basée sur la compréhension des lois et des méthodes de la Révolution... Or pour l'étude des lois et des méthodes de la Révolution prolétarienne, il n'est pas jusqu'à présent de source plus importante que notre expérience d'Octobre. »

Cette étude à laquelle se livre Trotsky n'a rien d'un panégyrique. Il y critique en particulier, de façon *politique*, c'est-à-dire en dégageant les lois générales des phénomènes décrits, toutes les fautes que des « vieux-bolcheviks » commirent pendant cette période tout en soulignant que deux pôles fondamentaux permirent en définitive de surmonter les difficultés :

— L'action inlassable de Lénine qui expliquait sans relâche, reprenant de façon marxiste le moindre problème, l'éclairant sous ses différents angles, polémiquant, assenant sur ses adversaires au sein du parti les coups vigoureux d'une dialectique, simple comme la vie même, mais de ce fait tout aussi profonde et riche comme elle de la plus implacable nécessité. Quand Lénine l'emportait, il savait que son travail serait à reprendre demain à un autre tournant de la situation auquel le parti aurait à faire face. En attendant l'organisation progressait et se trempait théoriquement.

— Le sens politique aigu des couches profondes du Parti Bolchevik, aguerries, s'agissant de ses cadres anciens, par des années de lutte clandestine, enrichies de l'expérience révolutionnaire qu'elles vivaient, se dirigeant sur les mouvements souterrains des masses, en faisant apparaître la logique et la guidant à leur tour vers ses conclusions.

Ces couches se trouvaient, tous les jours, intimement mêlées à la lutte des classes, dans les usines, dans les tranchées, dans les casernes, au niveau des comités de base et des soviets locaux, assurant la présence et la diffusion du bolchevisme dans les centaines d'organismes durables ou éphémères créés par les masses.

Au sein même des couches différencierées du peuple et

avant tout dans sa couche prolétarienne, les militants bolcheviks, facteurs conscients d'un processus inconscient ou semi-conscient, éveillaient d'autres militants à la clairvoyance marxiste tandis que, sans se dissoudre, à la manière anarchiste, dans la lame de fond des couches opprimées dont ils faisaient néanmoins partie intégrante, ils épousaient étroitement son élan, à la fois s'appuyant sur elle et la nourrissant de leur propre impulsion.

Les éléments d'avant-garde que les bolcheviks s'assimilaient devenaient à leur tour les porteurs des exigences révolutionnaires conséquentes dans les rangs ouvriers. Ainsi se doublait, se triplait, se décuplait la force du parti qui, à travers des avancées et des reculs, se frayait peu à peu, par bonds successifs, un chemin décisif vers la conscience des plus larges masses.

C'est dans ce second facteur tout autant que dans le premier qu'il faut voir les garanties majeures dont le Parti Bolchevique disposait, après les avoir lui-même conquises, pour rectifier à temps les erreurs qu'une partie de sa direction commettait ou qu'elle était à la veille de commettre.

Certes le Parti Bolchevik, tout en étant la fraction la plus homogène de la classe elle-même la plus homogène de la société : le prolétariat, n'était pas à l'abri des fluctuations et des disparités, parfois considérables, de développement. Encore en septembre, Trotsky signale des secteurs où l'irrésolution et l'expectative des états-majors locaux du parti entretiennent une certaine passivité des masses.

Totalement fausse par ailleurs serait l'idée d'une progression linéaire du Parti Bolchevik. Son ascension ne se développe pas en ligne droite. Il connaît des reculs temporaires en dehors même du recul inévitable que lui inflige la répression de juillet, incarcérant ses principaux dirigeants ou les contraignant à mener une existence secrète. Même dans le cadre légal qui fut le sien de février au début de juillet et qui le redévoit à la fin du mois d'août, partiellement en tout cas, le parti connaît des fluctuations importantes.

Traversé à la fin d'avril, en juin et juillet par des courants ultra-gauches (Bagdataïev et le Comité de Petrograd qui lancèrent, contre l'avis du C.C., en avril, le mot d'ordre : « A bas le gouvernement provisoire »), sollicité par l'impatience des mitrailleurs ou des marins de Cronstadt, tenté parfois, surtout dans ses jeunes couches, d'aller plus loin que la situation ne le permettait (Lénine disait qu'en juillet le parti avait « commis pas mal de bêtises »), il eut surtout à se préunir contre les tendances droitières de certains membres du C.C. dont les réflexes politiques révélèrent très souvent, en leur fond, une propension à la conciliation de type social-démocrate.

A supposer que cette tendance eût pu conquérir l'hégémonie dans le parti, il est hautement probable, compte tenu du caractère aigu et décisif de l'affrontement entre les classes, qu'une telle situation aurait eu comme résultat, sinon la capitulation pure et simple devant l'ennemi de classe, du moins un allongement considérable des délais et une augmentation des frais humains et politiques exigés pour le triomphe de la Révolution prolétarienne.

Bien qu'il soit pédant dans un tel cas de concevoir pour la Russie un sort comparable au sort qui devait être celui de l'Allemagne (il est assez évident que les

conditions des deux pays étaient profondément différentes : dans un cas un pays impérialiste, certes dépourvu, mais hautement industrialisé ; dans l'autre un pays combinant des traits de semi-colonie et de puissance impérialiste) il n'en reste pas moins que le triomphe de la tendance droitière eût en partie entraîné des erreurs du type de celles qui furent commises par elle en Allemagne, six ans plus tard, au moment de l'Octobre 1923 et alors qu'elle contrôlait la politique de l'I.C.

Par quatre fois au moins, le parti eut à redresser des attitudes parfaitement incompatibles avec le bolchevisme. La première fois ce fut en février-mars-avril lorsqu'il fut nécessaire de combattre l'idéologie défensive de la direction Kamenev-Staline-Mouranov. Les couches profondes du parti, notamment à Petrograd, avaient commencé à réagir et Lénine put s'appuyer sur elles pour mener à bien son offensive et lui donner son expression théorique achevée. Parallèlement et lié à la question de la défense de la « Révolution » (bourgeoise) se posait le problème de « l'approfondissement de la Révolution démocratique », formule semi-menchevique chère au Staline qui rapporta à la conférence de fin mars-début avril. Il fallait engager le fer contre cette conception. Trotsky signale qu'à cette conférence des délégués bolcheviks au congrès des 82 Soviets certains participants avaient déjà élevé des protestations contre la ligne imposée par la direction du moment. Trotsky cite quelques interventions de l'avocat Krasikov qui témoignent qu'une résistance à la direction Kamenev-Staline se faisait jour. L'autorité de Lénine, de retour le dernier jour de la conférence, donne bientôt toute sa consistance théorique et finalement la prépondérance à ce cours vers le réarmement du parti. La bataille fut néanmoins très âpre.

LE FRONT UNIQUE

Les conflits entre la classe ouvrière et les patrons, la bourgeoisie ou l'Etat surgissent et se développent sans cesse sous l'initiative de l'un ou de l'autre camp. Dans ces conflits, pour autant qu'ils concernent les intérêts vitaux de toute la classe ouvrière, de sa majorité ou d'une partie quelconque de la classe, les masses ouvrières sentent la nécessité de l'unité d'action, de l'unité dans la défensive contre l'offensive du capitalisme comme dans l'offensive contre lui. Le parti qui contrecarre mécaniquement ces aspirations de la classe ouvrière à l'unité d'action sera irrévocablement condamné dans la conscience ouvrière.

Le problème du front unique n'est donc pas, dans son origine comme dans son essence, le problème des relations entre les fractions parlementaires communiste et socialiste, entre les comités centraux des deux partis, entre l'« Humanité » et le « Populaire ». Le problème du front unique surgit de la nécessité d'assurer à la classe ouvrière la possibilité d'un front unique dans la lutte contre le Capital, malgré la division, fatale à l'époque actuelle, des organisations politiques qui ont l'appui de la classe ouvrière.

Ceux qui ne comprennent pas cela considèrent le parti comme une association de propagande et non pas comme une organisation d'action de masse.

ZINOVIEV.

Thèses sur le Front Unique,
décembre 1921.

La manifestation d'avril avalisée par les bolcheviks rencontra la résistance de la droite également. Kamenev, Rykov et Noguine, Staline se taisant prudemment, attaquent Lénine, l'accusant d'aventurisme, à la conférence d'avril.

Courant août se situe l'épisode de la conférence de Stockholm. Les droitiers tentèrent de faire participer le parti à la conférence kautskiste de Stockholm alors que l'esprit zimmervaldien avait épuisé sa signification historique.

Le putsch de Kornilov vit des dirigeants incapables de concilier le front unique circonstancié réalisé pour abattre Kornilov d'une part et l'opposition à Kerensky de l'autre. Ils étaient prêts à « mélanger les drapeaux » et à former avec les mencheviks des organisations communes. A ce sujet, Lénine écrivait au C.C. du POSDR : « Même à présent, nous ne devons pas soutenir le gouvernement de Kerenski. Ce serait ne pas avoir de principes. Comment, nous demandera-t-on, il ne faut pas combattre Kornilov ? Bien sûr que si ! Mais ce n'est pas une seule et même chose ; il y a une limite entre les deux ; et cette limite, certains bolcheviks la franchissent en cédant à « l'esprit de conciliation » et en se laissant entraîner par le flot des événements.

Nous faisons et nous continuerons de faire la guerre à Kornilov, comme les troupes de Kerenski ; mais nous ne soutenons pas Kerenski, nous dévoilons au contraire sa faiblesse. Il y a là une différence ; une différence assez subtile, mais tout à fait essentielle, et qu'on ne doit pas oublier.

En quoi donc consiste la modification de notre tactique après la révolte de Kornilov ?

En ce que nous modifions la forme de notre lutte contre Kerenski. Sans atténuer le moins du monde notre hostilité envers lui, sans renoncer à le renverser, nous disons : il faut tenir compte du moment, nous n'essaierons pas de le renverser tout de suite, nous le combattrons maintenant d'une autre façon et plus précisément en soulignant aux yeux du peuple (qui combat Kornilov) la faiblesse et les hésitations de Kerenski. Nous le faisions déjà auparavant. Mais c'est maintenant devenu le principal : voilà en quoi consiste le changement. (7)

En d'autres circonstances, la bataille fut encore plus âpre. De son exil Lénine soutenait Trotsky et les bolcheviks qui s'étaient battus contre la participation à la conférence démocratique et avaient été mis en minorité. Il fallut engager peu après un combat pour empêcher que les bolcheviks ne cautionnent de leur présence la comédie bourgeoise et anti-soviétique du Pré-parlement. Il ne s'agissait d'ailleurs pas de « crétinisme antiparlementaire » propre aux ultra-gauches et aux anarchistes mais d'un choix effectué en fonction de l'étape de la Révolution et des tâches de l'insurrection à venir.

Il n'est pas besoin de s'étendre longuement sur l'attitude de Kamenev et Zinoviev qui, à la veille de l'insurrection, trahirent dans la « Novaïa Jizn » de Gorki, totalement extérieure au Parti Bolchevique, les préparatifs, intérieurs au parti, du « coup de force » du 25 octobre. Cet épisode est maintenant suffisamment connu, mais il illustre avec éclat l'acuité des problèmes que le Parti Bolchevique eut à résoudre avant l'insurrection proprement dite. On sait aussi le rôle conciliateur que joue Staline, maître de la « Pravda », à cette époque.

Compte tenu de l'ampleur des difficultés intérieures, on peut s'interroger sur la qualité de l'outil forgé par les bolcheviks entre 1905 et 1917 et on peut être tenté de croire que la méthode défendue par Lénine durant toutes ces années n'avait pas été la bonne.

En réalité il n'en est rien et le premier à le reconnaître ce fut précisément celui qui avait été, en un temps désormais révolu totalement, un des adversaires les plus farouches de Lénine sur le terrain de l'organi-

sation. Il s'agit de Trotsky qui se trouve vite, en mai, à son retour des U.S.A., d'accord avec la conception léniniste du parti.

Le souci primordial de Lénine fut celui de la sélection rigoureuse d'une direction. Il fallait s'en donner les moyens, non pas pour un jour ou un an, mais pendant toute la période historique où le parti devait être nécessaire, c'est-à-dire également sa direction. Cette sélection est de toute évidence non pas un acquis immuable mais un processus toujours présent, en gestation dans l'activité quotidienne du parti. Or il n'existe qu'un seul cadre où cette sélection puisse se faire dans les conditions imposées par la société de classe, c'est celui du *centralisme démocratique*. Là aussi, d'ailleurs, rien n'est donné une fois pour toutes. Le rapport entre la centralisation et la démocratie n'a pas été constant dans les rangs du Parti Bolchevik. Comme le souligne Trotsky :

« La clé du problème dynamique de la direction est dans les rapports réels entre l'appareil du parti et le parti, entre l'avant-garde et la classe, entre le centralisme et la démocratie.

Ces rapports ne peuvent être ni *invariables* ni *définis* a priori. Ils dépendent de circonstances historiques concrètes ; leur équilibre dynamique est réglé par la lutte vive des tendances qui, aux extrémités opposées, oscillent entre le despote de l'appareil et l'amorphantisme impotent. » (8)

Toujours est-il que, au sein de ce rapport variable entre la centralisation et la démocratie, le problème n° 1 était celui de la sélection des hommes pour placer « *the right man in the right place* ». Problème difficile et qui n'est pas susceptible d'être résolu de façon parfaite. Mais le parti bolchevik s'était appliqué à le résoudre, sachant parfaitement que « sans direction perspicace, résolue et courageuse du parti, la victoire de la Révolution prolétarienne est impossible. » (9) Toutefois, la reconnaissance de cette nécessité n'aveuglait personne, et Lénine en premier, sur la fragilité de certains éléments de la direction. Mais c'est qu'il faut aussi la considérer comme un corps collectif où les manques des uns sont compensés par les qualités des autres.

Par ailleurs un parti ne peut être muni d'une bonne direction que si ses rangs eux-mêmes sont occupés par des militants éprouvés, aptes à contrôler étroitement (politiquement) leurs dirigeants dans le cadre des rapports du centralisme démocratique. Il y a là un couple de forces qui se conditionnent mutuellement et dont la résultante correspond, au sein de l'organisation, à une tension inévitable entre les exigences du centralisme pour l'action et de la démocratie pour la discussion qui précède, accompagne et suit cette action.

L'histoire du Parti Bolchevik entre février et octobre est aussi à cet égard pleine d'enseignements. Si, en effet, il procéda d'une part à une sélection rigoureuse de sa direction, il fut d'autre part attentif à se construire de la base au sommet dans le feu même des événements.

Il faut préciser cependant que la démarche complémentaire ne fut possible que parce que la première condition était remplie : ni regroupement informel à la manière social-démocrate (où les « spécialistes » tirent d'autant mieux les ficelles d'une pseudo-démocratie), ni équipe de conspirateurs, le Parti Bolchevik sut combiner la démarche primordiale de sélection d'une direction et celle, sans laquelle la première n'est encore que potentiellement décisive, de l'édition du parti sur la base de ses militants du rang.

Trotsky cite à ce sujet les propos très significatifs que Volodarsky tint au VI^e Congrès des bolcheviks à la fin de juillet :

« Dans les usines, nous jouissons d'une influence formidable, illimitée. *Le travail du parti est rempli principalement par les ouvriers eux-mêmes...* L'organisation a

monté *d'en bas*, et c'est pourquoi nous avons toute raison de penser qu'elle ne se disloque pas. » (10)

En un mot, rien n'est plus étranger au bolchevisme, au marxisme, qu'une conception hautaine à l'égard des masses en général et de ses propres masses en particulier. La morgue bureaucratique, qu'elle soit celle d'un social-démocrate ou d'un stalinien, n'a rien à voir avec l'esprit du bolchevisme. Celui-ci, tout en sélectionnant l'état-major indispensable pour le combat et en se dotant d'un organisme central ayant tout pouvoir dans l'intervalle des congrès, sait s'alimenter de l'initiative des militants pour forger le détachement politique dont le prolétariat ne peut se passer pour vaincre et qui s'appelle le parti.

Daniel CARAUD.

(1) En réalité, Trotsky avait tracé la perspective dès 1905, de la « transcroissance » de la révolution bourgeoise en révolution prolétarienne. Cf. ci-après

(2) Lénine. O.C. t. 24. p. 34.

(3) Lénine rappelle dans ses « Lettres sur la Tactique », un passage de « Deux tactiques » où il écrivait : « Son avenir de la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, c'est la lutte contre la propriété privée, la lutte de l'ouvrier salarié contre le patron, la lutte pour le socialisme. » O.C. t. 24. p. 42.

(4) « Les Tâches du prolétariat dans la présente révolution » contenant les « Thèses d'avril ». Celle citée porte le n° 8 O.C. 24. p. 14.

(5) Edition EDI, écrit en 1924.

(6) Rééditées chez Maspero dans un ouvrage, où figurent les textes des adversaires de Trotsky, intitulé « Staline contre Trotsky », Paris 1965.

(7) Lénine. O.C. t. 25, p. 312. 30 août 1917 cité aussi dans « PV du CC du POSDR », p. 89.

(8) Trotsky : Staline. Gallimard, p. 88.

(9) Trotsky. Le jour d'Octobre. Maspero. p. 78.

(10) Trotsky. Histoire de la Révolution Russe. t. 2. p. 246. Seuil. 1950 Les passages soulignés le sont par moi, D. C.

MICHEL VARGA

OU V A L ' U . R . S . S . ?

(Aux sources du conflit sino-russe)

Numéro spécial de LA VÉRITÉ

Prix : 3,50 F

LA REVOLUTION D'OCTOBRE ET LE MOUVEMENT OUVRIER EUROPEEN

Pour tous les hommes, 1917 est aujourd'hui seulement la date de la Révolution russe : une ère nouvelle commence, succédant à celle qu'avait ouverte l'année 1789. Pour le militant, c'est l'ère de la lutte pour le socialisme. Une question se pose alors, celle de savoir pourquoi la Révolution russe qui était pour les bolcheviks la première étape de la révolution européenne sur la route de la révolution mondiale n'a été suivie,

pendant tant d'années, que de révoltes vaincues. Pour essayer de répondre à cette question vitale — qui concerne directement l'action révolutionnaire aujourd'hui encore — il est nécessaire de souligner d'abord que 1917 ne fut pas seulement l'année de la révolution victorieuse en Russie, mais celle d'un soulèvement international contre l'impérialisme et sa guerre.

LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE DE 1917

L'un des hommes les plus clairvoyants de la bourgeoisie française et européenne, le Président français Raymond Poincaré, parle dans ses mémoires de ce qu'il appelle « l'année trouble » : l'année où, dans l'Europe entière les Etats capitalistes ont tremblé sur leurs bases, même si un seul d'entre eux est tombé en Octobre.

Le mouvement débute dans les pays belligérants : après la Russie, l'Allemagne. En avril, à Berlin et à Leipzig, se produisent des grandes grèves conduites par les métallos des usines de guerre : les revendications politiques — amnistie, libération des prisonniers politiques, politique de paix — tiennent la première place dans leur programme, les premiers Conseils ouvriers élus, analogues aux soviets russes, apparaissent. Dans les mois qui suivent, c'est dans la flotte de guerre que se produisent des manifestations, une agitation à caractère révolutionnaire, l'organisation clandestine de la « Ligue des Marins et des Soldats » : elle sera durement frappée à l'été par l'arrestation de centaines de militants sous l'uniforme et l'exécution des jeunes hommes qui dirigent ce mouvement, Köbis et Reichpietsch. En France, les mutineries commencent près du front au mois de mai, avec élection de conseils de soldats, tentatives de marche sur Paris des régiments mutinés, manifestations de blessés et de mutilés dans les gares des grandes villes ; elles sont immédiatement suivies de grèves, un mouvement qui s'étend sur le printemps et l'été. En Grande-Bretagne, l'agitation culmine au mois de mai où plus de 230.000 travailleurs sont en grève, particulièrement dans les usines de guerre. En Italie, c'est la grève générale du 22 août, de grandioses manifestations, et le soulèvement armé des travailleurs de Milan, le 24. Aux Etats-Unis, contre la politique de guerre, c'est l'action entreprise par les syndicalistes révolutionnaires de l'I.W.W. (International Workers of the World), les grèves des mineurs, des cheminots, des chantiers de constructions navales. L'Espagne, pays « neutre », est également touchée : grève générale du 10 au 13 août, et combats armés marquent le sommet d'un mouvement terriblement dur.

Soulignons qu'à cette époque, les contacts sont impossibles d'un pays à un autre, que chacun vit enserré dans le réseau serré tressé par la police militaire, que les informations ne filtrent qu'à travers la censure, et que la radio n'atteint pas les masses. C'est un mouvement profond et authentique de révolte contre le massacre et la misère qui secoue en 1917 l'Europe entière et une partie du monde, un soulèvement spontané contre les horreurs de la guerre impérialiste au premier chef.

L'explication est simple : elle réside dans la terrible situation des masses laborieuses de tous les pays après trois années de guerre. Sur le front : l'offensive Nivelle, cause immédiate des mutineries dans les troupes françaises, a fait en vingt jours 85.000 morts et 130.000 blessés. A l'arrière : le ravitaillement des villes est de plus en plus difficile : la faim et le froid sont installés dans les quartiers ouvriers. Ce sont des ménages qui ont déclenché le mouvement à Leipzig en avril 1917, après la réduction de la ration de pain. C'est l'absence de pain dans les boulangeries qui a précipité la grève générale de Milan quelques mois après. Partout il s'y ajoute les conditions de travail, l'accélération des cadences, une cynique exploitation qui se couvre du prétexte de la « défense nationale » et contribue à l'édition de fabuleuses fortunes : grâce à la guerre, les prolétaires de tous pays suent beaucoup plus encore de plus-value. Partout les illusions patriotiques se sont dispersées au vent des tueries : la censure française, par exemple, s'avoue débordée par le nombre de lettres exprimant des sentiments défaitistes, dont — le fait est nouveau en 1917 — beaucoup émanent d'officiers. En fait, dans tous les pays d'Europe, dans les mois qui suivent la Révolution russe de Février, on voit mûrir des conditions semblables à celles qui ont mûri en Russie avec quelques mois d'avance : le soulèvement de l'Armée contre ses chefs, le ralliement des masses laborieuses sous l'uniforme à la lutte ouvrière pour la paix et la révolution.

Les dirigeants bourgeois en ont une conscience aiguë : le 23 juin, Poincaré note dans son journal

qu'un des arguments déterminants des permissionnaires qui, selon ses informations, ont joué dans les mutineries le rôle de « meneurs », était : « l'existence

LE PROBLÈME DE LA DIRECTION RÉVOLUTIONNAIRE

Pourtant, c'est seulement en Russie que s'opérera, dans la révolution, cette jonction du mouvement gréviste et des mutineries militaires ; ce n'est qu'en Russie que l'action ouvrière parviendra à transformer la révolte en révolution ouvrière et paysanne.

Depuis août 1914 en effet, dans tous les pays belligérants, les appareils dirigeants des partis et syndicats ont accepté de donner leur caution et leur appui à l'effort de guerre, se sont faits les auxiliaires des gouvernements de guerre de leurs bourgeoisies respectives. Les socialistes français sont entrés dans le gouvernement. Les social-démocrates allemands se jugent plus utiles à la bourgeoisie en le soutenant sans participer.

Les éléments révolutionnaires, frappés d'interdit par l'Etat bourgeois, traqués par sa police, poursuivis par ses tribunaux militaires, sont également pourchassés dans les organisations légales par les dirigeants officiels. La guerre a servi de prétexte à la bourgeoisie européenne pour se débarrasser des oripeaux gênants des « grands principes » : nulle part sa démocratie n'est plus compatible avec la plus timide critique du régime bourgeois, avec même le simple exposé de la vérité sur la guerre impérialiste. Empêtrés avant la guerre dans les illusions qu'ils avaient sur leurs partis et syndicats, aveuglés par le mythe de l'« unité ouvrière », les rares éléments socialistes demeurés consciemment révolutionnaires qui ont tenu bon en 1914 sont privés de tout moyen d'expression, légal ou illégal, de toute organisation et de tout instrument de lutte au moment où commence, après la déclaration de guerre, la bataille qu'ils savent décisive mais à laquelle ils ne se sont pas préparés.

En 1917, les efforts des petits noyaux de militants fidèles à l'internationalisme prolétarien ont abouti, au prix de mille sacrifices et de mille difficultés, à la formation de petits groupes sans cesse décimés, dispersés, frappés, cherchant désespérément la liaison

d'une révolution à l'intérieur issue des grèves, réprimée de façon sanglante, et qui n'avait besoin pour triompher que d'un secours modeste de la troupe »...

pacifiste, minorité de la S.F.I.O. et de la C.G.T. en France, parti social-démocrate indépendant en Allemagne. En France, autour du noyau syndicaliste révolutionnaire de la *Vie ouvrière* avec Pierre Monatte et Alfred Rosmer, rapidement mobilisés, ce sont quelques rares éléments du parti socialiste comme Loriot, l'équipe des instituteurs syndiqués autour de *l'Ecole émancipée*, les métallos qu'inspire Merrheim, des intellectuels dont la guerre a hâté la prise de conscience, comme Raymond Lefebvre. Le *Comité pour la reprise des relations internationales* qui constitue leur centre en 1917 n'a pas d'organisation, même pas un réseau si l'on ne compte pas pour tel la bonne volonté des instituteurs non mobilisés ou des institutrices de province. En Grande-Bretagne, des hommes comme l'enseignant McLean développent dans les organisations ouvrières de petits réseaux d'agitation et de propagande contre la guerre. Les « Shop-stewards », délégués d'atelier dans les grandes usines, se sont organisés pour une action de classe contre le gouvernement bourgeois et les bureaucraties syndicales, et ils organisent les grandes grèves du bassin de la Clyde. En Allemagne, de petits groupes de militants, intellectuels ou cadres, ont commencé à organiser la résistance à l'intérieur du Parti social-démocrate et tentent en même temps d'en appeler directement aux masses : ainsi le groupe Spartakus, autour de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, très vite emprisonnés l'un et l'autre, ainsi les « Linksradikalen » des ports de Brême et de Hambourg, ainsi les membres des Jeunesses qui organisent les tout jeunes, à l'arrière. Tous se livrent à une propagande clandestine par tracts et journaux, parviennent à organiser des manifestations comme celle du 1^{er} mai 1916 à Berlin. Mais avec les masses, mais en même temps noyés et englués dans des regroupements « centristes » de tendance les travailleurs révolutionnaires se sont organisés de leur côté, indépendamment d'eux : à Berlin, autour de la branche des tourneurs du syndicat des métallos qui leur fournit une couverture légale, se sont organisés ceux qu'on appelle les « délégués révolutionnaires », dont le réseau, doublement clandestin par rapport à l'Etat et à l'appareil syndical, est l'organisateur de tous les mouvements grévistes dans les usines de fabrication de guerre.

Les hommes qui constituent ces groupes dispersés, coupés les uns des autres, n'avaient pas, avant 1914, nous l'avons vu, prévu les conditions de leur action pendant la guerre. Aussi commencent-ils leur action dans les pires conditions : ils ne disposent que de liaisons personnelles hasardeuses, n'ont ni fichiers, ni ronéos, ni parfois même machines à écrire, pas de locaux pour leurs réunions clandestines que leurs propres logements, étroitement surveillés par la police. Trotsky, qui s'est réfugié à Paris au lendemain de la déclaration de guerre, écrit à ce sujet sur 1914 : « Les quelques éléments d'opposition étaient dispersés, ça et là, dans le parti et les syndicats, mais ils ne

*Pour le regroupement de l'avant-garde,
Pour œuvrer à la construction de l'organisation
révolutionnaire, une arme :*

INFORMATIONS OUVRIÈRES

Paraît tous les mois sur 16 pages

(accompagné d'un supplément hebdomadaire
ronéotypé)

ABONNEMENTS :

(Bulletin mensuel imprimé incluant le supplément
ronéotypé hebdomadaire) :

12 numéros : 9 Francs

donnaient presque pas signe de vie ». En France, c'est lui qui a donné courage et détermination au petit groupe de la *Vie ouvrière* : militant russe, débarrassé depuis longtemps d'illusions sur le réformisme et les possibilités de victoire pacifique du socialisme, il écrit encore : « Le tout, pris ensemble, avait l'air d'une mascarade de deuil, d'un carnaval de la mort. Il était impossible de ne pas se dire : « Non, vraiment, nous sommes plus sérieusement bâties, nous n'avons pas été surpris par les événements, nous en avions prévu quelque chose, nous prévoyons d'autres choses maintenant et nous sommes prêts à bien des rencontres ». Alors que les bolcheviks, eux aussi surpris en février

1917 par le soulèvement spontané des travailleurs de Pétrograd, parviennent en quelques mois à devenir les dirigeants reconnus des ouvriers, soldats et paysans russes, les progrès des révolutionnaires européens en 1917 sont loin encore d'être à la mesure du sentiment des masses : les spartakistes sont officiellement membres du Parti social-démocrate indépendant allemand où ils côtoient des opportunistes avérés comme Kautsky ou le révisionniste Bernstein, et les « zimmerwaldiens » français — les adversaires socialistes de la guerre impérialiste et de l'union sacrée — se laissent encore prendre au piège de l'unanimité du parti socialiste dont ils constituent une des minorités.

LA BOURGEOISIE ET SES AGENTS DANS LE MOUVEMENT OUVRIER

Tous les gouvernements bourgeois européens disposeront contre le mouvement ouvrier révolutionnaire d'un terrible arsenal de répression : un gouvernement dit « de guerre » est en fait une pure et simple dictature militaire, avec quelques garnitures institutionnelles, cabinet « parlementaire » et parlement... Pourtant, face à la montée du mouvement en 1917, ils se gardent bien d'utiliser exclusivement les moyens de la répression brutale. Un Pétain, par exemple, vient à bout des mutineries par un savant dosage d'exécutions capitales et de concessions matérielles. C'est que le développement de la révolution en Russie les instruit des dangers qui guettent leur domination, des moyens les meilleurs pour y faire face. En fait, l'axe de la politique bourgeoise en 1917 passe par l'alliance avec les bureaucrates des partis dits socialistes et des syndicats, ces agents bourgeois au sein du mouvement ouvrier. C'est ainsi que le sous-secrétaire d'Etat aux Armements allemands peut écrire au général Ludendorff : « L'on ne saurait gagner la guerre sans la bonne volonté des ouvriers d'industrie. Or personne n'a — il s'en faut — autant d'influence sur eux que les dirigeants des syndicats. Sans ces dirigeants, et à fortiori contre eux, il n'y a rien à faire ». Quant à Poincaré, il note dans son journal, lors d'un remaniement ministériel : « Painlevé est d'avis de confier aux socialistes un grand ministère et un sous-secrétariat d'Etat moins pour conserver leur appui parlementaire que pour avoir leur collaboration dans les usines et dans l'armée ».

La montée ouvrière, la poussée encore élémentaire de la colère des masses et leur volonté d'en finir commandent en effet à la bourgeoisie une tactique plus subtile que celle de 1914. Les masses en mouvement constituent un danger mortel et immédiat si elles ont une direction, un plan, une organisation. La haine des travailleurs contre leurs maîtres bourgeois est telle que les dirigeants des syndicats et partis gagnés à la bourgeoisie doivent absolument prendre leurs distances au moins en apparence, vis-à-vis des gouvernements, esquisser, si besoin est, une opposition verbale qui leur permette de conserver dans les masses une autorité qui est leur arme la plus précieuse pour briser les mouvements qui s'ébauchent. Le Préfet de Police de Berlin, rendant compte de la situation dans les usines de guerre, déclare que les dirigeants syndicaux, « devant la puissance des extrémistes », sont contraints de se soumettre, et précise que l'un d'eux,

son homme de confiance, « agit tout à fait dans le sens de ces extrémistes en faisant de l'agitation au cours des réunions, ce qui vaut leur sympathie ». Le « socialiste » français Albert Thomas pense de son côté qu'il vaut mieux, pour le gouvernement bourgeois, que les socialistes n'en fassent pas partie dans une telle conjoncture, ainsi que Poincaré le note, le 9 septembre 1917 : « Thomas croit qu'il vaut mieux qu'il n'y ait aucun socialiste au pouvoir au moment du congrès national qui doit se tenir le mois prochain. Il sera plus facile d'obtenir la majorité sur une motion patriotique ». Quand les ouvriers de Berlin, sur l'initiative des Délégués révolutionnaires, constituent en janvier 1918 le Comité d'action destiné à diriger la grève qui vient d'éclater dans toutes les grandes entreprises, le Parti social-démocrate gouvernemental lui délègue immédiatement trois de ses dirigeants qui s'y feront aussitôt les champions de la négociation — pour laquelle ils offrent leurs services, leur « autorité » auprès des chefs militaires — de l'abandon des revendications politiques et, en définitive, de la reprise du travail : ils ont ainsi la possibilité matérielle de briser la grève de l'intérieur et du sommet. L'un d'eux, Friedrich Ebert, déclarera plus tard, dans le désir de se justifier entièrement aux yeux des maîtres bourgeois de l'Allemagne : « Je suis entré dans la direction de la grève avec l'intention bien déterminée d'y mettre fin le plus vite possible et d'éviter au pays une catastrophe ».

Un épisode de l'année 1917 illustre parfaitement le caractère international de la lutte de classes mondiale qui se développe contre l'impérialisme en guerre, et les positions respectives des dirigeants bourgeois et des bureaucrates du mouvement ouvrier. Les partis socialistes organisent à Stockholm une conférence internationale dont l'objectif est de redorer leur blason en manifestant un certain désir de paix tout en démontrant que la guerre ne peut se terminer par la faute... des autres. Le gouvernement russe du conciliateur Kerensky insiste pour la tenue de cette conférence qui lui fournirait des arguments pour la poursuite de la guerre qu'il appelle « défensive », et pour frapper les bolcheviks comme... agents de l'impérialisme allemand. Etat-major et gouvernement français exigent, eux, de Kerensky, une participation effective à la guerre commune, une offensive sur le front de l'Est. En fait, c'est un marchandise qui s'ébauche : offensive contre conférence. Les dirigeants

de la France bourgeoise pèsent longuement le pour et le contre. A la sortie du Comité de guerre, le 31 mars, Poincaré note : « Si l'invitation russe est refusée, inertie de l'armée russe et 75 divisions allemandes libérées viennent sur notre front. » Oui, dit Pétain, mais le danger de 75 divisions allemandes est sensiblement

moins grave que la démoralisation de notre armée. » A cette époque déjà, de bons apôtres expliquaient gravement que la lutte des classes et l'internationalisme étaient des « notions périmées et dépassées » : mais les dirigeants bourgeois, eux, raisonnaient en fonction de la lutte de classes internationale.

LES LENDEMAINS D'OCTOBRE EN EUROPE

La Révolution d'Octobre ne s'est donc pas inscrite comme sur une page blanche dans la conscience des travailleurs d'Europe. Elle est d'abord une réalisation, une preuve tangible, un exemple entraînant : rien n'est plus convaincant qu'une victoire. Octobre victorieux pour des centaines de milliers d'hommes constitue un acte libérateur, la fameuse « grande lueur à l'Est », l'action collective concertée qui met fin à la guerre, abat l'ancien régime, ouvre la possibilité d'une société et d'un monde nouveaux. Dans cette noire année qui est la troisième du grand massacre, elle est réalisation, aube et promesse de la révolution mondiale qui apparaît désormais, comme non seulement souhaitable, mais possible. Du coup, les bolcheviks changent de stature : ces révolutionnaires obscurs, clandestins en Russie, exilés en Occident, ne sont plus de ridicules sectaires impuissants, mais des hommes qui ont su prévoir, comprendre, se préparer, vaincre. Ils sont les premiers à avoir mené jusqu'au bout — la chute de l'Etat bourgeois — l'action politique du socialisme : pour des milliers d'anarchistes et de syndicalistes révolutionnaires aux yeux de qui le « parti » n'était que l'instrument d'une escroquerie réformiste et le « marxisme » la couverture du parlementarisme, le bolchevisme vainqueur réhabilite le marxisme et l'organisation politique. Pour des dizaines de milliers de militants socialistes, les bolcheviks sont les premiers à avoir véritablement lutté pour le pouvoir avec des méthodes éprouvées puisqu'elles leur ont permis de vaincre : le contraste est frappant entre eux et leurs critiques d'Europe occidentale, valets à la remorque des gouvernements, rejetant toujours au lendemain et à des temps meilleurs la lutte pour le socialisme. Pour des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes enfin, la Révolution d'Octobre et ses dirigeants bolcheviks représentent l'issue concrète, la fin possible d'un monde qui les écrase, des actes, des hommes qui agissent et ne se contentent pas de parler. Pourtant, de ce sentiment diffus et encore confus — de l'importance, du sens de l'événement — à la prise de conscience politique et surtout à sa traduction concrète en termes d'organisation, le chemin est long.

De toute son astuce et de toute son expérience encore enrichie par les événements de Russie, la bourgeoisie va s'efforcer de semer d'obstacles la route qui mène à la construction d'organisations révolutionnaires du prolétariat européen.

D'abord en gagnant des dirigeants des mouvements d'opposition — ou en leur faisant, à temps, à ce moment crucial, jeter le masque. En Allemagne, la propagande anti-bolchevique à l'usage des travailleurs et militants socialistes devient la spécialité de l'ancien ami et disciple d'Engels, le renégat Kautsky,

exclu de la social-démocratie officielle au début de 1917 et « théoricien » du parti social-démocrate indépendant. En France, les dirigeants de la minorité syndicaliste, Merrheim et Dumoulin, commencent, au lendemain de la Révolution d'Octobre, le mouvement de retraite qui les conduira dans les bras de Jouhaux et dans le rôle d'agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier. Il faudra de longues semaines encore — et la dure expérience des grèves de la Loire au printemps 1918 — pour que les révolutionnaires français — une poignée d'hommes conscients, mais encore bien mal organisés — en prennent conscience, et pour que ces hommes passés dans le camp de l'ennemi de classe perdent définitivement le prestige que leur avait valu leur opposition initiale à l'union sacrée.

Certes le mouvement révolutionnaire en Europe gagne, après Octobre, et du fait d'Octobre, des dizaines de milliers de combattants virtuels, ouvriers, soldats, paysans, intellectuels, jeunes, plus ardents, plus décidés, aux perspectives plus claires et pour qui les bolcheviks constituent un exemple qu'ils connaissent d'ailleurs très imparfaitement. Mais il n'a pas le temps de se débarrasser, avant la lutte, des dirigeants décidés à le combattre effectivement tout en le flattant en paroles. Au début de 1918, l'Europe est secouée par un gigantesque mouvement de grèves à caractère politique : parti de Hongrie, il s'étend à l'Autriche, puis à l'Allemagne, avec la grève des ouvriers des usines de guerre de Berlin, et se prolonge en France dans le bassin de la Loire. Partout, « pacifistes » centristes et patriotes réussissent à conserver une place importante à la direction des mouvements que des révolutionnaires qui ne se connaissent même pas entre eux animent dans les entreprises. Les « conseils ouvriers » surgissent à nouveau. Les soldats, sur le front, tendent l'oreille : le « virus » révolutionnaire infecte l'armée allemande de l'Est. Pourtant, ni en France ni en Allemagne, le mouvement ne se montre capable de suivre en 1918 l'exemple russe dans son élan victorieux. Divisée, au nom de l'« unité » par les agents de la bourgeoisie dans le mouvement, incapable d'étendre le mouvement en surface comme en profondeur, faute d'une organisation solide, la direction de la grève éclate : l'armée et la police n'ont plus qu'à frapper séparément et surtout à décapiter les organisations ou les embryons d'organisations révolutionnaires. Entre janvier et novembre 1918, par exemple, la quasi-totalité des militants révolutionnaires allemands qui avaient pu jusque là échapper à la répression, sont à leur tour arrêtés et emprisonnés ; des instituteurs révolutionnaires sont traduits en Justice devant les tribunaux militaires.

Le prestige de l'Octobre russe n'est pas moindre, mais il faut désormais aux travailleurs européens le

temps de refaire leurs forces, de resserrer leurs rangs, de voir très clair pour reconstruire les éléments d'organisation mis sur pied à partir de 1914 et détruits au lendemain d'Octobre par les défactions de certains et la répression qui suit les mouvements du début de 1918. L'impérialisme bénéficie d'un nouveau répit. Chaque camp de la bourgeoisie l'utilise de son mieux : les puissances centrales pour tenter

de forcer la victoire par ses offensives à l'ouest, les Alliés pour chloroformer les hommes las de la guerre par la philosophie « pacifiste » de la « der des ders » et les plans de paix de Wilson, tout en se renforçant matériellement grâce à l'aide américaine qui leur assure en quelques mois une supériorité militaire décisive.

LES BOLCHEVIKS ET LES RÉVOLUTIONNAIRES EUROPÉENS

Depuis 1914, Lénine affirmait que la guerre impérialiste allait engendrer la révolution. La Révolution russe en constituait en 1917 la première preuve. En 1918 une course de vitesse s'engage ainsi entre guerre et révolution, et la révolution allemande des conseils d'ouvriers et de soldats éclate au moment même où les dirigeants s'appretent à signer l'armistice. Depuis leur prise du pouvoir, les bolcheviks se sont employés de toutes leurs forces à aider l'organisation nécessaire des révolutionnaires en Europe et ailleurs. Dès le 26 décembre 1917, Trotsky, commissaire du peuple aux affaires étrangères, avait fait adopter un décret fameux :

« Considérant que le pouvoir soviétique repose sur les principes de solidarité internationale du prolétariat et la fraternité des travailleurs de tous les pays ; que la lutte contre la guerre et l'impérialisme ne peut aboutir à la victoire que si elle est conduite à l'échelle internationale, le conseil des commissaires du peuple estime nécessaire d'offrir son aide, sous toutes les formes, y compris financière, à l'aile gauche du mouvement ouvrier de tous les pays, qu'ils soient en guerre, alliés ou neutres. Pour ces motifs, le Conseil des commissaires du peuple décide de consacrer deux millions de roubles aux besoins du mouvement révolutionnaire international et de les mettre à la disposition des représentants à l'étranger du commissariat aux affaires étrangères. »

Les conditions cependant ne se prêtaient guère à cette aide et les bolcheviks ne purent, comme ils le désiraient, aider les révolutionnaires étrangers dont ils étaient coupés. C'est seulement en Allemagne et pendant quelques semaines que l'ambassadeur Joffé pourra jouer son rôle de distributeur de fonds et aider à l'organisation et à l'armement de détachements de combat des révolutionnaires. Les bolcheviks devront par la force des choses se contenter de mener une active propagande auprès des prisonniers de guerre et des étrangers en Russie même, et d'y constituer des groupes de communistes étrangers, sections étrangères du parti bolchevique, qui constitueront ainsi les noyaux de plusieurs partis communistes.

Quand la révolution allemande éclate en 1918, les contacts ont été rompus entre les révolutionnaires

allemands et les Russes, expulsés de Berlin à la veille du soulèvement. Ils ne reprendront — très précaires — que deux mois plus tard avant de s'interrompre pour longtemps encore.

LENINE : LA GUERRE ET LA PAIX

En terminant son discours, le camarade Boukharine est allé jusqu'à nous comparer à Petlioura. S'il le pense réellement, comment peut-il rester dans le même parti que nous ? N'est-ce pas là une phrase pure et simple ? S'il en était réellement ainsi, en effet, nous ne serions pas membres du même parti. Le fait que nous sommes ensemble démontre que, pour les neuf dixièmes, nous sommes d'accord avec Boukharine. Il est vrai qu'il a ajouté quelques phrases révolutionnaires où il dit que nous voulions trahir l'Ukraine. Je suis persuadé qu'il est inutile de parler de sottises aussi évidentes.

Je voudrais revenir sur l'intervention du camarade Riazanov, et je tiens ici à faire remarquer que, de même qu'une exception qui se produit une fois en dix ans ne fait que confirmer la règle, de même il lui est arrivé de prononcer sans le faire exprès une phrase sérieuse (*Applaudissements*). Il a dit que Lénine céde de l'espace pour gagner du temps. C'est presque une réflexion philosophique. Mais il se trouve que cette fois le camarade Riazanov a vraiment prononcé là une phrase absolument sérieuse, qui résume le fond du problème : je veux céder de l'espace au vainqueur, car il l'est en fait, afin de gagner du temps. Là, et là seulement, est le fond de la question. Tout le reste (nécessité d'une guerre révolutionnaire, ascension de la paysannerie, etc.) n'est que vain bavardage.

(*Discours de Clôture de la discussion du rapport sur la guerre et la paix au VII^e Congrès. 8 mars 1918.*)

ORGANISATION RÉvolutionnaire

L'état-major de l'insurrection de novembre à Berlin est formé de Liebknecht, un ou deux spartakistes, plusieurs députés social-démocrates indépendants, et le cercle des délégués révolutionnaires : d'accord pour le soulèvement armé et pour l'établissement d'une république des conseils d'ouvriers et de soldats, ils ne sont pas d'accord sur un programme politique. Il faudra plus de deux mois pour que les Spartakistes et les « Linksradikalen » de Brême et Hambourg, pressés par Radek qui vient d'arriver clandestinement de Russie, se décident à la rupture des premiers avec les indépendants et constituent ensemble Parti communiste allemand. Fort de dirigeants prestigieux, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, le nouveau parti est numériquement faible et peu implanté parmi les travailleurs : les Délégués révolutionnaires qui sont les véritables dirigeants du prolétariat berlinois se refusent à y entrer et des dizaines de milliers de militants authentiquement révolutionnaires demeurent dans les rangs du parti indépendant dont la direction collabore avec les social-démocrates officiels...

Surtout, le nouveau parti communiste allemand est loin d'avoir assimilé l'expérience bolchevique dont il est pourtant prêt à se réclamer. Lors de son congrès de fondation, et malgré les avertissements de Rosa Luxemburg, les délégués ont refusé de participer aux élections, manifesté leur hostilité au travail dans les syndicats de masse, laissé entrevoir leur mépris pour les conseils ouvriers dominés par des modérés. Négligeant le travail patient de conquête des masses et de lutte politique pour convaincre au sein des conseils et des syndicats, le jeune parti prête le flanc à la provocation. Entraînés dans un mouvement par l'impatience révolutionnaire des ouvriers berlinois et l'imprudence de Karl Liebknecht, il n'a pas, en janvier 1919, la force de freiner et de conduire une retraite pourtant aussi nécessaire que l'avait été en juillet 1917 celle du prolétariat de Pétrograd sous la direction des bolcheviks : la bourgeoisie allemande saisit l'occasion pour assassiner Liebknecht et Rosa Luxemburg, frapper sauvagement le prolétariat berlinois. Dans les semaines qui suivent, les républiques des conseils et les bastions révolutionnaires de l'Allemagne industrielle sont battus l'un après l'autre. Au printemps, les communistes bavarois se lancent dans l'aventure sans espoir d'une république des conseils, noyée dans le sang. De leur côté, les communistes hongrois, convaincus d'avoir gagné les socialistes à la dictature du prolétariat, proclament avec eux une République des conseils qui tombe en quelques semaines sous les coups conjugués des Alliés, de la bourgeoisie hongroise et de ses propres fautes. En réalité, tout se passe comme si, de l'Octobre russe, de la longue et riche expérience bolchevique, les communistes d'Europe centrale n'avaient pour le moment retenu que l'image finale, celle de l'insurrection, du coup de main qui, à Pétrograd, avait couronné un travail de longue haleine dont ils n'avaient quant à eux ni su ni même peut-être voulu réaliser l'équivalent.

L'élan révolutionnaire de l'avant-garde du prolétariat français s'émettra moins tragiquement, mais de façon non moins décisive, dans les mouvements des marins

et soldats de 1919, les grèves des métallos de 1919, des cheminots de 1920, sans que les militants révolutionnaires aient su construire ou même commencer à construire en France le parti communiste nécessaire.

En fait, le blocus maintenu autour de l'Union soviétique permet, pendant quelques mois encore, d'assurer autour du pays de la révolution victorieuse un « cordon sanitaire », d'y contenir la force de l'exemple russe et les leçons de la pratique bolchevique. Quoique l'Internationale communiste ait été proclamée dès mars 1919, ce n'est qu'en 1920 que le contact direct sera enfin réellement établi entre les bolcheviks et les dirigeants authentiquement représentatifs du mouvement révolutionnaire en Europe, les Paul Levi, Rosmer, Serrati et autres. Bien sûr, à cette date, grâce à Octobre, les idées communistes pénètrent jusqu'en Extrême-Orient. Pourtant ce n'est qu'à la fin de l'année 1920 que le P.C. allemand devient un parti de masse, avec l'adhésion à l'Internationale du parti social-démocrate indépendant et que le Parti socialiste en France choisit également l'étiquette communiste, une première étape dans la voie de sa transformation. L'important est qu'à cette date, la première vague révolutionnaire de l'après-guerre avait été battue. Le capitalisme retrouvait un relatif équilibre.

LA PHRASE RÉvolutionnaire

La phrase révolutionnaire est d'ordinaire un mal dont les partis révolutionnaires souffrent lorsqu'ils réalisent de près ou de loin la liaison, la réunion, l'interpénétration d'éléments prolétariens et petits-bourgeois, et lorsque le cours des événements révolutionnaires connaît des revirements brutaux et importants. La phrase révolutionnaire c'est la répétition de mots d'ordre révolutionnaires sans tenir compte des circonstances objectives, du changement produit par les événements les plus récents, de la situation du moment. Des mots d'ordre excellents qui entraînent et qui enivrent, mais qui sont dépourvus de base solide, telle est l'essence de la phrase révolutionnaire (...) Qui-conque refuse de se payer de mots est obligé de voir que le « mot d'ordre » de la guerre révolutionnaire en février 1918 est une phrase creuse, derrière laquelle il n'y a rien de concret, rien d'objectif. Le sentiment, les vœux pieux, la colère, l'indignation, tel est aujourd'hui le seul contenu de ce mot d'ordre. Un mot d'ordre qui n'a que ce seul contenu, c'est précisément ce que l'on appelle la phrase révolutionnaire.

Lénine.

REVOLUTION RUSSE ET INTERNATIONALE

La Révolution d'Octobre ne pouvait à elle seule créer en Europe les conditions qui manquaient à la victoire révolutionnaire. Elle pouvait seulement les rendre plus apparentes, accélérer le mouvement révolutionnaire, le travail d'organisation qui s'amorçait, mais déjà avec un terrible retard. C'est sans doute pourquoi, c'est à cette date qu'apparaît avec le plus d'éclat la cause profonde de la supériorité des bolcheviks — leur capacité de vaincre — sur les autres éléments révolutionnaires d'Europe gagnés à leurs perspectives, leur programme et leurs méthodes.

Les bolcheviks existaient, sous forme de parti ou, au moins, de fraction organisée, depuis 1903. Ils avaient, au cours de la révolution de 1905, trouvé dans le combat, même malheureux, une expérience et une école, des leçons et n'avaient jamais séparé la théorie de la pratique. Depuis des années ils avaient appris à lutter au sein du mouvement ouvrier contre les « liquidateurs », partisans de l'adaptation à l'Etat bourgeois. Ils avaient appris que l'*« unité »* abstraite du mouvement ouvrier n'était ni une fin ni une arme en soi, mais que seule comptait l'unité révolutionnaire du prolétariat dont le chemin passait parfois, souvent même, par la scission, et toujours par la lutte politique ouverte et déterminée contre les réformistes, agents de la bourgeoisie, et les centristes, conciliateurs qui les couvrent. Ils avaient appris à ne pas se laisser duper par les apparences démocratiques transitaires de l'Etat bourgeois, à conserver la pratique et la possibilité matérielle de l'action clandestine, et particulièrement de l'action anti-militariste, à ne jamais se laisser abuser par les illusions auxquelles tant de socialistes succombaient en Occident, parlementarisme et voie démocratique vers le socialisme. Leurs conditions de vie et d'action militante, les longs exils auxquels ils avaient été contraints, leur avaient permis d'acquérir une connaissance et une compréhension du mouvement ouvrier mondial qui nourrissait leur internationalisme prolétarien de révolutionnaires et orientait leur stratégie bien au-delà des frontières de leur seul pays. En un mot — et sans s'être rendus compte qu'ils étaient les seuls à le faire — les bolcheviks avaient su construire un parti révolutionnaire dans les années d'avant la guerre et d'avant la

révolution, cependant que les révolutionnaires du reste du monde n'avaient pas voulu ou su le faire, et que l'histoire les contraignait à tenter de réaliser cette tâche immense dans les pires conditions, en pleine crise révolutionnaire et sans véritable préparation.

C'est ce qui faisait des communistes russes les nécessaires parrains et les maîtres à penser et à organiser de l'Internationale à bâti. Mais c'est aussi ce qui devait faire la faiblesse de cette Internationale — la III^e Internationale — à qui précisément l'isolement de la Révolution russe et le retard historique d'organisation des révolutionnaires du reste du monde ne laissa pas le temps de construire ailleurs des partis révolutionnaires et qui ne fut jamais vraiment elle-même le Parti mondial de la révolution socialiste qu'elle ambitionnait d'être, puisqu'elle dégénéra avant d'avoir atteint cet objectif.

La leçon essentielle demeure : l'organisation révolutionnaire dans tous les pays, l'organisation internationale des révolutionnaires, l'*« Internationale »* est l'outil nécessaire à la victoire sur le capitalisme. Elle ne s'improvise pas. Elle doit se préparer longuement, soigneusement, patiemment, dans l'intransigeance des principes et la clarté politique. Elle se trempe dans les luttes quotidiennes au sein des masses contre l'impérialisme et les bureaucraties ouvrières à son service, et dans les conflits d'idées. Elle se structure à travers les scissions et les regroupements, elle se développe dans la sélection de véritables directions révolutionnaires, nationales et internationales, dans la lutte pour la conscience des masses, l'approfondissement de la théorie, la pratique révolutionnaire. Elle ne peut résulter d aucun miracle, d aucun détours ni d aucun décret, mais seulement des efforts des révolutionnaires de tous pays pour la construire ensemble, en même temps que leurs partis nationaux, de leur aptitude à former les cadres qui sauront conquérir les masses, inscrire la direction révolutionnaire dans la réalité des luttes de classes et transformer ainsi en révolutions victorieuses les crises révolutionnaires à venir.

On sait qu'à Zimmerwald, en 1915, Lénine et Merrheim, qui représentaient alors les oppositionnels français, s'étaient durement affrontés sur l'objectif même de cette conférence socialiste internationale. Merrheim soulignait l'importance des divergences : il était venu en Suisse, disait-il, afin d'y organiser la lutte et l'action concrète contre la guerre impérialiste, cependant que Lénine, lui, ne poursuivait que l'objectif — à la fois mineur et utopique aux yeux du syndicaliste réaliste et du praticien que Merrheim croyait être — de la construction d'une nouvelle Internationale. L'histoire a évidemment tranché ce débat : l'objectif juste, l'objectif réaliste, l'instrument concret de la lutte véritable était bien, depuis 1914, comme l'assurait Lénine, la construction de l'Internationale révolutionnaire.

En 1967, cinquante ans après Octobre, la crise de l'humanité apparaît toujours en dernier ressort comme la crise de la direction révolutionnaire, et l'objectif des révolutionnaires demeure identique. Il faut construire l'Internationale.

Pierre BROUÉ.

Aux Editions EDI :

POLOGNE-HONGRIE 1956

Recueil de documents choisis,
traduits et présentés par

PIERRE BROUÉ - JEAN-JACQUES MARIE
BALAZS NAGY

Prix : 24,50 F

Passez vos commandes
à la Librairie d'« Informations Ouvrières »
39, rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10^e)

LES STALINIENS

CONTRE LA REVOLUTION D'OCTOBRE

Les Editions Sociales ont publié une brochure de Georges Cogniot : « *La Révolution d'Octobre et la France* ». Le préfacier, Waldeck-Rochet, secrétaire général du Parti Communiste français, assure qu'il souhaite « une large diffusion à ce texte de Georges Cogniot parce qu'il est non seulement un hommage vibrant aux vainqueurs d'Octobre, mais en même temps une étude historique documentée, constamment appuyée sur la connaissance des faits ».

Or, si à l'occasion du déferlement de propagande sous laquelle, pour « commémorer le 50^e anniversaire d'Octobre », on essaie d'étouffer la signification de la révolution d'Octobre, on ouvrirait un concours du « plus mauvais livre », l'opuscule de Georges Cogniot serait bien placé. Il a en effet le mérite, sous une forme concentrée, de défigurer totalement l'action et la pensée politiques « des vainqueurs d'Octobre », d'ignorer délibérément toute « étude historique documentée » et de s'appuyer sur une méconnaissance consciente des faits.

Mais la révolution d'Octobre, sa signification, ses conquêtes, son héritage politique demeurent un enjeu actuel de la lutte des classes. Il ne s'agit pas d'histoire prétendument « objective » mais d'un combat politique. Et c'est dans ce cadre qu'il faut juger la brochure de Cogniot : l'œuvre du vieux stalinien précédée de l'approbation officielle du secrétaire général résume la manière

dont le P.C.F. entend commémorer Octobre. Il ne peut le renier mais pour pouvoir s'en réclamer sans remettre en cause sa politique il lui faut trahir totalement ses enseignements.

Certes, il ne serait pas sans intérêt démonstratif de suivre pas à pas Georges Cogniot sur les chemins du demi-mensonge et de la falsification politique pure et simple. Mais il faudrait alors écrire un livre pour le moins aussi long que le sien ! Contentons-nous, dans les limites de cette note, de relever les points essentiels de l'argumentation de Cogniot (les leçons qu'il prétend tirer de la révolution d'Octobre) et de les opposer à la réalité des faits.

Car il s'agit pour Cogniot d'analyser les enseignements de la révolution d'Octobre pour les appliquer aux luttes présentes : « C'est une fête grande et solennelle, avant tout pour le parti communiste français qui, en se rappelant ses origines et sa formation, mesure ce qu'il doit aux vainqueurs d'Octobre et s'efforce de faire passer dans la vie les enseignements tirés de leur fécond exemple », écrit-il pompeusement.

Les enseignements, il les classe en quatre rubriques qui lui fournissent quatre chapitres : « *Octobre et la lutte pour la paix* », « *La conquête du pouvoir d'état : question principale de toute révolution* », « *La nature du socialisme* » et « *Le Parti ouvrier de type nouveau* ».

LA LUTTE POUR LA PAIX

« Ce que la révolution d'Octobre a appris aux travailleurs de France, c'est d'abord le caractère prioritaire de la lutte pour la paix, la sainteté du combat contre la guerre impérialiste. Historiquement, Octobre a prouvé que le peuple pouvait imposer la paix... Etre fidèle à l'esprit d'Octobre, c'est mettre toujours au premier plan le mot d'ordre de lutte pour la paix. » (Page 13.)

« La sainteté du combat contre la guerre », décidément Garaudy déteint... Ce que Cogniot entend par là est clairement dit dans cette phrase : « La politique de coexistence pacifique inaugurée par Lénine devait devenir chère et précieuse au peuple français. »

Il suffit à ce sujet de rappeler que la victoire d'Octobre vérifiait la justesse de la lutte implacable que Lénine mena contre le pacifisme bourgeois et les tendances du mouvement ouvrier qui défendaient cette idéologie de l'ennemi de classe.

« La lutte contre la guerre sans action révolutionnaire n'est qu'une phrase creuse et mensongère. » C'est en luttant pour cette orientation que Lénine rassembla en Russie et internationalement une avant-garde préparant la 3^e Internationale.

La leçon d'Octobre c'est qu'à l'ère impérialiste, les guerres — comme les crises — ne relèvent pas d'une politique particulière « mauvaise » de « certains cercles impérialistes », comme essayait de le démontrer Kautsky et comme l'affirment tout bonnement Brejnev, Kossyguine et leurs laquais, après Kroutchev. Elles sont une expression du fonctionnement de ce système. Elles ne

constituent pas pour autant une fatalité, pas plus que le système capitaliste lui-même. C'est en s'attaquant à ce dernier, par la révolution socialiste et par elle seule, que l'humanité peut s'arracher à la barbarie des guerres.

C'est cette voie qu'ouvrirait la Révolution d'Octobre. Par elle-même l'instauration de la dictature du prolétariat dans la seule Russie « n'imposait » nullement la paix universelle, ne « garantissait » la paix ni au monde entier ni aux ouvriers et aux paysans de Russie. Le traité de Brest-Litovsk n'était qu'un compromis qu'imposait l'absence de révolution prolétarienne en Allemagne à ce moment et la faiblesse militaire de la dictature du prolétariat. La fin de la guerre impérialiste ne résulta pas « de la pression des masses » mais consacra la défaite de l'un des groupes impérialistes. Le Traité de Versailles sanctionnait, au détriment des droits et des intérêts de tous les peuples, le pillage des impérialismes momentanément les plus faibles par ceux qui étaient momentanément les plus forts, le nouveau partage des domaines coloniaux.

Coalisés contre la jeune république soviétique, les ennemis d'hier nourrissent et déclenchèrent une sanglante guerre civile qui dura trois ans et qui trouva son terme non à travers un « vaste mouvement pour la paix », mais par la mobilisation résolue du prolétariat soviétique, sa capacité à gagner les masses de la paysannerie, la victoire militaire de l'Armée Rouge commandée par Léon Trotsky, l'action de classe du prolétariat international conduisant dans toute l'Europe à une poussée révolutionnaire.

Avec l'aide des appareils réformistes, la bourgeoisie se montrait capable d'endiguer cette vague révolutionnaire. Dans la situation temporaire ainsi née, la politique extérieure de l'état soviétique — à laquelle ne se subordonnait pas l'action des partis communistes — ne pouvait consister qu'en une reprise de « la politique de Brest-Litovsk ». Voir dans ce type de compromis la préfiguration de la « coexistence pacifique » relève d'une assez prodigieuse audace dans la mauvaise foi. Même un Cogniot est contraint de « nuancer » et, revenant sur ce qu'il a pourtant affirmé, il écrit :

« Au cours des cinquante années écoulées depuis la révolution d'Octobre, la face du monde a bien changé. Le poids spécifique des éléments de paix (?), des éléments anti-impérialistes a considérablement grandi. Les rapports de force nouveaux permettent d'affirmer qu'on peut maintenant faire plus que de lutter pour prolonger au maximum le répit entre deux tueries, que les conditions existent désormais pour bannir (?) la guerre. » (Page 31.)

Indépendamment donc du renversement du régime capitaliste. En effet, poursuit Cogniot : « Aujourd'hui, la guerre a donc cessé d'être fatale. Le 20^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique a affirmé nettement la possibilité de l'empêcher à l'époque actuelle. Pour sa part, le Parti Communiste français avait déclaré, dès son XII^e Congrès en 1950, compte tenu de l'aspect nouveau du monde : Non, la guerre n'est pas fatale ! » (Double preuve ! et de poids !). « La situation du temps de Lénine était différente. Il posait la question sous la forme d'une alternative, absolument justifiée à l'époque : ou bien le prolétariat et ses alliés renversent la bourgeoisie, ou bien il y aura une rechute, encore plus atroce, dans le gouffre de la guerre mondiale. » (Page 31.)

Et Cogniot d'ajouter : « Pour Lénine, le stade suprême du capitalisme était au contraire lié indissolublement au déclenchement de boucheries monstrueuses.

IL AVAIT PLEINEMENT RAISON POUR SON TEMPS. » (Page 32. C'est nous qui soulignons.)

Il n'a donc plus raison maintenant ! Le faussaire est contraint à l'aveu : la politique qu'il défend est radicalement contraire au « leninisme » — puisque le « leninisme » est dépassé !

En effet, explique Cogniot : « L'époque où il (Lénine) vivait était l'époque où les lois de l'impérialisme com-

mandaient à l'évolution du monde. L'époque où nous vivons a pour caractéristique essentielle le passage du capitalisme au socialisme... » (Page 32.)

Comme on le voit, la rupture avec le leninisme n'est pas la renonciation à une « tradition » mais l'abandon pur et simple DU MARXISME. Ce qui « commandait à l'évolution du monde », ce n'étaient pas les « lois de l'impérialisme » mais la lutte des classes. A l'époque de l'impérialisme, du capitalisme pourriant, c'est la logique de cette lutte des classes qui impose au système d'exploitation capitaliste pour qu'il se survive, la course à la barbarie. C'est précisément parce que l'époque impérialiste EST celle du « passage du capitalisme au socialisme » (l'était déjà au temps de Lénine comme l'affirma, par exemple, la Révolution d'Octobre, et l'est aujourd'hui) qu'elle est l'époque des guerres et des révolutions. Sinon, il faut dire que le capitalisme a devant lui toute une époque d'évolution, de transformation « progressive ».

Le monde aurait changé, le carnage des guerres ne serait plus le prix que l'humanité devrait payer pour le maintien du système capitaliste. On écrit cela après Dachau et Hiroshima, après la guerre de Corée, après le massacre de 500.000 travailleurs en Indonésie, alors que le Vietnam est voué à l'anéantissement par les stratégies de l'impérialisme américain !

La plate utopie bureaucratique d'un « match pacifique » entre deux mondes parallèles, celui du socialisme et du capitalisme, dont les records se mesurent en indices de production et qui se terminerait « au soulagement général » par la victoire du plus méritant, cette fable ferait sourire si elle n'était l'idéologie d'une couche contre-révolutionnaire, la bureaucratie dite soviétique, dont la politique permet et encourage l'offensive impérialiste, désorganise le mouvement ouvrier international et sape les fondements mêmes des conquêtes de la révolution russe.

Non, la « coexistence pacifique », cette Sainte-Alliance réactionnaire avec l'impérialisme mondial n'a pas été « inaugurée par Lénine ». Elle est le prolongement, l'extension de la politique stalinienne, de « la construction du socialisme dans un seul pays », de la suite de trahisons perpétrées au nom des intérêts de la bureaucratie du Kremlin.

DICTATURE DU PROLETARIAT ET SOCIALISME

Il fallait centrer cette critique sur la question de la « coexistence pacifique » car c'est la défense de cette politique — la politique de la bureaucratie, dont la survie dépend du maintien d'un « statu quo » international — qui ordonne toute la brochure de Cogniot.

Le reste coule de source. Ce qui n'empêche pas que Cogniot ait encore bien des difficultés. Dans un chapitre intitulé « La conquête du pouvoir d'état : question principale de toute révolution », Georges Cogniot doit à la fois se réclamer d'Octobre, de la destruction par les masses prolétariennes insurgées, organisées dans leurs conseils, du vieil appareil d'état et défendre la politique des « voies pacifiques vers le socialisme », conséquence de la « coexistence pacifique ».

Cogniot s'en sort d'abord en ne parlant pratiquement pas du rôle des Soviets, des conseils ouvriers. Ainsi n'a-t-il pas à définir le contenu social et politique de la dictature du prolétariat. Il se contente de remarques creuses comme celle-ci : « La dictature du prolétariat n'est pas essentiellement violence et contrainte, elle est

essentiellement construction, et son moyen merveilleux, c'est la participation active des masses à la direction du développement social. » (Page 39.)

Puis il se livre à une double falsification : il confond la politique de Lénine visant à unir et à mobiliser les masses (la tâche des communistes est d'expliquer) avec la possibilité d'une prise de pouvoir « pacifique » et il confond la politique leniniste du Front Unique Ouvrier avec son contraire, l'alliance avec la bourgeoisie dite de « gauche », c'est-à-dire la politique de ceux que les bolcheviks appelaient en 1917 les « conciliateurs » et que Lénine ne cessa de dénoncer.

Dans l'introduction, Cogniot écrit : « L'exemple des bolcheviks enseignait également que, dans certaines conditions, les voies pacifiques pouvaient être utilisées pour la conquête du pouvoir, puisque, pendant toute une période, d'avril à juillet 1917, Lénine avait considéré comme possible et désirable de suivre ce chemin. » (Page 14.) Et il répète plus loin : « Quand il revint à Petrograd en avril 1917 et qu'il trouva établie la dualité

du pouvoir entre les Soviets et le gouvernement provisoire, Lénine s'orienta vers le passage de tout le pouvoir aux Soviets. C'était du même coup s'orienter vers le développement pacifique de la révolution.» (Page 54.)

Deux remarques s'imposent :

1^o La politique du parti bolchevik visait à réaliser l'unité de la classe et à rassembler sous sa direction les masses de paysans pauvres. Cette unité impliquait l'indépendance de la classe, la rupture des liens qu'entretenaient les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires avec l'impérialisme par le truchement de la bourgeoisie démocratique. «Rompez la coalition ! A bas les dix ministres capitalistes !» étaient des mots d'ordre qui incarnaient la même perspective que «Tout le pouvoir aux Soviets». C'est contre la politique de «Front populaire», contre l'alliance avec les Mitterrand russes que Lénine menait bataille, pour l'unité de classe des travailleurs.

2^o Certes les bolcheviks n'étaient pas partisans de «l'effusion de sang» qu'ils firent tout pour éviter pendant les journées d'Octobre. Et les circonstances favorables comme la politique des bolcheviks et leur maîtrise de l'art de l'insurrection ont fait que la prise du pouvoir s'est effectuée sans coûter beaucoup de vies humaines. Mais l'essentiel n'est pas dans le fait qu'au

moment de la prise du pouvoir, la bourgeoisie n'a pas résister militairement, elle est dans le fait qu'il s'est agi de la destruction violente, par les masses en armes, de l'appareil d'état de la bourgeoisie. De plus, Octobre fut la préface d'une sanglante guerre civile au cours de laquelle le pouvoir prolétarien s'étendit à tout le pays. Cette guerre civile est née précisément du fait que «tout le pouvoir était passé aux Soviets».

La politique des bolcheviks, les enseignements que l'on peut en tirer restent rigoureusement contradictoires, en dépit de toutes les acrobaties idéologiques, avec la pratique des partis stalinien et avec leur constante politique de collaboration de classe.

Nous l'avons déjà dit, il ne nous est pas possible de suivre pas à pas Cogniot, et nous le laisserons donc (sans trop d'ennui) escamoter la question du socialisme, éviter de poser le problème de son caractère international, oublier de parler du pouvoir des conseils et ne pas dire un mot du *dépérissage de l'état* comme critère de transformation socialiste... Il faut bien justifier le fait que plus l'U.R.S.S. «est le pays du socialisme réalisé» et passe à la construction du communisme et plus l'appareil d'état y est hypertrophié, parasitaire et incontrôlable !

Mais, avant de conclure, il faut dire deux mots du dernier chapitre : «Le parti ouvrier de type nouveau».

PARTI COMMUNISTE ET PARTI STALINIEN

Ce chapitre révèle en effet la fonction de cette brochure. Elle est prioritairement destinée aux militants communistes, à ceux qui ont adhéré au plus fort parti ouvrier de ce pays pour renverser le capitalisme, à ceux dont l'une des composantes de leur fidélité à l'appareil est la révolution d'Octobre, son exemple, son enseignement.

Il faut donc que l'appareil continue à s'en réclamer tout en dénaturant son contenu pour l'adapter à sa politique contre-révolutionnaire.

L'un des enseignements décisifs de la Révolution d'Octobre c'est le rôle, la nécessité du parti révolutionnaire. Soudé sur le programme de la révolution socialiste, forgé dans la lutte des classes à travers laquelle il noue avec les masses des rapports qui l'établissent effectivement comme la direction révolutionnaire de cette classe, un parti dont les principes d'organisation dépendent des tâches qu'il s'assigne et des implacables nécessités de la guerre de classe.

Comme l'écrit Cogniot : «La révolution d'Octobre était le fruit de l'activité d'un parti révolutionnaire de type nouveau, d'un parti révolutionnaire qui était l'avant-garde consciente de la classe ouvrière et sa forme d'organisation la plus élevée, d'un parti fondé sur le centralisme, fort de son unité et de sa discipline et mesurant ses progrès à sa capacité d'organiser l'action.»

Reste à démontrer que le Parti Communiste français a un seul point de commun avec un tel parti. Cogniot ne peut s'y risquer qu'en oubliant l'histoire du Parti Communiste français et en évitant de parler de ses rapports avec l'Internationale Communiste (ce qui aurait de plus posé la question de la dissolution de cette dernière).

Cogniot remarque (page 75) que les mouvements spontanés de l'immédiat après-guerre s'étaient heurtés à la trahison des réformistes et à l'absence d'une orga-

nisation révolutionnaire. Il ne peut dire que le rôle tenu par les réformistes en 1920, c'est le parti «communiste», devenu l'agence bureaucratique de Staline et de la couche sociale contre-révolutionnaire qu'il représente, qui l'a assumé en 1936 («Il faut savoir terminer une grève», en 1944 («Un seul état, une seule armée, une seule police»), en août 1953 en utilisant tout son poids pour disloquer la grève générale qui remettait en cause le pouvoir, en 1963 en isolant les mineurs.

Quant au centralisme démocratique, Cogniot se montre d'une rare discréption. Nous apprenons ainsi, parmi quelques généralités bien senties, que «Lénine qui attribuait une importance primordiale au renforcement de l'unité du Parti, considérait en même temps comme un principe directeur intangible la règle du travail collectif ; elle découlait à ses yeux de la nature même du Parti Communiste, de son organisation d'après les formes du centralisme démocratique. Il exigeait la régularité dans la convocation des Assemblées du Comité Central et des Congrès des réunions des organisations de base.»

Ce sera la seule allusion au temps du «culte de la personnalité» (Staline est remarquablement absent de cette brochure) où comme chacun sait «la régularité des convocations» n'était pas la norme. Ramener la démocratie prolétarienne au sein d'un parti révolutionnaire à cette sacro-sainte «régularité» part d'un formalisme qui veut faire oublier les vrais problèmes : le parti bolchevik, comme le disait Trotsky, délimitait strictement ses frontières, mais maintenait en son sein une entière liberté de discussion.

Le parti stalinien n'a rien d'un parti communiste. Ses méthodes d'organisation correspondent à sa politique : il s'agit non de mobiliser les masses pour en finir avec le système capitaliste, mais de maintenir leur activité dans le cadre de ce système. La discipline ne naît pas de l'assimilation consciente du programme de la révolution socialiste mais du commandement bureaucratique,

DU PARTI BOLCHEVIK A LA TROISIEME INTERNATIONALE

Commentant, en avril 1914, les remarquables progrès accomplis par les bolcheviks dans l'organisation de la classe ouvrière russe au lendemain de la défaite de 1905, si peu de temps après un effondrement et une crise sans précédents dans l'histoire du mouvement international, Lénine écrivait que la classe ouvrière n'avait pu franchir ce pas décisif que parce qu'elle s'était « appuyée d'emblée sur l'expérience des ouvriers du monde entier, aussi bien sur leur expérience théorique, sur le progrès de leur conscience, de leur savoir, de leur expérience, dont le marxisme a fait

la servilité vis-à-vis de l'appareil est le critère de formation des cadres, les rapports avec la classe ne constituent pas un dialogue constant, dans le cadre même de la lutte, mais une répression constante de toute initiative échappant au contrôle strict de l'appareil.

Le parti révolutionnaire du prolétariat français reste à construire. Il le sera sur la base de l'expérience du bolchevisme, sur la base du programme de transition de la IV^e Internationale et comme composante de la reconstruction de cette Internationale. Là est la tâche de ceux qui peuvent pleinement se réclamer d'Octobre : les trotskystes organisés dans l'O.C.I.

DE LA FIDELITE...

« ... le parti, tenant compte de l'expérience accumulée par les masses populaires de France, de la situation intérieure de la France, mais aussi du nouveau rapport des forces dans l'arène internationale, considère que les possibilités de l'époque comprennent le passage pacifique du pays au socialisme.

... En posant la possibilité d'une voie différente de la voie suivie par les communistes russes en Octobre, le Parti Communiste français observe et enseigne qu'elle se fonde précisément, pour l'essentiel (!), sur la victoire de la Révolution de 1917, sur tous les prolongements de ce grand bouleversement historique, sur l'avènement du socialisme dans d'autres pays, sur les succès remportés dans la construction du communisme en U.R.S.S., sur le triomphe des idées de Lénine.

C'est en allant à la mer que le fleuve reste fidèle à sa source. C'est en allant à des solutions originales du problème des formes et des voies de la révolution que le Parti Communiste français reste fidèle à ses maîtres, les fondateurs du marxisme-léninisme... » (Page 91.)

Ainsi conclut Cogniot. L'usage de la métaphore ne dissimule pas cette vérité d'évidence que l'on ne défend pas l'héritage d'Octobre en le trahissant et que la brochure de Cogniot n'est qu'un plaidoyer pour cette trahison.

Par contre, en ce qui concerne Cogniot, il est vrai qu'en glissant dans l'égout du réformisme le plus plat et du pacifisme le plus éculé, il reste fidèle à sa source, le stalinisme.

F. FORGUE.

le bilan, que sur l'expérience pratique des prolétaires des pays voisins ».

Quelques mois plus tard, en 1914, devant la faille, elle aussi sans précédent, de la II^e Internationale et de ses principaux partis, les révolutionnaires russes commençaient à comprendre la portée de leur propre théorie et pratique pour la reconstruction du mouvement ouvrier mondial, pour la reconstruction de l'Internationale qui ne devait être officiellement proclamée qu'en 1919, deux ans après la Révolution d'Octobre, quelques mois après la fin de la première guerre mondiale. C'est en s'appuyant sur l'expérience globale du mouvement ouvrier mondial — expérience des bolcheviks comprise, qui n'était pas la moindre — que le marxisme fournissait en effet les moyens de forger l'instrument de la victoire, le Parti mondial de la Révolution socialiste.

L'INTERNATIONALE ET LES MASSES

La politique du « défaitisme révolutionnaire » mise en avant pendant la guerre par les bolcheviks et la perspective de la construction d'une nouvelle Internationale n'avaient rallié, en dehors du mouvement russe, que quelques individus : on peut compter sur les doigts les étrangers qui collaborèrent avec Lénine entre 1914 et 1918. Mais la victoire d'Octobre changeait les données du problème. Désormais se tournaient vers les bolcheviks non seulement les courants social-démocrates de gauche, les adversaires socialistes de l'union sacrée, mais de nombreux éléments anarchistes ou syndicalistes révolutionnaires, rebutés jusque-là par la version opportuniste du « marxisme » à la sauce de la social-démocratie allemande et qui trouvaient dans l'Etat des soviets la réalisation concrète de leurs aspirations révolutionnaires, dans l'Etat et la Révolution la théorie révolutionnaire qu'ils n'avaient jusque-là pu élaborer. Derrière eux, par centaines de milliers, la génération des tranchées, de tous les jeunes hommes et femmes pour qui la « grande lumière d'Octobre » paraissait la seule chance de sortir l'humanité du bain de boue et de sang — mais qui ne possédaient pas les premiers rudiments de la théorie et de l'expérience bolcheviques.

Quand se réunit à Pétrograd, en mars 1919, le premier congrès de l'Internationale, un seul véritable parti communiste existe en dehors de l'Union soviétique : le Parti communiste allemand à qui la bourgeoisie vient de porter un coup terrible en assassinant ses deux prestigieux dirigeants, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg et qui est loin encore d'avoir assi-

milé la théorie et la pratique du bolchevisme. De véritables délégués — de groupes numériquement faibles et encore à peine organisés — sont venus de quelques pays d'Europe, mais la majorité sont des membres des « sections étrangères du P.C. Russe », étrangers fixés en Russie, souvent communistes de fraîche date, sans liens avec le mouvement ouvrier de leur pays d'origine. Le premier congrès devait se contenter de proclamer des principes : la *Plate-forme*, rédigée par Boukharine, le *Manifeste*, rédigé par Trotsky et les *Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne*, de Lénine fixaient le cadre. Aux prolétaires du monde entier, l'Internationale communiste, la nouvelle Internationale offrait l'exemple de la Révolution Russe, la vague des conseils d'ouvriers et de soldats qui déferlait sur l'Europe centrale, d'Allemagne en Autriche et Hongrie, et lançait le mot d'ordre de la lutte pour la dictature du prolétariat.

Quelques semaines après, la République des Conseils est proclamée en Hongrie, en Bavière, le prolétariat allemand se lance à plusieurs reprises dans des assauts forcenés contre le pouvoir, les travailleurs français et anglais s'organisent massivement dans les syndicats, lancent des grèves dures ; marins et soldats se mutinent. Si la deuxième moitié de l'année 1919 semble marquer une pause, la marche en avant de la Révolution reprend de plus belle en 1920 : la plus grandiose grève générale de l'histoire abat en Allemagne, en quelques heures, le putsch militaire de Kapp et du général von Lüttwitz, le prolé-

tariat britannique forme ses comités d'action pour briser par son action de classe l'intervention de son gouvernement contre la Russie soviétique, les cheminots français paralyset à deux reprises l'ensemble du réseau ferré et ne rentrent battus que par la trahison ouverte des dirigeants réformistes de la C.G.T. dirigée par Léon Jouhaux. Les métallos turinois, en avril puis en septembre, occupent les usines et prennent la production à leur compte.

Moscou semble devenue la capitale du monde : syndicalistes révolutionnaires de la C.N.T. espagnole ou des I.W.W. américains, partis socialistes d'Europe occidentale, mouvements nationaux du Moyen et de l'Extrême-Orient, envoient des délégués, des représentants, négocient leur entrée dans l'Internationale. C'est que les masses les poussent, de toutes leurs forces. Convaincus que les combats révolutionnaires décisifs sont proches, persuadés que les dirigeants de la majorité de ces partis sont des opportunistes qui mèneront la classe ouvrière à la défaite dans le combat révolutionnaire, les bolcheviks s'efforcent de « fermer à clé » la porte de l'Internationale. Les fameuses « 21 conditions », concentré de l'expérience bolchevique, visent à éliminer d'office les dirigeants opportunistes des partis candidats à l'adhésion, à créer les conditions de la formation rapide de nouvelles directions révolutionnaires. Cela signifie la scission mondiale du mouvement ouvrier, et les bolcheviks s'y emploient de toutes leurs forces : la reconstruction de l'unité révolutionnaire passe à leurs yeux par l'élimination préalable des directions traîtres.

LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE

C'est le deuxième congrès mondial de l'Internationale, tenu à l'été 1920, au moment de la marche victorieuse sur Varsovie de l'Armée Rouge, qui va jeter les bases du Parti mondial de la Révolution socialiste : autour d'elle, en effet, se regroupent non seulement des partis d'avant-garde dans tous les pays d'Europe, en Amérique et en Asie, mais encore des partis de masse des pays les plus avancés d'Europe : en 1919 le Parti socialiste italien, bientôt en 1920 le Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne et le Parti socialiste français, forts, les uns et les autres, de plusieurs centaines de milliers de membres. Ce sont encore des partis de type social-démocrate, organisés sur la base des circonscriptions électorales, donnant le rôle dirigeant aux groupes parlementaires et aux comités de rédaction irresponsables, tenant à l'écart les vrais dirigeants dans la classe. L'Internationale aura pour mission de leur enseigner, le plus rapidement possible, un fonctionnement communiste, l'organisation sur la base des entreprises, le centralisme démocratique le plus rigoureux, la discipline et la solidarité internationale prolétarienne. Et, pour commencer, elle doit se donner la forme d'un parti mondial.

Ce sont les principes éprouvés par l'expérience bolchevique qui servent de base à l'organisation de l'Internationale. Comme dans le Parti, c'est le Congrès, expression de l'Internationale tout entière, qui est la loi souveraine. Dans les intervalles, il transmet son

autorité au Comité exécutif, élu. *L'Exécutif n'est pas en effet un cartel ni même une fédération de partis. Ses membres sont élus par les congrès mondiaux et non désignés par les partis nationaux.* Un membre de l'Exécutif n'a de mandats que du Congrès. Les résolutions des Congrès — ou celles de l'Exécutif — l'emportent sur les résolutions de tel ou tel parti national, de son Congrès ou de son Comité Central, car l'Internationale, en tant que tout, est au-dessus des partis qui la composent : l'Exécutif dispose, de même, du droit d'exclure un membre de l'Internationale, et il en usera.

L'Exécutif de l'Internationale, entre les congrès, publie ses propres organes de presse, la revue *L'Internationale communiste*, le bulletin *Inprekorr*, que les partis nationaux sont rigoureusement tenus de diffuser dans leurs pays en plus de leur propre matériel. L'Exécutif, enfin, a pour tâche urgente la construction d'un appareil international destiné à assurer les liaisons, organiser les campagnes de solidarité, former et entraîner les cadres politiques et éventuellement techniques, de bâtir, dans tous les pays, en liaison avec le secteur illégal des différents partis, les instruments de la lutte « illégale » : action antimilitariste, lutte anticolonialiste, formation d'officiers, etc.

Une grande partie de ce programme initial sera réalisée. Sur un point, l'objectif de Lénine, qui espérait fixer d'abord à Amsterdam, ensuite à Berlin, le

centre de l'Internationale, ne peut être atteint : il faudra se résigner, pour des raisons de sécurité, à fixer le siège de l'Exécutif en Russie, une décision qui pèsera lourdement sur le destin ultérieur de l'Internationale, mais dont personne, à cette époque, n'entrevoit la portée. Les Congrès se réunissent fréquemment : le premier en mars 1919, le second en août 1920 — il dure vingt-cinq jours —, le troisième en août 1921 — il dure vingt jours —, le quatrième en novembre 1922 — il dure trente et un jours. Ils sont soigneusement préparés par la distribution de textes et de contributions à la discussion, de longues séances préparatoires, des travaux de commission. Les débats sont riches et contradictoires, les votes rarement unanimes. On y aborde les problèmes fondamentaux de l'époque : rôle du parti, des syndicats, du parlementarisme au second, appréciation de la situation et tournant vers le mot d'ordre de « conquête des masses » au troisième, problèmes du front unique au quatrième, avec discussions sur la question nationale, la question coloniale, le travail dans la jeunesse,

dans les syndicats, parmi les femmes, les mots d'ordre transitoires, le programme... Le rapport général traite de l'activité de l'Exécutif comme de celle de chacune des sections de l'Internationale, soumise à la discussion et au vote de résolutions par l'ensemble des délégués. De ce point de vue, le recueil des résolutions des quatre premiers Congrès de l'Internationale communiste publié en 1934 par l'Opposition de gauche, constitue la « somme » du travail théorique et pratique de ces quatre années de construction de l'Internationale.

Les difficultés sont plus difficiles à surmonter quand il s'agit de bâtir la direction : le premier Exécutif comprenait des militants russes, plus un certain nombre d'individualités. Le deuxième Congrès choisit et élit les membres de l'Exécutif : ainsi Kosmer, qui n'est pas membre du Parti socialiste français qui sollicite son adhésion à l'Internationale, et qui serait minoritaire dans ce parti que dirigent Cachin et Frossard, est-il membre de l'Exécutif... Pourtant, il faudra modifier plusieurs fois sa composition : chaque parti national réclame à cor et à cri la présence de ceux qu'il juge les meilleurs. L'Exécutif est réduit à un petit nombre de « spécialistes » russes que flanquent quelques émigrés, hongrois notamment. Les autres vont et viennent, ne sont pas associés au travail de façon permanente. Pour améliorer la liaison entre l'Exécutif et les partis, on recourt à des artifices : la présence à Moscou de « délégués des partis », la tenue, fréquente, d'*« Exécutifs élargis »* au sein desquels les représentants spécialement désignés rejoignent les élus des Congrès. Ici aussi, les réunions sont de longues sessions de travail, mais aucun communiste étranger n'est véritablement partie prenante dans la direction.

L'appareil international est mis sur pied : jusqu'en 1921, il ne comprend que très peu de Russes, car les militants sont requis par les tâches immédiates de la guerre civile. Là encore, l'Exécutif doit faire appel à des émigrés, généralement originaires d'Europe centrale, Bulgares, Polonais, Hongrois surtout. Ces hommes — dont Bela Kun et Rakosi sont les plus connus — ont le prestige de leur combat révolutionnaire de 1919, mais en fait très peu d'expérience et une connaissance très superficielle de la pratique bolchevique : leurs interventions, celle de Kun en 1921 en Allemagne, celle de Rakosi en Italie en 1921 quelques mois auparavant ne se révéleront pas très heureuses. Enfin, Zinoviev, président de l'Internationale depuis sa fondation, semble avoir été l'un des dirigeants bolcheviks les moins capables de convaincre et de former les militants et partis étrangers dans la théorie et la pratique bolcheviques véritables. C'est son travail que Lénine critiquera indirectement au quatrième Congrès en affirmant : « Une chose est sûre : nous devons d'abord apprendre à lire et à écrire et à comprendre ce que nous avons lu. Les étrangers... ont besoin de quelque chose de plus élevé : comprendre ce que nous avons écrit sur la structure des partis communistes et qu'ils ont lu et signé sans l'avoir compris... Il faut appliquer cette résolution. On n'y arrivera pas du jour au lendemain : c'est impossible ; elle est trop russe, elle reflète trop l'expérience russe. C'est pourquoi les étrangers ne l'ont pas comprise. »

POURQUOI LE "SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS" EST IMPOSSIBLE

« La division sociale du travail entre les diverses régions et les Etats nationaux est si avancée qu'aucune économie nationale ne peut être considérée comme indépendante du reste du monde. La crise de l'économie mondiale après la guerre a bien mis ce phénomène en évidence. A cet égard l'U.R.S.S. n'a pas fait exception à la règle. Elle est entrée dans l'économie mondiale qui demeure capitaliste jusqu'à présent, comme une de ses parties, comme un de ses éléments. De même qu'un capital individuel dans le cadre d'une économie nationale ne peut exercer une influence décisive sur la formation des prix de production dans sa propre branche, de même un capital national est incapable de modifier le mode de formation des prix moyens sur le marché mondial (...) C'est le marché mondial qui sert de terrain d'écoulement de la production. L'U.R.S.S. est le propriétaire des terres soviétiques, rôle qu'elle exerce en compagnie d'autres propriétaires terriens en dehors de nos frontières, tous concurrents sur le marché mondial. Le poids relatif de l'U.R.S.S. sur le marché mondial des céréales n'est pas assez grand pour la rendre capable de déterminer à elle seule le prix mondial des céréales et pour ignorer l'influence des intérêts privés dans la répartition et la redistribution de la plus-value entre les divers états (...) L'abolition de la propriété privée de la terre n'a ainsi fait que transférer à l'état le droit de percevoir la rente foncière. »

(I. Berzits : « La théorie de la rente foncière. » Editions du Conseil Suprême de l'Economie Nationale de l'U.R.S.S. Moscou-Leningrad, 1926. Pages 142-143.)

Mais ce discours était le dernier prononcé par Lénine devant un congrès de l'Internationale, et ce congrès le dernier tenu du vivant de Lénine, quatre

au total. De la mort de Lénine à la dissolution de l'Internationale par Staline en 1943, il n'y aura que trois congrès... en vingt ans.

LA DÉGÉNÉRÉSCENCE DE L'INTERNATIONALE

A la mort de Lénine, la situation est restée celle qu'il décrivait dans son discours au quatrième congrès. Hors de Russie, nul parti véritablement communiste, des partis social-démocrates en cours de transformation qui, comme le disait encore Lénine, avaient tendance à « suspendre la résolution au mur comme une icône et à l'adorer », alors qu'il leur fallait « comprendre l'organisation, la structure, la méthode, le contenu de l'action révolutionnaire ». Mais, à la mort de Lénine, la gangrène bureaucratique qui va ronger le parti bolchevique s'est déjà manifestée, et sa direction, la *troïka* Zinoviev-Kaménev-Staline s'emploie à renforcer l'appareil et à confisquer les droits des militants, à museler la jeune génération communiste.

Le prestige des Russes, de quiconque parle en leur nom, est énorme dans l'Internationale. Le prestige de la Révolution d'Octobre, de ceux qui ont su vaincre la bourgeoisie, est tel qu'une dirigeante polonaise rétorque à Staline qui l'interpelle au nom du parti russe : « Vous savez qu'il est impossible de lutter contre vous. Si demain vous demandiez aux ouvriers polonais de choisir entre nous et l'Internationale communiste, vous savez très bien que nous serions les premiers à leur dire de vous suivre. » Et c'est au nom du prestige de la Révolution d'Octobre, en s'appuyant sur l'autorité morale du bolchevisme que les épigones de Lénine, que Staline — assassin en Russie de la vieille garde bolchevique et inventeur du « socialisme dans un seul pays » qui engendre le stalinisme qui est au bolchevisme ce que la nuit est à la lumière — transformera les partis communistes et l'Internationale en formation en des partis et une Internationale stalinienne : il aura d'autant moins de peine et rencontrera d'autant moins de résistance que ces partis n'avaient jamais été véritablement communistes, et que leurs militants faisaient confiance au parti qui avait dirigé l'Octobre victorieux, au moment où il transformait l'appareil de l'Internationale en filiale des services secrets stalinien, au service des intérêts bornés de la bureaucratie.

Dès lors, l'histoire de l'Internationale communiste

sous la direction de Staline, n'est plus que celle de défaites : défaite en 1926, face aux tâches de construction du parti communiste anglais que commandait la grève générale et la gigantesque lutte des mineurs, en 1927, dans la Révolution chinoise, où la politique stalinienne permet à Tchang Kaï-chek de noyer dans le sang le prolétariat chinois et son avant-garde communiste, en 1933, lorsque l'épouvantable défaite sans combat des prolétaires allemands face à Hitler ne provoquera dans les rangs de l'Internationale et des partis communistes que les invariables litanies sur la justesse de la politique menée par les dirigeants et en particulier par Staline, Trotsky proclame sa faille historique, comme Lénine l'avait fait en 1914 pour la II^e Internationale, et appelle à construire la nouvelle Internationale, toujours nécessaire : la Quatrième.

Pour conduire le prolétariat à la victoire contre la bourgeoisie, il faut en effet, comme en 1914, pouvoir s'appuyer sur l'expérience pratique du mouvement ouvrier mondial comme sur son expérience théorique, dont le marxisme, en particulier dans le *Programme de Transition*, est seul capable de dresser le bilan. Cette expérience impose comme tâche historique la destruction des appareils contre-révolutionnaires liés à la bourgeoisie qui écrasent aujourd'hui le prolétariat et entravent de toutes leurs forces ses tentatives de résistance. Il faut construire des partis révolutionnaires et en même temps le Parti mondial de la Révolution socialiste qui ne peut être aujourd'hui que la IV^e Internationale. De ce point de vue, la célébration du 50^e anniversaire de la Révolution d'Octobre impose aux révolutionnaires des devoirs particuliers : ils doivent tirer les leçons et les expériences de la Révolution d'Octobre victorieuse et des défaites qui l'ont suivie. Ils doivent arracher aux falsificateurs et aux ennemis du bolchevisme leur parure de grands-prêtres du culte d'Octobre qu'ils ne célèbrent, comme on adore une icône, que pour mieux la dénaturer et en masquer les leçons.

P. BRABANT.

UN NOUVEAU SIGNE DE LA CRISE DU STALINISME : LE TRAITÉ D'AMITIÉ HUNGARO-SOVIETIQUE

Le 7 septembre, Kossyguine, l'un des dirigeants de la délégation soviétique séjournant à Budapest, a caractérisé les traités conclus entre pays capitalistes de la façon suivante : « (Ils) se fondent sur la communauté provisoire des intérêts des classes dominantes de ces pays et expriment la subordination des faibles aux plus forts... » Nous pourrions dire

que cette définition est applicable également au nouveau traité hungaro-soviétique. Mais bien qu'une telle identification soit des plus attirantes, elle n'explique point les rapports hungaro-soviétiques, en général, et le nouveau traité, en particulier. De plus, du fait de son caractère superficiel, une telle identification cacherait l'essentiel de ces rapports.

LES BASES DES RAPPORTS HUNGARO-SOVIÉTIQUES

Tous les discours prononcés à l'occasion de la signature de ce nouveau traité, soulignaient sa concordance avec le 50^e anniversaire de la Révolution d'Octobre, puis le rôle joué par l'U.R.S.S. dans la transformation historique de la Hongrie. Arrêtons-nous un instant ! Il est à noter que les chefs des bureaucraties soviétique et hongroise affirmaient très soigneusement, et consciemment, que l'expropriation de la bourgeoisie hongroise était due à l'U.R.S.S. Tandis que la Révolution d'Octobre n'apparaissait dans ces discours solennels, que comme décor historique. Nous y opposons un avis contraire. L'expropriation et le renversement de la bourgeoisie hongroise furent réalisés grâce à la Révolution d'Octobre 1917. Quelle est l'explication de cette distinction et quelle est sa signification ?

Bien que la victoire de l'U.R.S.S. sur le fascisme rendît possible le renversement de la bourgeoisie hongroise, le résultat fut au contraire la collaboration du parti « communiste » avec la classe capitaliste. Déjà, les traités de Yalta et de Potsdam consacrèrent la politique de collaboration du Kremlin et de ses partis « communistes » avec la bourgeoisie, et leur entente pour empêcher les révoltes en gestation. Les partis qui, par la logique de la lutte, furent contraints de rompre avec la bourgeoisie — comme en Yougoslavie et en Chine — se trouvèrent en opposition avec Moscou. Mais en Hongrie, entre 1944 et 1948, le parti « communiste » mobilisa les masses pour la reconstruction de l'ordre bourgeois, il collabora avec l'Union Nationale des Industriels, brisa les grèves dites « sauvages » (par endroits à coups de fusil, comme à Györ en 1946 !), traqua « ceux de 1919 » qui, s'appuyant sur l'essor révolutionnaire de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre, s'opposèrent résolument à la collaboration de classe. Le parti, membre du gouvernement bourgeois, combattit les forces et les mouvements tendant à renverser l'ordre bourgeois.

Ce ne fut qu'un aspect du processus. L'autre, montra des millions d'ouvriers et de paysans pauvres, entraînés par l'exemple et les possibilités exprimées

par la classe ouvrière de Russie lors de sa Révolution de 1917. C'est pour cette raison que ces opprimés attendirent tellement l'arrivée de l'armée soviétique. Nous avons vu pourtant que le Kremlin et ses partis « communistes » s'opposèrent avec hostilité à ce profond mouvement révolutionnaire. Ainsi, les travailleurs entrèrent en lutte dans l'espoir d'un nouveau 1917, mais ils reçurent à la place la bureaucratie du Kremlin et ses partis « communistes », c'est-à-dire le contraire de 1917. Le témoignage d'un de nos amis est éloquent : En 1944, les travailleurs de Vésztó (une petite ville d'ouvriers agricoles de 10 000 habitants) y proclamaient la République des Conseils. Pendant des journées et des semaines, ils interdirent l'entrée en ville aux troupes soviétiques qui l'encerclaient et aux représentants du gouvernement qui voulaient dissoudre leur République des Conseils. La contradiction entre les promesses et le message de 1917 et la réalité de l'U.R.S.S. 30 ans après, se manifestait dès ces premiers jours.

La source en est la contradiction propre à l'U.R.S.S. elle-même et à sa bureaucratie. Cette dernière, depuis 1923-1924 priva progressivement les ouvriers soviétiques de leurs soviets, prit le pouvoir entre ses mains, brisa les travailleurs à l'intérieur, en instaurant un régime réactionnaire, et à l'extérieur en trahissant les révoltes. Elle liquida le parti bolchevique et extermina ses dirigeants afin de pouvoir réaliser cette politique. Mais en même temps, elle fut incapable de liquider les conquêtes décisives de la Révolution de 1917, puisqu'elles sont les bases organiques de son propre pouvoir. De plus, la bureaucratie, pour renforcer sa propre influence, utilisait et utilise encore l'attraction que la Révolution d'Octobre exerce sur les masses travailleuses du monde... comme le loup qui se pare de la peau de mouton...

Vers 1947, la bureaucratie soviétique se rendit compte que la bourgeoisie internationale ne la remerciait point des services rendus, mais se préparait à réduire l'influence du Kremlin. Ainsi l'installation de la guerre froide contraint la caste dirigeante de l'U.R.S.S. à garantir la sécurité de son propre

pouvoir. La meilleure garantie semblait être la prise de pouvoir par ses partis « communistes » en Europe de l'Est.

Or, le pouvoir de la bureaucratie soviétique est basé sur les conquêtes d'Octobre. En vue d'établir un tel pouvoir dans les pays d'Europe de l'Est, il est donc nécessaire d'en exproprier la bourgeoisie. Soulignons que ce n'est nullement dans l'intérêt de la révolution socialiste mais dans celui de son pouvoir. Il fallait, sous une forme ou sous une autre, se tourner vers Octobre ce qui ne fut possible que par la mobilisation de la classe ouvrière. Les ouvriers hongrois exproprièrent la bourgeoisie en occupant les usines, nommèrent par centaines des directeurs-ouvriers, organisèrent des manifestations de masse avec un enthousiasme d'autant plus grand que, depuis 1944, ils n'avaient pas mis fin à leurs différents mouvements révolutionnaires. Ce processus révolutionnaire fut la base de la transformation socialiste de la Hongrie, il en fut la condition. Mais Rakosi et Cie conservaient le contrôle total de ce mouvement, essayaient de le limiter et empêchaient la formation des organes autonomes de classe. Ils utilisaient le mouvement pour installer leur pouvoir qu'ils n'auraient pas pu conquérir sans lui.

Les rapports hungaro-soviétiques sont contradictoires de même que leur base, la transformation socialiste de la Hongrie. Celle-ci expropriait la bourgeoisie mais passait sous le contrôle de la bureaucratie et aboutissait au pouvoir de cette dernière. Les conquêtes socialistes d'importance historique auxquelles les travailleurs hongrois sont profondément attachés apparaissent ainsi dans le cadre d'un régime bureaucratique qui leur est étranger. A l'origine des premières, la Révolution d'Octobre 1917, à l'origine de ce dernier, la bureaucratie de l'Union Soviétique dégénérée. Dans les rapports hungaro-soviétiques, toutes deux sont présentes. De par sa nature même, la bureaucratie soviétique est un oppresseur national : à l'intérieur de l'U.R.S.S., elle a transformé la fédération fraternelle des peuples soviétiques née de la Révolution en une oppression grande-russienne. Face à cette bureaucratie nationaliste et chauviniste, les travailleurs des pays de l'Europe de l'Est continuent à lutter pour leur droit à disposer d'eux-mêmes pour

l'indépendance nationale. Les travailleurs hongrois aussi veulent se libérer du joug de la bureaucratie du Kremlin qui les empêche d'en finir avec leur propre bureaucratie. 1956 a bien montré que la classe ouvrière, les masses travailleuses ne tolèrent pas l'oppression nationale exercée par la bureaucratie soviétique en Europe orientale. C'est l'un des aspects des rapports hungaro-soviétiques.

L'autre est motivé par le fait que les conquêtes socialistes en Hongrie sont nées de la Révolution d'Octobre en U.R.S.S. La revendication de la liberté nationale nécessaire face aux dirigeants du Kremlin ne peut donc nullement signifier un retour en arrière. La classe ouvrière rejette avec mépris les nationalistes bourgeois qui, utilisant les sentiments nationaux refoulés par l'oppression de Moscou, veulent les transformer dans l'intérêt de la bourgeoisie mondiale en antisoviétisme réactionnaire, dirigé contre les conquêtes d'Octobre. Le peuple travailleur hongrois a des expériences séculaires de l'oppression nationale bourgeoisie. En 1920, la bourgeoisie occidentale démembra la Hongrie avec le système odieux des traités de Versailles, pour la « punir » de la révolution de 1919, et donna ses territoires aux bourgeoisie des pays voisins, pour les récompenser de l'oppression victorieuse de leurs propres travailleurs et de l'écrasement du 1919 hongrois. Ce système de traité fut conçu pour isoler l'U.R.S.S. Les dictatures sauvages installées en Europe orientale en furent la conséquence logique. La bourgeoisie hongroise, dirigée par sa sœur ainée occidentale, donna ce traité et l'amiral Horthy aux travailleurs hongrois. Le nationalisme et le chauvinisme nourris consciemment en Europe orientale en furent le résultat. Voilà ce que signifie « l'indépendance nationale » bourgeoise.

Où se trouve l'issue de la contradiction qui existe entre la revendication de l'indépendance nationale face à la bureaucratie de Moscou et le rejet de « l'indépendance » bourgeoise, c'est-à-dire l'identification avec les conquêtes d'Octobre ? La révolution de 1956 apporta une réponse à cette question : la classe ouvrière hongroise lutta armes à la main pour l'indépendance du pays contre la bureaucratie du Kremlin, mais elle voulait une alliance avec la classe ouvrière soviétique sur la base de l'égalité. De nombreux documents en témoignent. La solution est l'unification des travailleurs hongrois, polonais, tchécoslovaques, roumains, yougoslaves, bulgares, dans une Fédération Socialiste qui s'allie librement avec les travailleurs soviétiques. Mais la condition principale d'une telle alliance est l'indépendance nationale de tous ces peuples arrachée dans une lutte contre la bureaucratie du Kremlin, qui ne peut se faire que par une alliance avec la révolution politique de la classe ouvrière soviétique. La condition principale de l'indépendance nationale hongroise est ainsi l'alliance révolutionnaire avec les masses travailleuses de l'U.R.S.S. et d'Europe orientale. Ainsi, les rapports hungaro-soviétiques sont en même temps la garantie du maintien des conquêtes socialistes et de l'indépendance nationale, — sans la bureaucratie et contre elle. Cette alliance n'a donc rien à voir avec l'oppression nationale actuelle exercée par la bureaucratie, mais au contraire, seul son renversement révolutionnaire pourra l'établir.

Le numéro spécial de LA VÉRITÉ :

**ACTUALITÉ ET ENSEIGNEMENTS
DE LA RÉVOLUTION
DES CONSEILS OUVRIERS**

Prix : 2 Francs

LA CRISE DU STALINISME ET DE LA BUREAUCRATIE

Brejnev, Kadar et Cie ont souligné le rôle de « l'U.R.S.S. vainqueur du fascisme », en passant sous silence celui de la Révolution de 1917, parce que leur alliance résulte réellement de la dégénérescence de l'U.R.S.S. Ils ont mis l'accent sur les rapports entre leurs propres régimes contre-révolutionnaires, car en insistant sur les rapports entre les travailleurs fondés sur des conquêtes socialistes communes ayant pour origine 1917, ils auraient soulevé le « danger » d'une alliance révolutionnaire des masses contre les bureaucraties. Il est vrai qu'entre l'Union Soviétique et la Hongrie, les rapports actuels sont définis par les bureaucraties des deux pays, c'est-à-dire, dépendent du caractère de la bureaucratie stalinienne et de ses partis.

D'aucuns prétendent que le trait principal des partis staliniens est le bureaucratisme, l'absence de la démocratie de parti ou le monolithisme politique. Mais bien que ces caractéristiques soient importantes, elles ne suffisent pas par elles seules à distinguer les partis staliniens des partis réformistes ou des partis fascistes. Le caractère stalinien d'un parti est défini avant tout par ses rapports particuliers et déterminés avec la bureaucratie du Kremlin. Comme l'écrivait Trotsky, un parti doit être considéré comme stalinien surtout s'il est subordonné à la bureaucratie de l'U.R.S.S. dégénérée et en dépend complètement. Nous ne pouvons comprendre le stalinisme international, la situation actuelle de l'Europe orientale et le traité hungaro-soviétique que si nous tenons constamment compte de cette définition en lui subordonnant tous les autres facteurs, si importants soient-ils. Les partis staliniens sont donc beaucoup moins sensibles à l'influence de leurs propres membres et de leur milieu que les autres partis. Ce sont essentiellement les intérêts de la bureaucratie de Moscou qui les déterminent et non l'influence des classes où ils vivent. Dans la mesure où un tel signe apparaît au sein des partis staliniens, l'appareil de ceux-ci en élimine les représentants. Et si cette influence, pour toute une série de circonstances, devient décisive, le parti stalinien cesse d'être un parti stalinien : il se désagrège.

Nombreux sont ceux qui affirment que cette définition ne recouvre plus la réalité, puisque de nos jours, nous voyons précisément se distendre les rapports entre Moscou et les partis « communistes » et même se dessiner une certaine indépendance de quelques partis à l'égard de Moscou. Mais ce processus signifie justement la crise et la décomposition du stalinisme. Celui qui ne voit pas que l'essence des partis staliniens est leur dépendance vis-à-vis de Moscou, celui-là ne voit pas et ne comprend pas non plus le phénomène actuel le plus important : la crise et la décomposition du stalinisme qui se déroule sous nos yeux.

La crise du stalinisme est la conséquence de la pression de la bourgeoisie mondiale. L'impérialisme voulant résoudre sa crise de plus en plus aiguë, renforce sa pression sur la bureaucratie soviétique et sur ses partis. Le Kremlin a essayé de contrecarrer

cette pression et l'a canalisée vers la Chine en livrant à l'impérialisme la révolution chinoise. Nous connaissons l'une des conséquences de cette manœuvre, la rupture entre Moscou et Pékin qui a prouvé en même temps que malgré toute apparence, le P.C. chinois ne pouvait être considéré purement et simplement comme un parti stalinien. (C'est une autre chose, bien entendu, qu'il soit le parti de la bureaucratie chinoise.) Cependant, cette crise dite « chinoise » est devenue l'un des facteurs les plus importants de la décomposition du stalinisme. Non seulement parce que, par la crise de la bureaucratie chinoise, elle a posé le problème des rapports entre l'appareil, le parti et les masses, mais aussi parce que, face à Moscou, elle a fourni la possibilité d'un nouveau centre même aux partis staliniens. La bureaucratie albanaise et son parti ont immédiatement saisi l'occasion, suivis par quelques autres partis, surtout asiatiques. Dans les pays d'Europe orientale, la crise et la décomposition du stalinisme apparaissent aussi dans l'envie de suivre l'exemple chinois.

L'autre attrait est représenté par la bourgeoisie. L'abandon de la révolution chinoise n'a aucunement diminué la pression capitaliste sur l'U.R.S.S. et sur les pays d'Europe orientale. L'économie planifiée, cloîtrée dans une partie de l'Europe et l'une des moins développées, va de crise en crise et la bureaucratie a dû choisir la seule solution possible : s'orienter vers l'intégration progressive dans la division internationale du travail. Mais du fait de son caractère contre-révolutionnaire, elle l'envisage non par l'intermédiaire de la révolution de la classe ouvrière internationale mais par des concessions au capitalisme mondial.

Evidemment, la bourgeoisie a immédiatement sauté sur l'occasion. Dans l'article sur la conférence de Karlovy Vary, publié dans le numéro de mai, de notre bulletin (publié en français dans *Informations Ouvrières*, octobre 1967 n° 34), nous avons écrit : « La bourgeoisie (allemande) a changé de tactique vis-à-vis des pays de l'Est. Pour faciliter sa péné-

BALASZ NAGY

LA FORMATION DU CONSEIL CENTRAL OUVRIER DE BUDAPEST EN 1956

Édité par les Correspondances Socialistes

Prix : 1,50 F

tration, elle a proposé à ces pays la prise de contact direct — c'est-à-dire en excluant de ces contacts l'U.R.S.S. et l'Allemagne de l'Est — en vue de normaliser les relations diplomatiques. Pour faciliter le contact direct, le gouvernement Kiesinger s'est déclaré prêt à renoncer au préalable de la « doctrine Hallstein »... Cette initiative de la bourgeoisie allemande a eu l'effet d'une bombe dans les rangs de la bureaucratie des pays de l'Est. En effet, les rapports des régimes des pays de l'Est avec la question allemande — c'est-à-dire leur adaptation à la bourgeoisie allemande ou au régime de la bureaucratie est-allemande — restent l'un des problèmes fondamentaux de leur politique et de l'existence même de leurs régimes. Aussi, la situation générale de la question allemande reflète-t-elle fidèlement et approfondit-elle considérablement les contradictions économiques et politiques qui apparaissent au cours de l'intégration accélérée de ces pays dans la division internationale du travail (c'est-à-dire au marché mondial capitaliste). Il est important de comprendre ici — et c'est l'essentiel — que cette intégration éloigne les régimes des pays de l'Est de la politique allemande traditionnelle de la bureaucratie soviétique et la rapproche de la bourgeoisie allemande. »

La conférence de Karlov Vary a rétabli provisoirement l'unité ébranlée de la bureaucratie est-européenne et l'a alignée derrière Moscou. Mais déjà, la Roumanie n'a pas suivi servilement l'exemple de ses compagnons. Et bien qu'il ne s'agisse pas d'une rupture de la bureaucratie roumaine avec Moscou, son « indépendance » apparente s'explique uniquement par les conditions créées par la décomposition du stalinisme. A peine écrivions-nous que la conférence de Karlov Vary ne pouvait reforger l'unité que provisoirement, que la guerre israélo-arabe l'ébranlait

de nouveau et suscitait dans la bureaucratie une crise qui divisait ses rangs dans tous les pays de l'Europe de l'Est. Dans cette question, l'alignement docile sur Moscou ne pouvait être assuré que par un nettoyage assez sérieux opéré ça et là dans les rangs de la bureaucratie.

C'est le moment choisi par la bourgeoisie pour déclencher une nouvelle offensive sous la forme du voyage du général De Gaulle en Pologne. Ce que la bourgeoisie allemande ne pouvait faire avec les polonais, la bourgeoisie française le tente. Son but est également de rétablir « l'unité de l'Europe », — comme son allié allemand — par la pénétration dans les pays d'Europe orientale. Mais alors que De Gaulle, d'une part, souligne l'unité de la bourgeoisie européenne en demandant à la Pologne plus d'esprit de conciliation envers les allemands, d'autre part, — par la reconnaissance de la frontière Oder-Neisse — il affirme la prétention de la bourgeoisie française à jouer un rôle dirigeant dans « l'unité » de l'Europe créée sur une base capitaliste.

La crise et la décomposition du stalinisme est aujourd'hui démontrée surtout par les rapports chancelants entre la bureaucratie est-européenne avec Moscou, rapport que la bourgeoisie européenne tente de faire éclater. La nature hétérogène de la bureaucratie se révèle dans le fait que dans ses rangs se trouvent aussi bien la cinquième colonne de la bourgeoisie que les troupes bien plus petites qui sont soumises à l'influence chinoise. Son caractère stalinien ressort de son alignement final derrière Moscou, caractérisé dernièrement par la réponse négative de Gomulka à De Gaulle et par la prise de position anti-chinoise de Kadar. Le nouveau traité hongro-soviétique s'encastre dans ce tableau général.

LA CRISE DU STALINISME ET L'UNITÉ DE L'EUROPE : LA BUREAUCRATIE EST-EUROPÉENNE PRISE EN ÉTAU

Le fait que Brejnev, Kossyguine, Gromyko, dirigeants de la bureaucratie soviétique se soient rendus personnellement à Budapest, et qu'une grande publicité ait été faite autour du nouveau traité d'amitié, a une grande signification. Cela montre combien de grands efforts sont nécessaires pour assurer le main-

tien de l'unité lézardée. L'éditorial de l'organe central du parti hongrois consacré au salut de la délégation soviétique souligne que le traité « ... a une importance particulière aujourd'hui, alors que l'impérialisme... essaie de diviser et de miner l'unité des pays socialistes... » Il a donc très exactement défini le but et le rôle du traité hongro-soviétique. Kadar, dans son discours solennel, a déclaré : « ... L'orientation de la politique étrangère (de la Hongrie) est inchangée, elle ne dépend pas d'éléments conjoncturels, elle ne se forme pas selon les voix de sirènes ou par une quelconque pression... » Brejnev a été encore plus clair : « ... Notre traité est la réponse commune de la Hongrie socialiste et de l'U.R.S.S. à tous ceux qui veulent séparer les pays socialistes. »

Breznev et Kadar ont l'un et l'autre donné un nom à ces éléments. Le premier a qualifié de « violence contre la paix » (?) « ... la prétention obstinée de Bonn à la possession de toute l'Allemagne et à la modification des frontières européennes. » Parlant ensuite de la politique de la bourgeoisie, il avertit qu'elle « ...est devenue plus rusée, plus raffinée dans

LÉON TROTSKY

LE PROGRAMME DE TRANSITION

(L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale)

Édité par LA VÉRITÉ

Prix : 2 Francs

ses activités odieuses qui visent à miner les positions politique et économique des pays socialistes et leur unité ».

Ce n'est pas un hasard si ces discours de Budapest se sont accompagnés d'une aggravation d'une attitude aggressive contre la Chine. Kadar a résolument pris position pour la convocation urgente d'une conférence internationale des partis, et Brejnev a traité la « révolution culturelle » chinoise de contre-révolution. Une semaine plus tard, la Pravda a publié le grand article de Kadar sous le titre « L'internationalisme d'aujourd'hui », dont l'essentiel se trouve dans une formulation dirigée contre les maoïstes, que voici : « Dans les pays socialistes, l'internationalisme s'exprime dans l'amitié à l'égard de l'U.R.S.S. et de tous les pays socialistes et exige aujourd'hui avant tout la construction de l'unité et de l'alliance des pays socialistes. »

De quoi s'agit-il donc ? Citons de nouveau notre article écrit sur la conférence de Karlovy Vary : « La bourgeoisie a effectué un coup d'essai pour se frayer un chemin vers la réalisation de son unité allemande à elle, en poussant avec cette unité la réalisation de l'intégration européenne des pays de l'Est — intégration qu'elle espère mener à terme sous sa propre direction. Cette tentative de la bourgeoisie, mais aussi la cassure et la dégringolade de la bureaucratie montrent combien est devenue impérieuse la réalisation de l'unité allemande et de l'unité de l'Europe : sans elle, les deux parties de l'Europe et les deux systèmes iront de crise en crise. »

La bureaucratie sait fort bien que l'enjeu est l'unité de l'Europe. Et malgré toutes les protestations de Kadar, les « voix de sirène » de la bourgeoisie ébranlent ses rangs : ses éléments droitiers la poussent à s'éloigner de Moscou, décomposant ainsi le stalinisme. Mais un tel éloignement se rencontre avec les tentatives de ses éléments « de gauche » qui, pour répondre à cette politique droitière, essaient de s'orienter vers la Chine. Ainsi une nécessité impérieuse a poussé la bureaucratie vers l'alternative : bourgeoisie — Chine. En réponse, elle maintient le statu quo dont l'une des expressions est le traité hungaro-soviétique qui laisse inchangée la situation, donc l'oppression nationale dans une Europe étouffée.

Or, c'est la bureaucratie elle-même qui par sa politique mine constamment ce statu quo car, par ses concessions, elle encourage et soutient la bourgeoisie dans ses plans pour reconquérir l'Europe orientale. Par cela même, elle renforce le développement de ses propres éléments hétérogènes (droitiers et « chinois ») qui visent à relâcher les liens avec Moscou. La bureaucratie ne peut trouver aucune issue dans ces crises inhérentes à cette situation. En résultat de cette impasse, elle adopte une politique de statu quo et précipite ainsi la crise et la décomposition du stalinisme. Elle est pourtant incapable de trouver une solution puisqu'elle est liée jusqu'à sa mort à Moscou. Soumise à la pression de la bourgeoisie, elle ne peut s'unir à celle-ci et ne peut non plus choisir la solution révolutionnaire des Etats-Unis Socialistes de l'Europe. La pression des forces opposées de la bourgeoisie et du prolétariat la brisera et la décomposera. La situation actuelle des pays de l'Europe de l'Est est caractérisée par la série de crises qui secouent la bureaucratie avant tout par la question de l'unité de l'Europe. La tension est arrivée à un tel point que s'approchent les crises politiques ouvertes, suivies par l'explosion.

Le processus de la crise et de la décomposition du stalinisme rend possible et facilite le regroupement de l'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière. La décomposition définitive, l'explosion de la bureaucratie est-européenne se feront par et à travers la révolution de la classe ouvrière dans laquelle les travailleurs de l'Est et de l'Ouest créeront les Etats-Unis Socialistes de l'Europe en renversant la bourgeoisie et la bureaucratie. C'est dans leur révolution politique que les ouvriers hongrois pourront détruire le nouveau traité des bureaucrates en conquérant la liberté nationale et en unifiant la Hongrie ouvrière avec la classe ouvrière soviétique et européenne, dans le cadre des Etats-Unis Socialistes de l'Europe. Les bureaucraties soviétique et hongroise veulent empêcher cette unité ouvrière européenne également avec leur nouveau traité hungaro-soviétique. Elles n'y réussiront pas !

OCTOBRE 1917 PENDANT L'OCTOBRE POLONAIS

Nous avons discuté des moyens de se sortir de la difficile situation économique dans laquelle le pays se trouvait, des moyens de remettre à l'honneur les mots d'ordre que différents hommes avaient souillés après la Révolution d'Octobre (...) Nous avons commencé à réfléchir. Nous nous sommes rappelés alors les jours de la Révolution d'Octobre, lorsque l'on parlait des délégués ouvriers, des Conseils de délégués ouvriers. Nous nous sommes mis à exhumer de notre mémoire et des documents ce qui s'était passé à l'époque de la Révolution d'Octobre en Union Soviétique...

Lechoslaw GOZDZIK. 1957.
(in Pologne-Hongrie 1956, de P. Broué,
J.-J. Marie, B. Nagy. Page 25).

(Article paru dans le numéro de septembre 1967, du bulletin mensuel de la Ligue des Révolutionnaires Socialistes Hongrois, « Pour la Révolution Socialiste ».)

AUX ORIGINES DU TROTSKYSME

Léon TROTSKY ·

BOLCHEVISME ou STALINISME

Les époques réactionnaires comme la nôtre, non seulement désagrègent et affaiblissent la classe ouvrière en isolant son avant-garde, mais aussi abaissent le niveau idéologique général du mouvement en rejetant la pensée politique loin en arrière, à des étapes dépassées depuis longtemps. Dans ces conditions, la tâche de l'avant-garde est avant tout de ne pas se laisser entraîner par le reflux général. Il faut aller contre le courant. Si le rapport défavorable des forces

ne permet pas de conserver les positions politiques précédemment occupées, il faut se maintenir au moins sur les positions idéologiques, car c'est en elles qu'est concentrée l'expérience chèrement payée du passé. Une telle politique apparaît aux yeux des sots comme du « sectarisme ». En réalité, elle ne fait que préparer un nouveau bond gigantesque en avant, avec la vague de la prochaine montée historique.

RÉACTION CONTRE LE MARXISME ET LE BOLCHEVISME

Les grandes défaites politiques provoquent inévitablement une révision des valeurs qui s'accomplit, en général, dans deux directions. D'une part, enrichie de l'expérience des défaites, la véritable avant-garde, défendant avec becs et ongles la pensée révolutionnaire, s'efforce d'en éduquer de nouveaux cadres pour les futurs combats de masses. D'autre part, la pensée des routiniers, des centristes, des dilettantes, effrayée par les défaites, tend à renverser l'autorité de la tradition révolutionnaire et, sous l'apparence de la recherche d'une « vérité nouvelle », à revenir loin en arrière.

On pourrait apporter quantité d'exemples de réaction idéologique qui prend le plus souvent la forme de la prostration. Toute la littérature de la II^e et de la III^e Internationales, comme celle de leurs satellites de Londres (1) consiste au fond en exemples de ce genre. Pas une trace d'analyse marxiste. Pas un mot nouveau sur l'avenir. Rien que clichés, routines, mensonges et, avant tout, souci de sauvegarder sa situation bureaucratique. Il suffit de dix lignes de quelque Hilferding ou Otto Bauer pour sentir le relent de la pourriture. Des théoriciens du Comintern, il vaut mieux ne rien dire. Le célèbre Dimitrov est ignorant et banal comme un petit épicer. La pensée de ces gens est trop paresseuse pour renier le marxisme ; ils le prostituent. Mais ce ne sont pas eux qui nous intéressent actuellement. Venons-en aux « novateurs ».

L'ancien communiste autrichien Willi Schlamm a consacré aux Procès de Moscou un petit livre, sous le titre expressif de « Dictature du Mensonge ».

Schlamm est un journaliste talentueux, dont l'intérêt est surtout dirigé vers les questions du jour. La critique des falsifications de Moscou, de même que la mise à nu de la mécanique psychologique des « aveux volontaires », sont, chez Schlamm, excellentes. Mais il ne se contente pas de cela. Il veut créer une nouvelle théorie du socialisme qui assurerait, à l'avenir, contre les défaites et les falsifications. Mais comme Schlamm n'est nullement un théoricien et qu'il est même, semble-t-il, assez peu familiarisé avec l'histoire du développement du socialisme, il revient complètement sous l'apparence d'une découverte nouvelle, au socialisme d'avant Marx et, qui plus est, à sa variété allemande, c'est-à-dire la plus arriérée, la plus douçâtre et la plus fade. Schlamm renonce à la dialectique, à la lutte des classes sans même parler de la dictature du prolétariat. La tâche de la transformation de la société se réduit pour lui à la réalisation de quelques vérités « éternelles » de la morale dont il s'apprête à imprégner l'humanité dès maintenant, sous le régime capitaliste. Dans la revue de Kerensky, « Novaia Rossia » (vieille revue provinciale russe qui se publie à Paris) la tentative de Willi Schlamm de sauver le socialisme par une inoculation de lymphé morale est recueillie non seulement avec joie, mais encore avec fierté : selon la juste conclusion de la rédaction, Schlamm arrive aux principes du socialisme vrai-russe qui, il y a longtemps déjà, avait opposé à la sèche et rude lutte des classes les principes de la foi, de l'espoir et de l'amour. Certes, la doctrine originale des « socialistes-révolutionnaires » russes représentait dans ses prémisses théoriques uniquement un retour au socialisme de l'Allemagne d'avant Marx. Il serait cependant trop injuste d'exiger de Kerensky

(1) Rassemblement international lâche de partis centristes (N.D.T.).

une connaissance plus intime de l'histoire des idées que de Schlamm. Beaucoup plus important est le fait que le Kerensky, qui se solidarise avec Schlamm, fut, en tant que chef du gouvernement, l'initiateur des persécutions contre les bolcheviks comme « agents de l'Etat-Major allemand », c'est-à-dire qu'il organisa les mêmes falsifications contre lesquelles Schlamm mobilise maintenant des absous métaphysiques mangés aux mites.

Le mécanisme psychologique de la réaction intellectuelle de Schlamm et de ses semblables est fort simple. Pendant un certain temps, ces gens ont participé à un mouvement politique qui jurait par la lutte des classes et, en paroles, invoquait la dialectique matérialiste. En Autriche, comme en Allemagne, cela se terminait par une catastrophe. Schlamm tire la conclusion som-

maire : voilà à quoi ont conduit la lutte des classes et la dialectique. Et comme le nombre des découvertes est limité par l'expérience historique et... par la richesse des connaissances personnelles, notre réformateur, dans sa recherche d'une nouvelle foi, a rencontré une vieillerie rejetée depuis longtemps qu'il oppose bravement, non seulement au bolchevisme, mais au marxisme.

A première vue, la variété de réaction idéologique présentée par Schlamm est trop primitive (de Marx... à Kerensky) pour qu'il vaille la peine de s'y arrêter. En réalité, elle est cependant extrêmement instructive : précisément grâce à son caractère primitif, elle représente le dénominateur commun de toutes les autres formes de réaction avant tout de celle qui s'exprime par un renoncement en bloc au bolchevisme.

« RETOUR AU

Dans le bolchevisme, le marxisme a trouvé son expression historique la plus grandiose. C'est sous le drapeau du bolchevisme que fut remportée la première victoire du prolétariat et fondé le premier Etat Ouvrier. Aucune force n'effacera plus ces faits de l'histoire. Mais comme la Révolution d'Octobre a conduit au stade présent, au triomphe de la bureaucratie, avec son système d'oppression, de spoliation et de falsifications, à la dictature du mensonge, selon la juste expression de Schlamm, de nombreux esprits formalistes et superficiels inclinent à la conclusion sommaire qu'il est impossible de lutter contre le stalinisme sans renoncer au bolchevisme. Schlamm, comme nous le savons déjà, va plus loin : le bolchevisme qui a dégénéré en stalinisme est lui-même sorti du marxisme. Impossible, par conséquent, de lutter contre le stalinisme en restant sur les bases du marxisme. Des gens moins conséquents, mais plus nombreux disent au contraire : « Il faut revenir du bolchevisme au marxisme. » Par quelle voie ? A quel marxisme ? Avant que le marxisme « ait fait banqueroute », sous la forme du bolchevisme, il était allé à l'effondrement sous la forme de la social-démocratie. Le mot d'ordre « Retour au marxisme » signifie ainsi un bond par-dessus l'époque de la II^e et III^e Internationales... à la I^e Internationale. Mais celle-ci aussi, en son temps, fut vouée à la défaite. C'est-à-dire qu'il s'agit à la fin des fins de revenir... aux œuvres complètes de Marx

MARXISME ?

et Engels. Ce bond, on peut le faire sans sortir de son cabinet de travail, et sans même quitter ses pantoufles. Mais comment passer ensuite de nos classiques (Marx est mort en 1883, Engels en 1895) aux tâches de l'époque nouvelle en laissant de côté une lutte théorique ou politique de plusieurs dizaines d'années, lutte qui comprend aussi le bolchevisme et la Révolution d'Octobre ? Aucun de ceux qui proposent de renoncer au bolchevisme comme tendance historiquement « banqueroutière » n'a indiqué de nouvelles voies. Les choses se réduisent ainsi à un simple conseil d'étudier le Capital. Contre cela, rien à objecter. Mais les bolcheviks aussi ont étudié le Capital, et même passablement. Cela n'a cependant pas empêché la dégénérescence de l'Etat Soviétaire et la mise en scène des Procès de Moscou. Que faire alors ?

Est-il vrai pourtant que le stalinisme représente le produit légitime du bolchevisme, comme le croit toute la réaction, comme l'affirme Staline lui-même, comme le pensent les mencheviks, les anarchistes et quelques doctrinaires de gauche qui se jugent marxistes ? « Nous l'avions toujours prédit, disent-ils, ayant commencé avec l'interdiction des autres partis socialistes, avec l'écrasement des anarchistes, avec l'établissement de la dictature des bolcheviks dans les soviets, la Révolution d'Octobre ne pouvait manquer de conduire à la dictature de la bureaucratie. Le stalinisme est, à la fois, la continuation et la faillite du léninisme. »

LE BOLCHEVISME EST-IL RESPONSABLE DU STALINISME ?

L'erreur de ce raisonnement commence avec l'identification tacite du bolchevisme, de la Révolution d'Octobre et de l'Union Soviétique. Le processus historique, qui consiste dans la lutte des forces hostiles, est remplacé par l'évolution du bolchevisme dans le vide. Cependant le bolchevisme est seulement un courant politique, certes étroitement lié à la classe ouvrière, mais non identique à elle. Et, outre la classe ouvrière, il existe en U.R.S.S. plus de cent millions

de paysans, de nationalités diverses, un héritage d'oppression, de misère et d'ignorance.

L'Etat créé par les bolcheviks reflète, non seulement la pensée et la volonté des bolcheviks, mais aussi le niveau culturel du pays, la composition sociale de la population, la pression du passé barbare et de l'impérialisme mondial, non moins barbare. Représenter le processus de dégénérescence de l'Etat Soviétaire comme l'évolution du bolchevisme pur, c'est ignorer la

réalité sociale au nom d'un seul de ses éléments isolé d'une manière purement logique. Il suffit au fond de nommer cette erreur élémentaire par son nom pour qu'il n'en reste pas trace.

Le bolchevisme lui-même, en tout cas, ne s'est jamais identifié ni à la Révolution d'Octobre, ni à l'Etat Soviétaire qui en est sorti. Le bolchevisme se considérait comme un des facteurs de l'histoire, son facteur « conscient », facteur très important mais nullement décisif. Nous voyons le facteur décisif — sur la base donnée des forces productives — dans la lutte des classes, et non seulement à l'échelle nationale, mais aussi internationale.

Quand les bolcheviks faisaient des concessions aux tendances petites-bourgeoises des paysans, qu'ils établissaient des règles strictes pour l'entrée dans le parti, qu'ils épuraient le parti des éléments qui lui étaient étrangers, qu'ils interdisaient les autres partis, qu'ils introduisaient la N.E.P., qu'ils en venaient à céder des entreprises sous forme de concessions ou qu'ils concluaient des accords diplomatiques avec des gouvernements impérialistes, eux, bolcheviks, tiraient des conclusions particulières de ce fait fondamental qui leur était clair théoriquement depuis le début même ; à savoir que la conquête du pouvoir, quelque importante qu'elle soit en elle-même, ne fait nullement du parti le maître tout puissant du processus historique. Certes, après s'être emparé de l'Etat, le parti reçoit la possibilité d'agir avec une force sans précédent.

LE PRONOSTIC FONDAMENTAL DU BOLCHEVISME

Cependant, les bolcheviks n'ont pas eu besoin des Procès de Moscou pour expliquer, après coup, les causes de la décomposition du parti dirigeant de l'U.R.S.S. Ils avaient prévu depuis longtemps la possibilité d'une telle variante de l'évolution, et, d'avance, s'étaient exprimés sur elle. Rappelons le pronostic que les bolcheviks avaient déjà fait, non seulement à la veille de la Révolution d'Octobre, mais déjà un certain nombre d'années auparavant. Le groupement fondamental des forces à l'échelle nationale et internationale ouvre pour le prolétariat la possibilité d'arriver, pour la première fois, au pouvoir dans un pays aussi arriéré que la Russie. Mais le même groupement des forces donne, par avance, la certitude que sans victoire plus ou moins prompte du prolétariat dans les pays avancés, l'Etat ouvrier ne se maintiendra pas en Russie. Le régime soviétique laissé à lui-même tombera ou dégénérera. Plus exactement, il dégénérera pour tomber ensuite. Il m'est arrivé personnellement d'écrire plusieurs fois là-dessus, à commencer dès 1905. Dans mon *Histoire de la Révolution Russe* (Cf. l'appendice du dernier tome, « Socialisme dans un seul pays »), a été rassemblé ce qu'ont dit les chefs du bolchevisme à ce sujet de 1917 à 1923. Tout se réduit à une seule chose : sans révolution en Occident, le bolchevisme sera liquidé, soit par la

dent sur le développement de la société ; mais en revanche lui-même est soumis à une action décuplée de la part de tous les autres membres de cette société. Il peut être rejeté du pouvoir par les coups directs des forces hostiles. Avec des rythmes plus lents de l'évolution, il peut, tout en se maintenant au pouvoir, dégénérer intérieurement. C'est précisément cette dialectique du processus historique que ne comprennent pas les raisonneurs sectaires qui tentent de trouver dans la putréfaction de la bureaucratie stalinienne un argument définitif contre le bolchevisme. Au fond, ces Messieurs disent ceci : mauvais est le parti révolutionnaire qui ne renferme pas en lui-même de garanties contre sa dégénérescence. En face d'un pareil critère, le bolchevisme est évidemment condamné ; il ne possède aucun talisman. Mais ce critère lui-même est faux. La pensée scientifique exige une analyse concrète : comment et pourquoi le parti s'est-il décomposé ? Jusqu'à maintenant personne n'a donné cette analyse, sinon les bolcheviks eux-mêmes. Ils n'ont nullement eu besoin pour cela de rompre avec le bolchevisme. Au contraire, c'est dans l'arsenal de celui-ci qu'ils ont trouvé tout le nécessaire pour expliquer son sort. La conclusion à laquelle nous arrivons est celle-ci : évidemment le stalinisme est sorti du bolchevisme mais il en est sorti d'une façon non pas logique, mais dialectique ; non pas comme son affirmation révolutionnaire, mais comme sa négation thermidorienne. Ce n'est nullement une seule et même chose.

contre-révolution interne, soit par l'intervention étrangère, soit par leur combinaison. En particulier, Lénine a indiqué, plus d'une fois, que la bureaucratisation du régime soviétique est, non pas une question technique ou organisationnelle, mais le commencement possible d'une dégénérescence de l'Etat ouvrier.

Au XI^e Congrès du parti, en mars 1922, Lénine parla sur le soutien qu'au moment de la N.E.P., quelques politiciens bourgeois, en particulier le professeur libéral Oustrialov, s'étaient décidés à offrir à la Russie Soviétique. « Je suis pour le soutien du pouvoir soviétique en Russie, dit Oustrialov, — quoi qu'il soit un cadet, un bourgeois — parce qu'il est entré dans une voie dans laquelle il deviendra un pouvoir bourgeois ordinaire. » Lénine préfère la voix cynique de l'ennemi aux « douces roucoulades communistes ». C'est avec une rude sobriété qu'il avertit le parti du danger : « Des choses telles que celles dont parle Oustrialov sont possibles. Il faut le dire carrément. L'histoire connaît des transformations de toutes sortes ; se reposer sur la conviction, le dévouement et autres excellentes qualités morales, c'est une chose nullement sérieuse en politique. D'excellentes qualités morales existent chez un nombre infime de gens, et ce sont des masses gigantesques qui décident de l'issue historique, masses qui traitent avec fort peu

de politesse ce nombre infime de gens, si ces gens ne leur plaisent pas. En un mot : le Parti n'est pas l'unique facteur de l'évolution et, à une grande échelle historique, il n'est pas le facteur décisif ».

« Il arrive qu'une nation conquière une autre nation, continue Lénine au même congrès, le dernier qui se fit avec sa participation... C'est très simple et compréhensif à quiconque. Mais qu'arrive-t-il avec la civilisation de ces nations ? Ici, ce n'est pas aussi simple. Si la nation, qui a fait la conquête, a une civilisation supérieure à la nation vaincue, elle lui impose sa civilisation ; mais si c'est le contraire, il arrive que le vaincu impose sa civilisation au conquérant. N'est-il pas arrivé quelque chose de semblable dans la capitale de la R.S.F.S.R. et n'en est-il pas résulté que 4.700 communistes (presque toute une division, et les meilleurs des meilleurs) se sont trouvés soumis à une civilisation étrangère ? » Cela fut dit au commencement de 1922, et d'ailleurs pas pour la première fois. L'histoire n'est pas faite par quelques hommes, seraient-ils les « meilleurs des meilleurs » ; et, qui plus est, ces « meilleurs » peuvent dégénérer dans le sens d'une civilisation « étrangère », c'est-à-dire bourgeoise. Non seulement l'Etat soviétique peut sortir de la voie socialiste, mais le parti bolchevik aussi peut, dans des conditions historiques défavorables, perdre son bolchevisme.

C'est de la claire compréhension de ce danger qu'est née l'Opposition de gauche, définitivement formée en 1923. Enregistrant de jour en jour des symptômes de dégénérescence, elle s'efforça d'opposer au thermidor menaçant la volonté consciente de l'avant-garde prolétarienne. Cependant ce facteur subjectif s'est trouvé insuffisant. Les « masses gigantesques » qui, selon Lénine, décident de l'issue de la lutte, étaient harassées par les privations dans leur pays et par une trop longue attente de la Révolution Mondiale. Les masses ont perdu courage. La bureaucratie a pris le dessus. Elle maîtrisa l'avant-garde prolétai-

rienne, foula aux pieds le marxisme, prostitua le parti bolcheviste. Le stalinisme fut victorieux. Sous la forme de l'Opposition de gauche, le bolchevisme rompit avec la bureaucratie soviétique et son Comintern. Telle fut la véritable marche de l'évolution.

Certes, dans le sens formel, le stalinisme est sorti du bolchevisme. Aujourd'hui encore, la bureaucratie de Moscou continue à se nommer parti bolchevik (1). Elle utilise simplement la vieille étiquette du bolchevisme pour mieux tromper les masses. D'autant plus pitoyables sont les théoriciens qui prennent l'écorce pour le noyau, l'apparence pour la réalité. En identifiant stalinisme et bolchevisme, ils rendent le meilleur service aux thermidoriens et, par là, jouent un rôle manifestement réactionnaire.

Avec l'élimination de tous les autres partis de l'arène politique, les intérêts et les tendances contradictoires des diverses couches de la population devaient, à tel ou tel degré, trouver leur expression dans le parti dirigeant. Au fur et à mesure que le centre de gravité politique se déplaçait de l'avant-garde prolétarienne vers la bureaucratie, le parti se modifiait aussi bien par sa composition sociale que par son idéologie. Grâce à la marche impétueuse de l'évolution, il a subi, au cours des quinze dernières années, une dégénérescence beaucoup plus radicale que la social-démocratie pendant un demi-siècle. L'épuration actuelle trace entre le bolchevisme et le stalinisme, non pas un simple trait de sang, mais tout un fleuve de sang. L'extermination de toute la vieille génération des bolcheviks, d'une partie importante de la génération intermédiaire qui avait participé à la guerre civile et aussi de la partie de la jeunesse qui avait repris le plus au sérieux les traditions bolchevistes, démontre l'incompatibilité, non seulement politique, mais aussi directement physique du stalinisme et du bolchevisme. Comment donc peut-on ne pas voir cela ?

STALINISME ET « SOCIALISME ÉTATIQUE »

Les anarchistes, de leur côté, tentent de voir dans le stalinisme le produit organique, non seulement du bolchevisme et du marxisme, mais du « socialisme étatique » en général. Ils consentent à remplacer la patriarcale « fédération des communes libres » de Bakounine par une fédération plus moderne des Soviets libres. Mais ils sont avant tout contre l'Etat centralisé. En effet, une branche du marxisme « étatique », la social-démocratie, une fois arrivée au pouvoir, est devenue une agence déclarée du capital. Une autre a engendré une nouvelle caste de privilégiés. C'est clair, la source du mal est dans l'Etat. Considéré dans une large perspective historique, on peut trouver un grain de vérité dans ce raisonnement. L'Etat, en tant qu'appareil de contrainte, est incontestablement une source d'infection politique et morale. Cela concerne aussi, comme le montre l'expérience, l'Etat Ouvrier. Par conséquent, on peut dire que le

stalinisme est un produit d'une étape de la société où l'on n'a pas encore pu arracher la camisole de force de l'Etat. Mais cette situation, sans rien donner qui permette d'apprécier le bolchevisme ou le marxisme, caractérise seulement le niveau général de la civilisation humaine, et avant tout le rapport des forces entre le prolétariat et la bourgeoisie. Après nous être mis d'accord avec les anarchistes que l'Etat, même ouvrier, est engendré par la barbarie des classes et que la véritable histoire de l'humanité commencera avec l'abolition de l'Etat, il reste devant nous, dans toute sa force, la question suivante : quelles sont les voies et les méthodes qui sont capables de conduire, à la fin des fins, à l'abolition de

(1) Au 19^e congrès, le P.C. U.S. abandonna le sigle bolchevik en 1952 (N.D.T.).

l'Etat ? L'expérience récente témoigne que ce ne sont pas, en tout cas, les méthodes de l'anarchisme.

Les chefs de la C.N.T. espagnole, la seule organisation anarchiste notable sur la terre, se sont changés, à l'heure critique, en ministres de la bourgeoisie. Ils expliquent leur trahison ouverte de la théorie anarchiste par la pression des « circonstances exceptionnelles ». Mais n'est-ce pas le même argument qu'ont avancé, en leur temps, les chefs de la social-démocratie allemande ? Assurément, la guerre civile n'est nullement une circonstance pacifique et ordinaire, mais plutôt une « circonstance exceptionnelle ». Mais c'est précisément pour de telles « circonstances exceptionnelles » que se prépare toute organisation révolutionnaire sérieuse. L'expérience de l'Espagne a démontré, une fois de plus, qu'on peut nier l'Etat dans des brochures éditées dans des « circonstances normales », avec la permission de l'Etat bourgeois, mais que les conditions de la révolution ne laissent aucune place pour la négation de l'Etat et en exigent la conquête. Nous n'avons nullement l'intention d'accuser les anarchistes espagnols de ne pas avoir liquidé l'Etat d'un simple trait de plume. Un parti révolutionnaire, même une fois qu'il s'est emparé du pouvoir (ce que les chefs anarchistes espagnols n'ont pas su faire, malgré l'héroïsme des ouvriers anarchistes) n'est nullement encore le maître tout-puissant de la société. Mais d'autant plus âprement accusons-nous la théorie anarchiste qui s'est trouvée convenir pleinement pour une période pacifique mais à laquelle il a fallu renoncer en hâte dès que sont apparues les « circonstances exceptionnelles » de la révolution. Dans l'ancien temps, on rencontrait des généraux (il s'en trouve sans doute encore maintenant) qui pensaient que ce qui abîme le plus l'armée, c'est la guerre. Les révolutionnaires qui se plaignent que la révolution renverse leur doctrine ne valent guère mieux.

Les marxistes sont pleinement d'accord avec les anarchistes quant au but final, la liquidation de l'Etat. Le marxisme reste « étatique » uniquement dans la mesure où la liquidation de l'Etat ne peut être atteinte en se contentant d'ignorer tout simplement cet Etat. L'expérience du stalinisme ne renverse nullement l'enseignement du marxisme, mais le confirme par la méthode inverse. Une doctrine révolutionnaire, qui enseigne au prolétariat à s'orienter correctement dans une situation et à l'utiliser activement, ne renferme pas en soi, bien entendu, de garantie automatique de sa victoire. Mais, par contre, la victoire n'est possible que grâce à cette doctrine. Il est en outre impossible de se représenter cette victoire sous la forme d'un acte unique. Il faut prendre la question dans la perspective d'une large époque. Le premier état ouvrier, sur une base économique peu développée et dans l'anneau de l'impérialisme, s'est transformé en gendarmerie du stalinisme. Mais le véritable bolchevisme a déclaré à cette gendarmerie une lutte sans merci. Pour se maintenir,

le stalinisme est contraint de mener maintenant une guerre civile ouverte contre le bolchevisme qualifié de « trotskysme », non seulement en U.R.S.S., mais aussi en Espagne. Le vieux parti bolchevique est mort, mais le bolchevisme relève partout la tête.

Faire procéder le stalinisme du bolchevisme ou du marxisme, est exactement la même chose que faire procéder la contre-révolution de la révolution. C'est sur ce schéma que s'est toujours modelée la pensée des conservateurs que sont les libéraux et ensuite la pensée réformiste.

Les révolutions par suite de la structure de classes de la société, ont toujours engendré des contre-révolutions. Cela ne montre-t-il pas, demande le raisonnable, que dans la méthode révolutionnaire il y a quelque vice interne ? Pourtant, jusqu'à maintenant, ni les libéraux, ni les réformistes n'ont su inventer des méthodes « plus économiques ».

Mais s'il n'est pas facile de rationaliser un processus historique vivant, il n'est, par contre, nullement difficile d'interpréter, d'une façon rationaliste, la succession de ces vagues, en faisant procéder logiquement le stalinisme du « socialisme étatique », le fascisme du marxisme, la réaction de la révolution, en un mot l'antithèse de la thèse. Dans ce domaine, comme dans de nombreux autres, la pensée anarchiste reste prisonnière du rationalisme libéral. La pensée véritablement révolutionnaire est impossible sans dialectique.

A travers ses rubriques régulièrement tenues : Luttes ouvrières et Syndicalisme, les Jeunes dans la société, Politique de l'Etat bourgeois, Capitalisme dans le monde, l'Amérique du Nord, l'Amérique Latine, l'Afrique, le Maghreb, l'U.R.S.S. et les Démocraties Populaires, l'Europe, l'Extrême-Orient, etc.

ANALYSES & DOCUMENTS

vous offre deux fois par mois une information documentée, classée et indexée sur l'évolution du capitalisme et de la lutte des classes dans le monde.

Spécimen gratuit sur demande

Abonnement annuel (20 numéros) : France, 30 F

Etranger, 40 F

C.C.P. : E.D.I. 18.462-71 PARIS

29, rue Descartes, V^e

LES « PÉCHÈS » POLITIQUES DU BOLCHEVISME COMME SOURCE DU STALINISME

L'argumentation des rationalistes prend parfois, du moins extérieurement, un caractère plus concret. Le stalinisme procède, pour eux, non pas du bolchevisme dans son ensemble, mais de ses péchés politiques (1). Les bolcheviks, nous disent Gorter, Pannekoek, les « spartakistes » allemands, etc., ont remplacé la dictature du prolétariat par la dictature du parti. Staline a remplacé la dictature du parti par la dictature de la bureaucratie. Les bolcheviks ont anéanti tous les partis sauf le leur ; Staline a étranglé le parti bolchevique dans l'intérêt de la clique bonapartiste. Les bolcheviks en sont venus à des compromis avec la bourgeoisie ; Staline est devenu son allié et son soutien. Les bolcheviks ont reconnu la nécessité de participer aux vieux syndicats et au parlement bourgeois ; Staline s'est lié d'amitié avec la bureaucratie syndicale et avec la démocratie bourgeoise. On peut poursuivre de semblables rapprochements aussi longtemps que l'on veut. Malgré l'effet qu'ils peuvent produire extérieurement, ils sont absolument vides.

Le prolétariat ne peut arriver au pouvoir qu'à travers son avant-garde. La nécessité même d'un pouvoir étatique découle du niveau culturel insuffisant des masses et de leur hétérogénéité. Dans l'avant-garde révolutionnaire organisée en parti se cristallise la tendance des masses à parvenir à leur affranchissement. Sans la confiance de la classe dans l'avant-garde, sans soutien de l'avant-garde par la classe, il ne peut être question de la conquête du pouvoir. C'est dans ce sens que la révolution prolétarienne et la dictature sont l'affaire de toute la classe, mais pas autrement que sous la direction de l'avant-garde. Les soviets ne sont que la liaison organisée de l'avant-garde avec la classe.

Le contenu révolutionnaire de cette forme ne peut être donné que par le parti. Cela est démontré par l'expérience positive de la Révolution d'Octobre et par l'expérience négative des autres pays (Allemagne, Autriche, Espagne), enfin personne non seulement n'a montré pratiquement, mais n'a même tenté d'expliquer précisément sur le papier comment le prolétariat peut s'emparer du pouvoir sans la direction politique d'un parti qui sait ce qu'il veut. Si le parti soumet politiquement les soviets à sa direction, en

lui-même, ce fait change aussi peu le système soviétique que la domination d'une majorité conservatrice change le système du parlementarisme britannique.

Quant à l'interdiction des autres partis soviétiques, elle ne découlait nullement de quelque « théorie » bolcheviste, mais fut une mesure de défense de la dictature dans un pays arriéré et épuisé, entouré d'ennemis de toutes parts. Il était clair pour les bolcheviks, dès le début même, que cette mesure, complétée ensuite par l'interdiction des fractions à l'intérieur du parti dirigeant lui-même, contenait les plus grands dangers. Cependant, la source du danger n'était pas dans la doctrine ou la tactique, mais dans la faiblesse matérielle de la dictature, dans les difficultés de la situation intérieure et extérieure. Si la révolution avait vaincu, ne fût-ce qu'en Allemagne, du même coup le besoin de l'interdiction des autres partis soviétiques aurait disparu. Que la domination d'un seul parti ait juridiquement servi de point de départ au régime totalitaire stalinien, c'est absolument indiscutable. Mais la cause d'une telle évolution n'est pas dans le bolchevisme, ni même dans l'interdiction des autres partis, comme mesure militaire temporaire, mais dans la série des défaites du prolétariat en Europe et en Asie.

Il en est de même avec la lutte contre l'anarchisme. A l'époque héroïque de la révolution, les bolcheviks marchèrent la main dans la main avec les anarchistes véritablement révolutionnaires. Le parti absorba beaucoup d'entre eux dans ses rangs. L'auteur de ces lignes a, plus d'une fois, examiné, avec Lénine, la question de la possibilité de laisser aux anarchistes certaines parties du territoire pour qu'ils y mènent avec le consentement de la population, leurs expériences de suppression immédiate de l'Etat. Mais les conditions de la guerre civile, du blocus et de la famine laissèrent trop peu d'aisance pour de pareils plans. L'insurrection de Kronstadt ? Mais le gouvernement révolutionnaire ne pouvait, bien entendu, « faire cadeau » aux marins insurgés d'une forteresse qui commandait la capitale, uniquement parce qu'à

(1) Un des représentants les plus typiques de ce genre de pensée est l'auteur français d'un livre sur Staline, Boris Souvarine. Les côtés matériel et documentaire de l'œuvre de Souvarine représentent le produit d'une longue et consciente recherche. Cependant, la philosophie historique de l'auteur étonne par sa vulgarité. Pour expliquer toutes les mésaventures historiques ultérieures, il recherche les vices internes contenus dans le bolchevisme. L'influence sur le bolchevisme des conditions réelles du processus historique n'existe pas pour lui. M. Taine lui-même, avec sa théorie du « milieu » est plus proche de Marx que Souvarine.

STÉPHANE JUST DÉFENSE DU TROTSKYSME

(*Le révisionnisme, liquidateur de la IV^e Internationale - La lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale*)

Numéro spécial de LA VÉRITÉ

Prix : 5 Francs

la rébellion des soldats paysans s'étaient joints quelques anarchistes douteux. L'analyse historique concrète des événements ne laisse aucune place pour les légendes qui furent créées par l'ignorance et le sentimentalisme autour de Kronstadt, de Makno et d'autres épisodes de la révolution.

Il reste seulement le fait que les bolcheviks, dès le début même, employèrent non seulement la conviction mais aussi la coercition, parfois sous une forme assez rude. Il est incontestable aussi que la bureaucratie sortie de la révolution a monopolisé dans ses mains le système de coercition. Chaque étape de l'évolution, même quand il s'agit d'étapes aussi catastrophiques que la révolution et la contre-révolution, sort de l'étape précédente, a en elle ses racines et porte certains de ses traits.

Les libéraux, y compris le couple Webb, ont toujours affirmé que la dictature bolchevique représente une nouvelle édition du tsarisme. Par là, ils ferment les yeux sur les détails tels que l'abolition de la monarchie et de la noblesse, la remise de la terre aux paysans, l'expropriation du capital, l'introduction de l'économie planifiée, l'éducation athéiste, etc. De la même façon, la pensée libérale anarchiste ferme les yeux sur le fait que la révolution bolcheviste, avec toutes ses mesures de répression, signifiait la subversion des rapports sociaux dans l'intérêt des masses, alors que le coup d'Etat de Staline accompagne le remaniement de la société soviétique dans l'intérêt d'une minorité privilégiée. Il est clair que dans les identifications du stalinisme au bolchevisme, il n'y a pas une trace de critère socialiste.

QUESTIONS DE THÉORIE

Un des principaux traits du bolchevisme est son attitude stricte et exigeante, même pointilleuse, à l'égard des questions de doctrine. Les 27 tomes de Lénine resteront pour toujours le modèle d'une attitude suprêmement scrupuleuse envers la théorie. Sans cette qualité fondamentale, le bolchevisme n'aurait jamais rempli son rôle historique. C'est une opposition complète que le stalinisme grossier et ignorant, absolument empirique, présente sous ce rapport aussi.

Il y a plus de dix ans, l'opposition déclarait dans sa plateforme : « Depuis la mort de Lénine, il s'est créé toute une série de nouvelles « théories » dont le seul sens est de justifier théoriquement le fait que le groupe stalinien sort de la voie de la révolution prolétarienne internationale. » Tout dernièrement, le socialiste américain Liston Oak, qui a participé de près à la révolution espagnole, a écrit : « En fait, les staliniens sont maintenant les révisionnistes les plus

extrêmes de Marx et de Lénine. Bernstein n'avait pas osé faire la moitié du chemin que Staline a fait dans la révision de Marx. » C'est absolument juste. Il faut ajouter seulement que chez Bernstein, il y avait des besoins réellement théoriques : il tentait consciencieusement d'établir une conformité entre la pratique réformiste de la social-démocratie et son programme. La bureaucratie stalinienne, non seulement n'a rien de commun avec le marxisme, elle est encore étrangère à quelque programme, doctrine ou système que ce soit. Son idéologie est imprégnée d'un subjectivisme absolument policier, sa pratique, d'un empirisme de pure violence. Par le fond même de ses intérêts, la caste des usurpateurs est hostile à la théorie : ni à elle-même, ni à autrui, elle ne peut rendre compte de son rôle social. Staline révise Marx et Lénine, non par la plume des théoriciens, mais avec les bottes de la Guépéou.

QUESTION DE MORALE

C'est de « l'amoralité » du bolchevisme qu'ont surtout coutume de se plaindre les fanfaron insignifiants à qui le bolchevisme a arraché le masque. Dans les milieux petits-bourgeois, intellectuels démocrates, « socialistes », littéraires, parlementaires et autres, il existe des valeurs conventionnelles ou un langage conventionnel pour couvrir l'absence de valeurs. Cette large et bigarrée société où règne une complicité réciproque (« Vis et laisse vivre les autres ») ne supporte nullement le contact de sa peau sensible avec la lancette marxiste.

Les théoriciens qui oscillent entre les deux camps, les écrivains et les moralistes pensaient et pensent que les bolcheviks exagèrent malintentionnellement les désaccords, sont incapables d'une collaboration « loyale » et que, par leurs « intrigues », ils brisent l'unité du mouvement ouvrier. Le centriste sensible et susceptible croit, avant tout, que les bolcheviks le « calom-

nient » (uniquement parce qu'ils vont jusqu'au bout de ses moitiés de pensées, ce qu'il est absolument incapable de faire lui-même). Cependant, c'est seulement cette qualité précieuse, l'intolérance pour tout ce qui est hybride et évasif, qui est capable d'éduquer un parti révolutionnaire que des « circonstances exceptionnelles » ne peuvent prendre à l'improviste.

La morale de tout parti découle, en fin de compte, des intérêts historiques qu'il représente. La morale du bolchevisme, qui contient en elle le dévouement, le désintéressement, le courage, le mépris pour tout ce qui est clinquant et mensonge, les meilleures qualités de la nature humaine, découlait de son intransigeance révolutionnaire au service des opprimés. La bureaucratie stalinienne, dans ce domaine aussi, imite les paroles et les gestes du bolchevisme. Mais quand « l'intransigeance » et « l'inflexibilité » se réalisent par l'entremise d'un appareil policier qui est au service

d'une minorité privilégiée, ils deviennent une source de démoralisation et de gangstérisme. On ne peut avoir que du mépris pour des messieurs qui identifient l'héroïsme révolutionnaire des bolcheviks au cynisme bureaucratique des thermidoriens.

Même encore maintenant, malgré les faits dramatiques de la dernière période, le philistine moyen continue à penser que, dans la lutte entre bolchevisme (trotksysme) et stalinisme, il s'agit d'un conflit d'ambitions personnelles, ou, dans le meilleur des cas, de la lutte de deux «nuances» dans le bolchevisme. L'expression la plus crue de ce point de vue est donnée par Norman Thomas, leader du parti socialiste américain : «Il y a peu de raisons de croire, écrit-il (*Socialist Review*, septembre 1937, page 6), que si Trotsky l'avait emporté (!) au lieu de Staline, il y aurait eu une fin aux intrigues, aux complots et au règne de la crainte en Russie.» Et cet homme se croit... marxiste ! Avec autant de fondement on pourrait dire : «Il y a peu de raisons de croire que si, au lieu de Pie XI, sur le trône de Rome, on avait mis Norman I^r, l'Eglise catholique se serait transformée en un rempart du socialisme.» Thomas ne

comprend pas qu'il s'agit, non pas d'un match entre Staline et Trotsky, mais d'un antagonisme entre la bureaucratie et le prolétariat. Certes, en U.R.S.S., la couche dirigeante est encore contrainte aujourd'hui de s'adapter à l'héritage pas complètement liquidé de la révolution en préparant, en même temps, par une guerre civile déclarée (l'épuration sanglante, l'extermination des mécontents), le changement du régime social. Mais en Espagne, la clique stalinienne apparaît, dès aujourd'hui, comme le rempart de l'ordre bourgeois contre le socialisme. Sa lutte contre la bureaucratie bonapartiste se change, sous nos yeux, en lutte de classes ; deux mondes, deux programmes, deux morales. Si Thomas pense que la victoire du prolétariat socialiste sur la caste abjecte des oppresseurs ne régénérera pas le régime soviétique politiquement et moralement, il montre seulement par là que, malgré toutes ses réserves, ses tergiversations et ses soupirs pieux, il est beaucoup plus proche de la bureaucratie staliniste que des ouvriers révolutionnaires. Comme les autres dénonciateurs de «l'amoralisme bolcheviste», Thomas n'est tout simplement pas parvenu jusqu'à la morale révolutionnaire.

LES TRADITIONS DU BOLCHEVISME ET LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

Chez ces «gauchistes» qui tentent de revenir au marxisme en ignorant le bolchevisme, tout se réduit ordinairement à quelques panacées isolées : boycotter les vieux syndicats, boycotter le parlement, créer de «vérifiables» soviets. Tout cela pouvait sembler extraordinaire profond dans la fièvre des premiers jours après la guerre. Mais maintenant, à la lumière de l'expérience faite, ces «maladies infantiles» ont perdu tout intérêt de curiosité. Les Hollandais Gorter et Pannekoek, les «spartakistes» allemands, les bordighistes italiens ont manifesté leur indépendance à l'égard du bolchevisme uniquement en opposant un de ses traits, artificiellement grossi, aux autres. De ces tendances de «gauche», il n'est rien resté ni pratiquement, ni théoriquement : preuve indirecte mais importante que le bolchevisme est la seule forme du marxisme pour notre époque. Le parti bolchevique a montré, dans la réalité, une combinaison d'audace révolutionnaire suprême et de réalisme politique. Il a, pour la première fois, établi entre l'avant-garde et la classe le rapport qui, seul, est capable d'assurer la victoire. Il a montré par l'expérience que l'union du prolétariat avec les masses opprimées de la petite-bourgeoisie du village et de la ville est possible uniquement par le renversement politique des partis traditionnels de la petite-bourgeoisie. Le parti bolchevique a montré au monde entier comment s'accomplissent l'insurrection armée et la prise du pouvoir. Ceux qui opposent une abstraction de soviets à la dictature du parti devraient comprendre que c'est seulement grâce à la direction des bolcheviks que les soviets se sont élevés du marais réformiste au rôle de forme étatique du prolétariat. Le parti bolchevique a réalisé une juste combinaison de l'art militaire avec

la politique marxiste dans la guerre civile. Même si la bureaucratie stalinienne réussissait à ruiner les bases économiques de la société nouvelle, l'expérience de l'économie planifiée, faite sous la direction du parti bolchevique entrerait pour toujours dans l'histoire comme une école supérieure pour toute l'humanité. Seuls, ne peuvent voir tout cela les sectaires qui, offensés par les coups qu'ils ont reçus, ont tourné le dos au processus historique.

Mais ce n'est pas tout. Le parti bolchevique a pu faire un travail «pratique» aussi grandiose uniquement parce que chacun de ses pas était éclairé par la lumière de la théorie. Le bolchevisme ne l'a pas créée, elle avait été apportée par le marxisme. Mais le marxisme est la théorie du mouvement et non du repos. Seules des actions d'une échelle historique grandiose pouvaient enrichir la théorie elle-même. Le bolchevisme a apporté une contribution précieuse au marxisme par son analyse de l'époque impérialiste comme époque de guerre et de révolutions ; de la démocratie bourgeoise à l'époque du capitalisme pourrissant ; de la relation entre la grève générale et l'insurrection ; du rôle du parti, des soviets et des syndicats à l'époque de la révolution prolétarienne ; de la théorie de l'Etat Soviétiqe ; de l'économie de transition ; du fascisme et du bonapartisme à l'époque du déclin capitaliste ; enfin par son analyse des conditions de la dégénérescence du parti bolcheviste lui-même et de l'Etat Soviétiqe. Qu'on nous nomme une autre tendance qui aurait ajouté quelque chose d'essentiel aux conclusions et aux généralisations du bolchevisme. Vandervelde, de Brouckère, Hilferding, Otto Bauer, Léon Blum, Zyromsky, sans même parler du

LUKACS CHANTRE DU STALINISME ET THEORICIEN DE L'ECHEC

Lukacs, au fur et à mesure de sa longue existence (Imre Nagy est mort, il est toujours vivant) est devenu le représentant classique de l'intellectuel stalinien. Deutscher dira même : « Le seul grand critique littéraire stalinien. » Il fait partie des faux témoins professionnels, des bureaucrates courtois des bureaucraties.

Par son « Lénine », Lukacs administre la preuve que la bureaucratie thermidorienne n'est pas un phénomène d'origine uniquement russe. C'est, sans avoir eu à passer par les mêmes méandres, les mêmes à-coups dans la liquidation du marxisme, qu'il se rattachera à l'école de Martynov-Staline. Il ira d'emblée vers le maintien de l'ordre bourgeois.

Dès février 1924, son « Lénine » est donc en avance sur Kamenev, Zinoviev, Boukharine et Staline dans leur campagne contre la révolution permanente. Pour lui, la question est d'ores et déjà en voie de règlement : il s'abstient d'en parler. Et il anticipe déjà sur la ligne « Tchang-Kaï-Chek » et la ligne Dimitrov.

Il part de la même situation internationale, mais à partir d'autres prémisses particulières. Il ne sera pas directement embarrassé par le poids des acquis de la révolution russe, par l'existence d'un parti bolchevique ; même si, à la mort

de Lénine, 1% seulement de ses membres provient de la période illégale, d'avant 1917.

Si Staline et les autres partent du processus de dégénérescence de l'état ouvrier soviétique, en sont à la fois l'expression et les artisans, le théoricien Lukacs part de l'échec de la révolution hongroise (1919 : du 22 février au 1^{er} août), de l'échec des révoltes allemandes. Il part de la démoralisation d'une III^e Internationale fragmentée, subissant crises après crises : des secteurs entiers sont en exil et ont perdu le lien avec une classe en recul. Les problèmes de l'unité et de la direction révolutionnaires se posent d'une façon nécessaire et urgente.

Il prend cette extrême urgence, ce risque de faillite pour point de départ, il laisse de côté cette actualité-là pour parler de l'actualité en général. L'origine de son livre est donc cette série de traits négatifs qui est l'un des facteurs déterminants de la dégénérescence de l'état ouvrier soviétique.

Le « Lénine » de Lukacs et les écrits des thermidoriens soviétiques : lutte contre la révolution permanente au nom du « léninisme », préambule à la « révolution dans un seul pays », sont donc unis comme la chaîne et la trame d'un linceul, celui de la III^e Internationale, celui de l'état ouvrier soviétique ; division du travail, mais travail commun.

LES SILENCES SÉLECTIFS

Ceux qui font de Lukacs un opposant à la bureaucratie : Trotsky serait « bon » pour la politique et Lukacs pour la théorie, construisent un monstre ; plus conséquents sont ceux qui, pour éviter de parler de Trotsky, mais cependant faire allusion à la bureaucratie, se servent des écrits du bureaucrate yougoslave M. Djilas.

Franc-tireur de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers,

Lukacs est un anti-marxiste. A la révolution prolétarienne il oppose, mais sans aller jusqu'à l'écriture claire et décidée, la « révolution bourgeoise sans bourgeoisie ». C'est un facteur de dissolution, de dégénérescence de la méthode et de la doctrine marxistes. L'intégrer à une éducation marxiste, non pour le critiquer, mais pour prétendre le suivre, c'est se préparer à rejoindre, à plus ou moins long terme, les rangs

BOLCHEVISME OU STALINISME

SUITE

major Attlee et de Norman Thomas, vivent théoriquement et politiquement de débris usés du passé.

La dégénérescence du Comintern s'est exprimée de la façon la plus brutale dans le fait qu'il est tombé théoriquement au niveau de la II^e Internationale. Les groupes intermédiaires de tout genre (Independent Labour Party d'Angleterre, POUM, et leurs semblables) adaptent de nouveau chaque semaine des bribes de Marx et de Lénine à leurs besoins du moment. Les ouvriers n'apprendront rien chez ces gens-là.

Seuls, les constructeurs de la IV^e Internationale, en s'appropriant les traditions de Marx et de Lénine, ont fait leur une attitude sérieuse envers la théorie. Que les philistins se moquent du fait que, vingt ans après la Révolution d'Octobre, les révolutionnaires soient

rejetés de nouveau sur les positions d'une modeste préparation propagandiste. Dans cette question, comme dans les autres, le grand capital est beaucoup plus perspicace que les philistins petits-bourgeois qui se considèrent comme des « socialistes » ou des « communistes » : ce n'est pas pour rien que la question de la Quatrième Internationale ne disparaît pas des colonnes de la presse mondiale. Le besoin historique brûlant d'une direction révolutionnaire assure à la IV^e Internationale des rythmes exceptionnellement rapides de développement. La plus importante garantie de ces succès futurs est le fait qu'elle ne s'est pas formée en dehors de la grande voie de l'histoire, mais qu'elle est organiquement sortie du bolchévisme.

Le 28 août 1937.

des courtisans et ceux des ennemis de classe. Cependant de tels ouvrages sont à lire, crayon en main. Lukacs ne réfuterait pas Trotsky, la belle affaire ! Toute son œuvre de théoricien : *Histoire et conscience de classe, Lénine*, toute son œuvre d'esthéticien et de critique littéraire est la négation du marxisme. A moins que l'on puisse, comme Marcuse, parler d'un « marxisme stalinien ».

A ce compte-là, dans son « Lénine », il ne réfute pas non plus 1905, ni les expériences de la révolution hongroise et des révoltes allemandes. Il n'en parle pas. Sa méthode est celle des artistes de Byzance : éviter le souvenir de la matière !

Ne pas parler, c'est déjà toute une méthode, aussi bien en théorie qu'en politique, ne pas parler et déformer ce dont on parle ; cela donne la méthode complète du courtisan, faux-témoin professionnel. L'Artein, expert dans l'art de manier la plus empoisonnée, s'il est cependant un plus grand artiste, peut nous en donner une idée approchée. Mais entre travailler à la solde de l'Espagne à la ruine d'un royaume ou de telles et telles réputations individuelles, et travailler à faire passer dans le camp du marxisme les cadeaux théoriques de la bourgeoisie allemande, dans le camp de la révolution les tentacules policières de la bureaucratie, il y a une différence qui donne toute la mesure historique de Lukacs.

Ne pas parler de la période qui va de 1919 à 1923 (sauf quelques lignes sur le N.E.P. et une allusion à la parodie de Brest-Litovsk lors de la révolution hongroise : réponse à la note Clemenceau) fait donc partie de la « méthode » de Lukacs. Lénine est mort le 21 janvier 1924, le livre est achevé en février. L'agonie de Lénine a-t-elle donné le rythme des chapitres, ce n'est pas impossible. Une autre hypothèse peut être avancée. Au printemps 1920, pour les cinquante ans de Lénine, sont publiés des documents, des recueils. Lukacs

bloque l'histoire de la révolution russe à ce moment précis. Sur la base de 1920, en février 1924, Lukacs le rallié écrit l'un des éléments d'une fiction théorique, le « léninisme », arme des épigones contre le marxisme militant, il participe avec les autres thermidoriens à la mise sous séquestre de la révolution prolétarienne. Pour cela un travail « urgent », de seconde main ; non une étude mais un travail de momification et de défiguration. Ce travail sera contemporain de la promotion de l'Appel de Lénine, il va correspondre à l'ouverture toute grande des portes du parti communiste russe : deux cent mille nouveaux adhérents, c'est-à-dire en un an une augmentation de 50 % des effectifs, et à une vague d'épuoration des militants liés à l'opposition des 46. Et le « Lénine » de Lukacs pourrait en effet servir à l'instruction des nouveaux adhérents aussi bien en Russie que dans le reste de l'Internationale. Cela ne sera pas. Ce « Lénine » va trop loin, trop vite ; il est déjà, par sa ligne directrice, l'explication « théorique » des fronts populaires et nationaux. Et il ne va pas assez loin : même dans le cadre d'une théorie du « peuple entier », de la « communauté d'intérêts des couches inférieures de la bourgeoisie et du prolétariat », des compromis « à l'avantage des deux partis intéressés », il évoque encore, comme les recueils jubilaires de 1920, les soviets.

Ainsi Lukacs a travaillé à pousser 1920 vers 1936, mais son travail, à l'époque, n'a pas été jugé utilisable.

En 1967, ceux qui sont rebutés par les tâches qu'imposent la construction d'un parti révolutionnaire, la reconstruction de la IV^e Internationale, mais qui ne peuvent pas non plus, désormais, s'intégrer à la bureaucratie stalinienne, se dirigent vers le « théoricien » Lukacs, non pour se passer du programme de transition, mais pour trouver un point d'appui pour détruire le programme de la révolution, fruit de l'expérience continue de la classe ouvrière.

LE DIFFAMATEUR DES BOLCHEVIKS

Deutscher écrivait de Lukacs : « Il fut certainement mal à l'aise dans les virages d'extrême gauche du stalinisme. Par contre, c'est de grand cœur qu'il adhère aux courants modérés, de droite, du stalinisme, en particulier aux Fronts Populaires des années 30 et à leurs prolongements dans les années 40 (...) DU FRONT POPULAIRE, SIMPLE TACTIQUE, IL FIT UNE IDEOLOGIE. » Cette « idéologie » le mena à justifier les procès de Moscou qui décapitèrent le parti bolchevik. Sur ce point, il s'expliqua récemment d'une façon qui fait éclater au grand jour la valeur de sa pensée et de son rôle. Dans une courte

préface du 11 avril 1960 à la réédition de *Marxisme et Existentialisme*, il affirme : « Entre-temps, mes convictions au sujet de certains faits historiques ont changé. JE SAIS, PAR EXEMPLE, DEPUIS LE DISCOURS DE KHROUCHTCHEV EN 1956, QUE LES GRANDS PROCES DE L'ANNEE 1938, ETAIENT INUTILES. Par conséquent, les réflexions philosophico-historiques et éthiques qui, dans mon livre, sont liées à ces faits, peuvent être justes d'un point de vue abstrait, mais les exemples historiques sont CADUQUES (sic !). » (Ed. Nagel, p. 7.) Si les procès de Moscou étaient inutiles (et c'est tout !), c'est donc qu'ils remplissaient MAL un rôle POSITIF. Sinon ils auraient été pour Lukacs, qui sait ce que les mots veulent dire, « néfastes », « criminels », etc. L'apologue distingué du stalinisme pour « intellectuels » distingués apparaît ici sous un jour assez piteux. Belle dialectique en effet que celle de la pensée abstraite vraie qui repose sur des exemples devenus caduques (et devenus tels à cause d'un discours de Khrouchtchev !). Nous nageons ici en plein idéalisme.

En 1960 en tout cas, Lukacs réédite son texte de 1947. Passons sur sa discussion courte avec l'existentialisme (une des formes du Front Populaire). Lorsque Lukacs aborde le trotskisme, il adopte aussitôt l'attitude du policier. Parlant du *Zéro et l'infini* de Koestler, il évoque « le héros trotskiste du roman antisoviétique de Koestler » (p. 162), reproche à Simone de Beauvoir d'examiner la violence en U.R.S.S. « à travers les lunettes déformantes du trotskisme koestlérien » (p. 168) évoque ensuite la question de Simone de Beauvoir : « A la mort de Boukharine on oppose Stalingrad ; mais il faudrait savoir dans quelle mesure effective les procès de Moscou ont augmenté les chances de la victoire russe » et répond : « Nombreux sont ceux — et non seulement parmi les communistes, mais aussi parmi les observateurs bourgeois, à condition de n'être ni trotskistes ni agents de l'impérialisme — qui sont en mesure de donner à cette interrogation une réponse très précise. » (p. 168) L'admirable, si l'on se

AUTOMATION ET RÉVOLUTION

Édité par Informations Ouvrières

Prix : 2 Francs



LA DÉFENSE DES 22 DES A.C.N. DE NANTES

Édité par Informations Ouvrières

Prix : 2 Francs

rappelle le passage ci-dessus cité de sa préface d'avril 1960, est qu'il reproche à Simone de Beauvoir, en raisonnant ainsi, « de faire de l'utilité d'une mesure (servant bien entendu un but accepté) le critère de sa moralité ou de son immoralité » (p. 169).

Un peu plus loin, Lukacs accuse Merleau-Ponty, dont *Les Aventures de la Dialectique* sont une justification existentielle du stalinisme... de « trotskisme » ! « C'est son penchant vers le trotskisme qui lui permet de poser ses questions, en envisageant une solution éclectique qui consisterait en un amalgame fait de marxisme et d'existentialisme. » (p. 188) Le trotskisme de Merleau-Ponty s'étaie pendant une demi-page et n'empêche d'ailleurs pas le philosophe français de nourrir un « dédain vigoureux à l'égard de Koestler » (p. 195, cf. ci-dessus !) dont Lukacs, peu embarrassé, le loue. Il le loue un peu plus loin « d'admettre que la vie politique était devenue impossible pour Trotsky » (pp. 222-223) — qu'est-ce que cela veut dire ? Est-ce une allusion à l'assassinat de Trotsky ? — mais poursuit : « malgré tout sa pensée subit, souvent, l'influence décisive du trotskisme (...). L'essentiel, c'est l'influence profonde que le trotskisme exerce sur Merleau-Ponty. » (p. 223).

Qu'est-ce donc que le trotskisme ? Lukacs nous répond (en 1960 ! puisque la deuxième édition de son ouvrage date de 1960) : « Que furent les procès de Moscou, somme toute, sinon la révélation de l'essence même du trotskisme, de la trahison à l'égard de la révolution, une trahison allant jusqu'à l'espionnage ? » (p. 230) C'est l'aboutissement d'un processus

que Lukacs décrit ainsi : « Trotsky a construit arbitrairement un antagonisme insoluble entre les intérêts paysans et les intérêts ouvriers. Mais cette première erreur a eu pour conséquence inévitable la négation de la possibilité de construire le socialisme en un seul pays, et cette négation devint à son tour le véritable signale de ralliement de la contre-révolution. Elle devait fournir la plate-forme sur laquelle certains intellectuels et éléments ouvriers devaient se grouper contre l'U.R.S.S. » (p. 224)

Pourquoi Lukacs pouvait-il ainsi accuser le malheureux Merleau-Ponty de trotskisme, ce qui prouve un sérieux très relatif ? Il nous l'explique un peu plus loin : Merleau-Ponty avait des réticences à l'égard du Front Populaire et de sa forme d'après la libération, le Tripartisme ; Lukacs dénonce « sa méfiance à l'égard de la politique poursuivie par les partis communistes depuis le VII^e Congrès de l'Internationale Communiste, c'est-à-dire depuis 1935 (...). Il est également fort significatif qu'il ne fait jamais la moindre allusion à la lutte pour la démocratie nouvelle en France ou dans d'autres pays » (p. 228).

Ces citations ne suffisent pas à définir le vrai visage de Lukacs, débarrassé du masque marxiste que les publistes et tous les courants petits-bourgeois collent sur son personnage. Lukacs fut l'ombre portée « philosophique » de la Guépou. Il ne fut pas que cela. Nous poursuivrons l'examen des idées de ce chantre du stalinisme dans un prochain article.

PHILIPPE DESFONT et JEAN-Louis SIMON.

QUELLE DIRECTION ?

Le 27 à minuit, nous vîmes le camarade Chliapnikov qui nous informa de l'organisation d'un Soviet de Petrograd des Délégués Ouvriers et Soldats, dans lequel lui et quelques militants renommés avaient réussi à pénétrer. Cette information était à la fois réjouissante et inquiétante. Pendant trois jours c'était uniquement des chefs issus des rangs bolchéviks qui avaient dirigé la lutte de rues des masses ; nous n'avions senti absolument aucune direction de la part des organismes dirigeants du parti. Le Comité de Petrograd avait été arrêté et le représentant du C.C., le camarade Chliapnikov, était incapable de donner des directives pour le lendemain. Il fallait absolument garder dans nos mains la masse des ouvriers et des soldats et les maintenir dans un état d'esprit révolutionnaire, soumettre à notre influence la suite du cours de la révolution et nous ne pouvions le faire étant donné le nombre extrêmement réduit de dirigeants ouvriers dans nos rangs...

KAIYOUROV,

Dirigeant du Comité de Vyborg,
ouvrier à l'usine Erikson.

LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE

BULLETIN DU COMITÉ INTERNATIONAL
DE LA IV^e INTERNATIONALE

A B O N N E M E N T S

Le numéro	1 Franc
10 numéros (1 an)	8 Francs
Soutien	à partir de 10 Francs
Sous pli clos	15 Francs
Abonnement annuel, couplé avec "LA VÉRITÉ"	18 Francs

A régler au C.C.P. de Gérard Bloch :
Paris 606-23

Rédaction - Administration :

39, rue du Faubourg-du-Temple
PARIS (10^e)

NOTES DE LECTURE

Charles-Olivier Carbonell

LE GRAND OCTOBRE RUSSE

1917 : La Révolution inimitable

L'universitaire toulousain commence son ouvrage par une déclaration solennelle : « Ce livre s'adresse au grand public, à ceux qui ne savent pas, ou qui ont su et ne savent plus. Il n'est destiné ni aux érudits, que les hasards d'une carrière ou les caprices d'une vocation ont amenés à fréquenter l'histoire de la Russie contemporaine, ni à ceux qui savent sans jamais avoir appris. Faisons-en l'aveu : ce livre est un livre de vulgarisation. On n'y trouvera pourtant aucun chapitre consacré aux "amours célèbres de l'automne rouge", rien — ou presque rien — sur le sort des femmes-soldats qui gardaient le Palais d'Hiver, rien — absolument rien — sur la vie privée de Mme Kollontaï. »

Cette emphase étonne et gêne dès l'abord. Qui donc irait penser qu'un universitaire distingué irait s'occuper d'amours automnaux, du bataillon féminin de Kérenski ou des passions successives d'Alexandra Kollontaï, qui aurait pu, d'ailleurs, attirer l'attention de Carbonell pour des raisons plus sérieuses : elle fut, après tout, l'une des principales correspondantes de Lénine de 1915 à 1917, et le premier partisan des Thèses d'avril qui marquèrent la rupture avec le « bolchevisme petit-bourgeois »...

Notre agrégé d'histoire ne s'est pas trop fatigué : quelques tomes des Œuvres Complètes de Lénine, enrichies de quelques coupures de journaux et de quelques œuvres en français lui suffisent à composer un récit de l'insurrection convenable et assez vivant. L'ennui, c'est que la Révolution d'Octobre est bien autre chose que « l'insurrection », réduite à elle-même, à ses préparatifs immédiats ou à la lutte de Lénine pour l'imposer à un Comité Central rétif. Les journées sont l'aboutissement d'une longue histoire et le produit d'une ligne politique... Mais, en dehors d'elles, l'ignorance de Carbonell est phénoménale. Parlant du P.C. Chinois en 1927, il écrit froidement « Aux heures sombres de sa rupture sanglante avec Tchang-Kai-Tchek, en 1927, Mao-Tsé-Toung écrit à ses partisans... » (p. 15). On comprend qu'il puisse donner à Mao un rôle historique qu'il ne pouvait avoir en 1927 lorsqu'il cite plus bas, dans la même page, une de ses sources, le pluminif besogneux Jean Marabini, dont les confusions et les erreurs grotesques ont toujours fait rire, mais que Carbonell qualifie de « journaliste fort averti de l'histoire soviétique » (15). Nous apprenons un peu plus loin que « Trotsky condamnera la N.E.P. dans laquelle il verra « la réaction thermidorienne » (p. 54). Malgré les guillemets..., la citation vient d'un « auteur » soviétique et tout un chacun sait qu'elle est fausse, Trotsky ayant analysé la politique de la direction du parti comme thermidorienne à partir de 1926, et la N.E.P. ayant été proclamée, comme Carbonell ne le sait peut-être pas, en 1921... UN AN APRÈS QUE TROTSKY L'AVAIT PROPOSÉE AU COMITÉ CENTRAL DE MARS 1920 ! Consacrant un chapitre, qui ne lui coûte pas cher, à examiner la thèse du « complot allemand », il se contente d'analyser des « documents » vieux de 40 ans et ignore tout de la lettre de von Kühlmann à Guillaume II du 3 décembre 1917, dont la découverte par Katkov en 1958 a rafraîchi l'inspiration des historiens-flics de l'école d'Oxford, sans parler des « travaux » de Melgounov, Scharlau et Zeman. Carbonell ne lit guère.

En revanche, il fabule. Il invente un « principe marxiste de la grande supériorité numérique » (p. 95) dont il est si fier, qu'il le répète un peu plus loin : « les insurgés appliquaient le principe marxiste de la supériorité numérique écrasante de

leurs forces sur celles de l'adversaire » (251). Cet étonnant principe, sorti de l'imagination très chrétienne de notre auteur, nous met pourtant la puce à l'oreille... S'il faut, pour attaquer, avoir une « écrasante supériorité numérique », la révolution suppose des conditions exceptionnelles. D'autant plus exceptionnelles que Carbonell ne comprend rien à la nature de « double pouvoir » qui marque toute la période entre février et octobre, puisque parlant de Kerenski le 24 octobre, il écrit : « Kerenski, dictateur de toutes les Russies, l'homme qui gouverne seul, ou presque, un sixième des terres émergées. » (p. 63) Seul ou presque, Kerenski n'aurait pas gouverné deux heures : il était le produit du Front Populaire, sans les bolcheviks, de l'époque, des menchéviks aux cadets... Passons encore sur quelques perles comme cette question que Carbonell se pose à propos du rôle de Trotsky dans la révolution : « Cet humoriste impénitent prendrait-il au sérieux la révolution qu'il prépare ? » (70) Staliniens et bourgeois ont présenté Trotsky sous tous les jours possibles et imaginables, avec une préférence marquée pour le missionnaire romantique traînant dans ses valises des tonnes d'utopie. Il fallait un « agrégé d'histoire de 36 ans... (...) qui s'intéresse tout particulièrement à l'histoire de la Russie contemporaine » pour représenter en Trotsky, un petit plaisantin auquel le très sérieux Lénine aurait confié pour se distraire sans doute un jouet : la révolution !

L'essentiel est ailleurs, car on n'édite pas Carbonell pour sa seule ignorance. Parlant du décret sur la paix du 26 octobre, il commente : « Le spectre de la révolution mondiale est ici agité comme un énorme chantage à la paix : mettez-vous d'accord, sinon... » (161). La révolution mondiale un chantage ? Ce n'est donc pas un objectif réel des bolcheviks ? Et lorsque Trotsky affirme, pour éclairer la politique poursuivie alors par eux : « Nous n'espérons pas influencer les gouvernements impérialistes par nos manifestes », définissant une conception générale à tous les bolcheviks, mais qui met en cause la pétitionnée stalinienne, Carbonell susurre : « Le président du Soviet de Petrograd, qui parle en futur commissaire du peuple aux Affaires Etrangères, donne son interprétation personnelle des rapports entre les pourparlers de paix et la révolution prolétarienne. » (p. 166) Dans un chapitre intitulé *Révolution ininterrompue et permanente*, Carbonell affirme que « la théorie de la révolution permanente ne peut être identifiée à celle de Lénine » (p. 238) sans avancer d'autres preuves qu'un résumé abstrait de la théorie de la révolution permanente où l'on apprend que la « révolution DOIT (pourquoi ?) être mondiale. Le révolutionnarisme de Trotsky est planétaire. » (238)

La révolution a-t-elle d'ailleurs un sens ? Rien n'est moins sûr ! Dans un chapitre intitulé *La révolution unanime*, Carbonell nous affirme en effet, que « l'appel à la masse n'était sans doute pas nécessaire (...) La mobilisation des masses est tactiquement parlant, un luxe ; idéologiquement, elle est une nécessité ». Les bolcheviks, en effet, se sont payé ce luxe idéologique de mobiliser les masses, car « la grande peur des bolcheviks était que leur révolution put passer pour un complot et qu'Octobre, reniant Marx, ne fut en définitive, la simple application des idées blanquistes » (p. 252). Passer auprès de qui ? De l'opinion publique ? Du *Nouvel-Observateur* de l'époque ? Des cercles d'intellectuels mités, dont l'opinion importe toujours tant aux dirigeants petits-bourgeois et à leurs caricaturales ombres publistes ? Que d'efforts pour se faire

bien juger (et d'efforts vains si l'on pense aux tonnes d'insultes que les renégats à la Kautsky déversèrent sur la Révolution d'Octobre !).

Le sommet de l'ouvrage est constitué par les deux derniers chapitres qui en contiennent toute la peu substantifique moelle. Dans le premier, intitulé — c'est tout un programme — la révolution inimitable, nous apprenons que « le Grand Octobre est une date, un commencement. Rien de plus. » (p. 260) Dans le suivant, Carbonell justifie cette affirmation en déclarant : « Octobre, c'est d'abord, la réhabilitation du héros, de l'homme singulier, du surhomme nietschéen, de l'individu, « à lui seul plus grand que la bataille ». Octobre fut voulu, prévu, justifié, organisé et dirigé par Lénine » (p. 264), ce qui éclaire d'un jour curieux le principe carbonello-marxiste de « l'écrasante supériorité numérique ». Nous en déduisons que Lénine, le surhomme, a violé l'histoire : « Toute l'histoire intérieure de l'U.R.S.S., toutes ses crises et toutes ses difficultés, sociales, politiques, intellectuelles et artistiques, viennent de ce décalage initial et de la course poursuite qu'une révolution triomphante impose à une réalité qui n'était pas prête à l'accueillir. » (p. 265)

Se plaçant dans le cadre stalinien du « socialisme dans un seul pays », Carbonell est donc amené à condamner politiquement la Révolution d'Octobre quitte à la glorifier esthétiquement, à travers le surhomme, Lénine. Glorifier, disons plutôt sanctifier, puisque l'ouvrage de Carbonell se termine par un

chant à la gloire du « non marxiste qui sait ce qu'est l'homme et l'aventure humaine, et attend, dans l'espérance, Celui par qui les contradictions seront dénouées. » (265) Amen. On dit que les staliniens ont invité Carbonell aux fêtes du cinquantenaire. Entre Dieu et Brejnev, il se sentira très à l'aise (1).

Jean-Louis SIMON.

(1) Pour la petite histoire, ajoutons que Carbonell, ayant du temps à perdre, consacre un chapitre à examiner la thèse du « complot juif » (pp. 199-201). Le lecteur quelque peu stupéfait y apprendra que « Il est incontestable qu'en 1917 un très grand nombre de dirigeants bolcheviks étaient juifs » (p. 199), ce qui est déjà faux, ensuite que « Cependant, si nombreux qu'ils aient été aux postes de direction, les Juifs furent loin de jouer un rôle déterminant dans le déclenchement de l'insurrection. Nous l'avons vu, Zinoviev et Kamenev firent l'impossible pour l'éviter et Trotsky eut, en ce domaine, une attitude ambiguë » (sic !) (p. 200), ce qui tendrait plutôt à prouver si l'on suit la logique formelle de Carbonell qu'il y eut complot juif pour empêcher la révolution d'Octobre. Suivent des considérations ahurissantes de sottise, démontrant que « Tous les hommes politiques juifs n'étaient pas bolcheviks, loin s'en faut ! » (p. 200), ces constatations aboutissant à la conclusion : « Le bolchevisme n'est pas un produit juif. La vérité est plus subtile » (p. 201). Le papier souffre tous les niveaux mentaux dans la société bourgeoise ! Editions du Centurion.

STALINE

par Jean-Jacques Marie (1)

Jean-Jacques Marie vient de donner là le premier portrait politique de Staline, complet en ce sens qu'il conduit son lecteur jusqu'à la mort de Staline et la « déstalinisation » par laquelle commence le premier chapitre intitulé « Mort posthume ». En ce sens, s'il a largement utilisé le *Staline* inachevé de Trotsky, il lui apporte sa véritable dimension historique et le complète dans tous les sens du terme.

Ainsi que l'auteur le souligne fermement, il est impossible de tenir encore ce portrait pour définitif : l'historien d'aujourd'hui n'a pas à sa disposition les archives soviétiques et ne peut que constater — et éventuellement commenter — les importantes lacunes qui existent dans les sources imprimées. Cette situation souligne d'ailleurs, si besoin était, que les actuels dirigeants soviétiques ont encore bien des choses à cacher concernant leur ancien maître et protecteur : les pages dans lesquelles Jean-Jacques Marie explique ainsi ce que l'on appelle leurs « oscillations » dans la « question de Staline », sont, à cet égard, éclairantes et apparemment irréfutables.

La masse de documents traités est cependant énorme. Jean-Jacques Marie a lu et passé au crible de la critique tout ce qui a été écrit sur Staline, aussi bien en Occident, avant et après sa mort, qu'en Union Soviétique, particulièrement après sa mort. Il a comparé entre elles les différentes éditions de ses œuvres, il est revenu, lorsque cela lui paraissait nécessaire, c'est-à-dire souvent, aux originaux. Il a, de façon systématique, étudié également tous les travaux consacrés depuis quinze ans, soit à des victimes de Staline réhabilitées et officiellement réintroduites dans l'histoire, soit aux anciens compagnons d'armes de Staline : c'est ainsi que les biographies de Kirov, soigneusement étudiées à la lumière d'articles de presse passés et contemporains, lui ont permis d'apporter quelque lumière sur des points obscurs de l'histoire stalinienne. C'est avec une scrupuleuse honnêteté qu'il s'est adonné à cette tâche obscure et souvent ingrate, relevant, ici ou là, aussi bien les erreurs de date — Trotsky en commit quelques-unes pour sa part — que les contre-vérités et les falsifications flagrantes — en nombre impressionnant sur un tel sujet.

Le portrait politique tracé par Jean-Jacques Marie est, en outre, une histoire politique. Sur ce plan, son apport est capital. Ainsi, il est le premier à avoir déponné systématiquement le *Bulletin de l'Opposition*, et la connaissance

qu'il en a donné à son histoire de la période stalinienne une qualité exceptionnelle d'information en même temps qu'une remarquable continuité dans la méthode d'explication. Bien des spécialistes aujourd'hui connaissent aussi bien que Jean-Jacques Marie la période pré-stalinienne, ou la période stalinienne, ou la période post-stalinienne. Mais personne n'en sait autant que lui sur les trois périodes à la fois, avec une connaissance de la méthode marxiste seule capable de rendre compte aussi bien du phénomène « révolution » que du phénomène « stalinisme » sur une aussi longue période.

Ce Staline est un livre excellent, dense, passionnant, et, ce qui ne gâche rien, agréable à lire. On pourrait même dire qu'il est à certains égards trop facile à lire : une lecture trop rapide laisse échapper parfois des explications claires, mais exprimées sous une forme si ramassée qu'elles peuvent échapper au lecteur non attentif et surtout initialement mal informé. Il pose bien des questions auxquelles il n'était pas possible de répondre dans le cadre — finalement limité — du sujet, concernant la situation à telle ou telle époque dans le mouvement ouvrier international, la conjoncture mondiale, économique et politique. La grande culture politique de l'auteur lui permet d'indiquer les liens sans alourdir l'exposé de digressions, mais le lecteur français par exemple, se référant à sa propre expérience, ne trouve pas toujours tout seul le lien que J.-J. Marie lui suggère entre la politique stalinienne et les défaites du mouvement ouvrier aveuglé par le stalinisme. Sa qualité fait ressentir plus durement encore l'absence d'ouvrages de ce type concernant l'histoire de l'Internationale et des différents partis communistes, et celui qu'il faut espérer qu'il écrira bientôt sur la lutte de l'Opposition de gauche. Car c'est dans celui-là que le lecteur retrouverait le souffle de 1917, l'enthousiasme révolutionnaire qui ne figure jamais que dans l'arrière-plan et en contrepoint dans la biographie de Staline, et qui peut conduire certains lecteurs au scepticisme. Staline n'était que cet homme médiocre et mesquin ? Sans doute, il l'était. Et pour en convaincre les sceptiques, il faudra un deuxième volet au diptyque.

Le bilan n'est pas encore établi de l'ensemble de la production provoquée par le cinquantenaire de la Révolution d'Octobre. D'ores et déjà, nous savons que l'ouvrage de Jean-Jacques Marie mérite le tout premier rang parce qu'il

est un instrument de compréhension, de conscience et par conséquent un outil pour les militants. Sera-t-il largement traduit comme il serait nécessaire qu'il le soit ? Atteindra-t-il les nombreux lecteurs soviétiques qui attendent des explications de cette qualité sur leur présent, leur passé et leur avenir ? C'est un autre problème. Si, comme le dit Jean-Jacques Marie, le bolchevisme « devenait un fantôme historique », il est infiniment probable qu'un chœur s'élèverait de tous côtés pour célébrer les vertus de l'esprit scientifique

qui s'étale dans cet ouvrage... Mais le bolchevisme n'est pas un fantôme historique, et tous ses adversaires feront systématiquement le silence autour du livre. C'est pourquoi l'acheter, le vendre, le faire connaître est l'une des tâches qui s'imposent aux militants qui veulent aujourd'hui commémorer Octobre en révolutionnaires, en luttant pour la vérité.

P. BROUÉ.

(1) Editions du Seuil.

UN EPISODE DE LA "CONSTRUCTION DU SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS" : LES CAMPS STALINIENS (1)

Le Vertige raconte une histoire banale, celle d'une militante communiste déportée lors des purges staliniennes de 1936-1937 et relâchée après le XX^e Congrès. Ce qui est moins banal, c'est le témoignage que constitue ce livre, témoignage d'une bureaucrate stalinienne, restée fidèle à elle-même (ce que les éditeurs soulignent en expliquant : « Evguenia Guinzbourg est et n'a jamais cessé d'être une communiste russe. »). Tous les témoignages sur les camps venaient jusqu'alors d'opposants qui, de quelque bord qu'ils fussent, mettaient en cause le système stalinien qui avait failli les broyer. Evguenia Guinzbourg, elle, le justifie, et son attitude est parfaitement logique. Femme de Pavel Axionov, membre du Comité Exécutif Central des Soviets et membre du Secrétariat du Comité régional du parti de Tatarie, elle appartient, en effet, à la caste privilégiée qui a porté Staline au pouvoir et qui voit en lui le garant de ses priviléges. Bien qu'arrêtée pour « trotskysme », elle est fière de n'avoir jamais voté pour une motion de l'opposition — et même de ne s'être jamais abstenu. Décrivant le mode de vie de la « caste » avant que Staline, pour assurer son pouvoir au-dessus des classes et d'elle-même, ne la frappe et ne la renouvelle de fond en comble, elle écrit : « Tout cela tenait de l'orgie en temps de peste : 90 % des pensionnaires de la maison de repos d'Astafievo étaient déjà condamnés au pire. Au cours des mois qui allaient suivre, ils passeraient des chambres confortables de la pension aux bat-flanc des cellules de la Boutyrka. Leurs enfants, qui connaissaient si bien toutes les marques d'automobiles, deviendraient autant de pupilles de maisons d'enfant « spéciales ». Même les chauffeurs seraient inculpés pour « complicité ». Mais personne encore ne pressentait la venue de la peste. La fête battait son plein. » (p. 42-43)

Le Vertige rend avec beaucoup de force le climat dans lequel vivait l'U.R.S.S. des années 1936-1937, la nature des relations individuelles, l'atmosphère des camps. Le livre est en même temps un témoignage politique dont la valeur vient de ce qu'Evguenia Guinzbourg ne comprend pas grand-chose à ce qu'elle subit. Dans ses pérégrinations, elle rencontre des échantillons de l'U.R.S.S. tout entière, de kolkhoziens arrêtés pour trotskysme eux aussi (et qui croient que le « trotskysme » a un rapport avec la conduite des « tracteurs »), jusqu'à la femme de Rykov ou la sœur du « bandit d'honneur » bolchevik caucasien Kamo, jadis précepteur de Staline... et jusqu'à l'ancien bras droit de Staline, l'« historien » Iaroslavski, porte-drapeau du combat anti-trotskyste, qui la reçoit avant sa déportation et dont le portrait (p. 37-39) est l'un des meilleurs moments de l'ouvrage. Très révélatrices aussi les pages consacrées aux discussions avec un ancien dirigeant communiste tatare, Saguidouline, accusé de déviation nationaliste bourgeois et qui sera bientôt fusillé (p. 75-100).

Le témoignage de Saguidouline, tel que nous le rapporte Evguenia Guinzbourg avec quelque réticence (elle explique, p. 77 : « J'avais la vague intuition, sans toutefois en être certaine, que l'inspirateur de toute cette terreur qui infestait le parti était Staline lui-même, mais j'étais incapable de me déclarer contre la ligne générale ») est révélateur de l'état d'esprit qui régnait alors chez les cadres stalinien eux-mêmes : « Koba, c'est le 18 brumaire. On extermine les meilleurs militants du parti qui faisaient ou auraient pu faire obstacle à

l'instauration définitive de sa dictature (...). Au sein même du Comité Central il est détesté autant que dans nos cellules » (p. 77-78). Révélatrice surtout la méthode d'action que conseille ce vieux dirigeant : « Déclare ouvertement que tu n'es pas d'accord avec la ligne de Staline, donne le plus possible de noms de camarades qui ne sont pas d'accord. Ils ne peuvent pas arrêter tout le parti. Et s'ils réunissent des milliers de procès-verbaux rédigés de la sorte, il est possible qu'ils convoquent un congrès extraordinaire du parti ; alors nous pouvons espérer que Staline sera renversé. » (p. 77). Ainsi Saguidouline, qui analyse lui-même le bonapartisme de Staline, croit possible de renverser le bonapartisme par la « légalité », illusion sans doute très répandue alors parmi les cadres du parti qui croyaient que ce dernier avait encore une existence propre échappant au contrôle permanent de la police...

Les déportés ressentaient la réalité qu'ils ne pouvaient voir avec une autre perspicacité que les intellectuels petits-bourgeois qui couvraient les procès de Moscou de leurs bénédictions. Au fond de leur prison, les déportés s'interrogeaient sur le troisième procès de Moscou : « Encore une fois, ces frénétiques discours de Vychinski et ces mystérieuses « confessions » des accusés. Toute la journée nous avions réfléchi à leur conduite. Craignaient-ils donc tant la mort ? En admettant même qu'ils eussent commis non pas une mais mille erreurs, c'étaient de puissantes personnalités politiques. Pourquoi ne s'étaient-ils pas conduits avec la même lâcheté sous le tsar ? Avaient-ils vraiment, comme on le disait, perdu la tête ? Alors ils se seraient comportés comme Wan der Lubbe à Leipzig, demeurant assis en silence, le regard hébété, criant de temps à autre un « Non, non ! », ou, dans la manière de chacun. Eux prononçaient de longs discours, bien stylés, à la Boukharine ou dans la manière de chacun. Peut-être était-ce des acteurs grimés ? Après tout Guelovani n'interprétait-il pas le rôle de Staline de manière si vraisemblable que n'importe qui s'y serait trompé ? » (p. 226). Lorsque meurt la femme de Lénine, Kroupskaïa, elle écrit : « Nous interprétons sa mort comme le dernier acte de la tragédie : les derniers témoins honnêtes, les personnalités les plus nobles, comme Kroupskaïa, s'en allaient, mouraient, étaient exterminées. » (p. 227).

Le Vertige pose tous les problèmes du stalinisme ou presque. Mais l'auteur ne peut apporter à tous ces problèmes qu'elle soulève comme involontairement le moindre élément de réponse. Ces éléments, le lecteur doit aller les chercher ailleurs : dans la *Révolution Trahie* ou dans le *Staline* de Trotsky, dans le *Parti Bolchevique* de Pierre Broué. Mais en plein milieu des fêtes aussi solennelles que mystificatrices du cinquantenaire organisées par les stalinien, *Le Vertige* rappelle ce qu'était l'envers du décor en décrivant les convulsions que suscite la robinsonnade absurde à quoi Staline donna le nom de « socialisme dans un seul pays ».

JEAN-LOUIS SIMON.

(1) Evguenia Guinzbourg : « Le Vertige » (Editions du Seuil), 19,50 F. Le volume est suivi de notes de J.-J. Marie, qui éclairent les allusions du texte. Signalons dans ces notes, en général précises, une erreur : Galina Serebriakova n'était pas la femme de Leonide Serebriakov, mais de Sokolnikov.

POUR LES COMITES D'ALLIANCE OUVRIERE

**Résolution générale adoptée par la Conférence Nationale
de l'O.C.I. des 1^{er} et 2 juillet 1967**

1) Le parti révolutionnaire ne pourra se bâtir que sur le programme de la IV^e Internationale. Pour construire le parti révolutionnaire en France, nous devons combattre en toutes circonstances pour la construction de l'O.C.I., et la reconstruction de la IV^e Internationale. De là découle que, pour nous, tout pas en avant, sous quelque forme que ce soit, dans la construction du parti révolutionnaire, est axée sur le renforcement de l'O.C.I. comme force motrice.

2) L'O.C.I. n'est pas le parti révolutionnaire car notre organisation n'a pas encore constitué avec la classe et l'avant-garde le type de relations qui définit le parti révolutionnaire comme direction révolutionnaire de secteurs décisifs de la lutte de classes.

3) Le combat pour l'O.C.I. vise à constituer notre organisation comme direction. Mais dans notre activité nous sommes placés devant une contradiction :

— L'expérience démontre que notre politique rencontre le plus large écho dans la classe, la jeunesse et l'avant-garde.

— Des couches décisives de l'avant-garde militante encadrant la classe adhèrent à nos mots d'ordre (appel de Nantes, comités intersyndicaux et interprofessionnels, assises, etc.).

Il nous faut néanmoins constater que ces couches ne sont pas encore en situation d'adhérer largement à l'O.C.I.

4) C'est par l'intermédiaire des cadres organisateurs de la classe que les appareils, et principalement l'appareil stalinien, assurent leur contrôle sur le prolétariat. Analyser brièvement la structure des relations entre ces couches militantes et les appareils est indispensable pour définir le type de relations à construire afin de faire un pas en avant vers la construction du parti révolutionnaire.

5) Le lien de subordination qui unit l'appareil stalinien à la bureaucratie du Kremlin, et, par cet intermédiaire, à l'impérialisme, reste toujours le fondement d'une caractérisation correcte du P.C.F. C'est à partir de cette appréciation de principe que nous pouvons appréhender les problèmes posés aux révolutionnaires pour résoudre la crise de la direction du prolétariat.

Le lien de subordination de la social-démocratie à l'impérialisme est direct. L'ensemble de notre analyse s'applique là, dans ses grandes lignes, sous une forme particulière, compte tenu de la place de la social-démocratie, aux relations entre militants et appareils. Nous n'aborderons pas cette question au fond, dans la mesure où le principal parti encadrant les masses est le P.C.F.

6) L'appareil stalinien ne peut être saisi que dans la diversité des couches qui le composent. Il est possible de caractériser, à grands traits, les couches de l'appareil intégrées directement aux structures de l'Etat bourgeois (parlement, municipalités, etc.). Cette fraction qui doit sa position aux liens directs qui l'unissent à l'Etat bourgeois est, néanmoins, partie constituante de l'appareil stalinien car subordonnée à la bureaucratie du Kremlin. C'est elle qui assure le contrôle du P.C.F. sur les larges secteurs de la classe ouvrière par un réseau serré d'institutions étroitement dépendantes de l'Etat bourgeois : municipalités, offices d'H.L.M., œuvres sociales des mairies, sports, bibliothèques, etc. La réforme administrative en cours, qui vise à la destruction des formes autonomes de gestion de ces institutions, assujettit de plus en plus cette couche qui représente une fraction de plus en plus importante des permanents du P.C.F. à l'Etat bourgeois. Cette couche tire sa position et ses ressources directement de sa fonction de gestionnaires des institutions qui constituent la société bourgeoise.

7) La structure de la fraction du P.C.F. qui constitue l'appareil syndical est plus complexe. Les permanents et les responsables syndicaux occupent cette fonction parce que membres du « parti ». Délégués ouvriers ou conseillers économiques et sociaux, ils ne sont délégués ou conseillers qu'en raison de leur appartenance au P.C.F., ou parce qu'ils acceptent le contrôle du P.C.F. Mais la différence est énorme entre le délégué ouvrier, le collecteur de timbres, le diffuseur de la « V.O. » et le conseiller économique et social, ou le délégué aux C.O.D.E.R., etc.

Ces derniers occupent une place qui les apparaît aux députés, maires ou directeurs d'un office municipal d'H.L.M. La première catégorie des militants subit, quant à elle, la double pression des masses laborieuses et de l'appareil avec le sentiment d'agir en défenseurs des intérêts de leur classe.

8) Il serait néanmoins erroné de figer le P.C.F. dans des catégories rigides. Des zones de contact existent entre ces couches. Ainsi, par le réseau complexe des comités d'entreprise, des conseils d'administration des entreprises nationalisées ou de la Sécurité Sociale, des caisses de retraite, etc., la bourgeoisie corrompt directement une couche de militants qui constituent l'appareil syndical du stalinisme. Mais toute une série de responsables syndicaux, à un échelon plus ou moins élevé, subissent la pression des cadres organisateurs dévoués à leur classe.

9) C'est essentiellement au travers de ces cadres organisateurs que l'appareil stalinien contrôle la classe. En général, ces cadres ont le sentiment de

servir les intérêts de leur classe. Ils estiment ne pas pouvoir assumer leurs responsabilités de militants ouvriers en dehors du « parti ». Quant au sommet de l'appareil, il est constamment, pour ne pas rompre le contact avec cette couche, entraîné dans un double mouvement : d'une part l'appareil doit toujours apparaître comme tenant compte des besoins et des aspirations des cadres organisateurs de la classe ; d'autre part, il lui faut par la répression bureaucratique interdire à cette couche de chercher la généralisation, au niveau politique, que l'intervention des révolutionnaires peut, seule, nourrir de l'expérience militante. Le 17 mai 1966, les comités intersyndicaux et interprofessionnels, le 1^{er} février 1967, les grèves Dassault, Rhodiacéta, des mineurs de l'Est, des mensuels de Saint-Nazaire, le 17 mai 1967, etc., témoignent de ce double mouvement.

10) Une triple nécessité s'impose à nous :

— Lutter en toutes circonstances pour la construction de l'O.C.I. dont le programme est seul à même de dégager les mots d'ordre, la stratégie et les tactiques répondant aux problèmes soulevés par la lutte des classes, donc aux questions que se posent ces cadres organisateurs de la classe.

— Reconnaître que l'O.C.I. ne peut, dans le contexte actuel des rapports de force internes à la classe ouvrière, représenter le parti où la majorité des cadres organisateurs de la classe peut directement adhérer.

— Reconnaître que ces cadres organisateurs estiment ne pouvoir accomplir leur fonction qu'en acceptant le contrôle du P.C.F. Ils sont, cependant, plongés dans la plus grave crise de conscience face à la politique contre-révolutionnaire de l'appareil qui sape de plus en plus largement toute possibilité d'agir en relation avec les intérêts de classe qu'ils veulent défendre.

11) La perspective de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire repose sur la volonté de donner une réponse globale à cette triple nécessité :

— Elle affirme l'O.C.I. comme la seule organisation dont le programme réponde à la solution des problèmes soulevés par la crise de l'humanité ;

— Elle ouvre aux militants des organisations ouvrières le cadre d'organisation qui leur permet de résoudre la contradiction qui les confronte entre la fidélité déclinante mais réelle aux organisations et la fidélité à la classe ;

— Elle pose le problème de la construction du parti révolutionnaire, non comme une catégorie figée mais comme relevant du contenu transitoire de la lutte des classes à notre époque ; c'est-à-dire qu'elle saisit l'avant-garde militante telle qu'elle est actuellement pour lui ouvrir concrètement la perspective de la construction du parti révolutionnaire comme une tâche étroitement liée aux tâches d'intervention dans la lutte des classes.

12) C'est ainsi que la perspective de la Ligue doit être intégrée à la dynamique complexe de la lutte des classes, des relations internes dans la classe ouvrière, entre les appareils et les cadres organisateurs de la classe, et des rapports entre ces derniers et l'avant-garde révolutionnaire organisée dans l'O.C.I.

Mais, encore une fois, il ne faut pas figer dans un schéma sans vie la perspective de la Ligue qui plonge ses racines dans notre passé historique. Plus particulièrement, en définissant « I.O. » comme tribune libre de la lutte des classes, en communistes que nous sommes, nous avons relié notre activité « I.O. » d'une part à l'activité de construction de l'O.C.I. et, d'autre part, à une perspective concrète de regroupement de l'avant-garde. En réalité depuis 1952, et même avant, pour la fraction des militants ouvriers qui introduisirent la IV^e Internationale dans la lutte des classes, nous n'avons jamais cessé de tenter de dégager les formes concrètes de cette nécessité de regrouper l'avant-garde.

13) L'étape que nous avons ouverte en adoptant, au XIV^e congrès de l'O.C.I., la perspective de la Ligue, a été marquée d'une part par la volonté de raffermir l'O.C.I. en tant qu'organisation en l'affirmant dans la lutte politique ; la candidature de Just a représenté l'aspect le plus marquant de cette volonté établie également sur la parution régulière de « La Vérité » et le recrutement direct au compte de l'O.C.I. ;

D'autre part en appuyant sur cette activité directement trotskyste l'intervention directe dans la lutte des classes depuis le 17 mai 1966 (les grèves Dassault, Rhodiacéta et Saint-Nazaire, le manifeste du C.C. de l'O.C.I. proposant la manifestation devant l'assemblée nationale, etc.) et en dégageant les tâches d'organisation autour de l'Assemblée des jeunes contre la déchéance et du rassemblement pour les assises, nous avons ouvert concrètement la perspective de regroupement dans les Comités d'Alliance Ouvrière. Cette forme d'organisation s'intègre très étroitement dans le contenu de la double tâche que nous devons assumer en même temps :

— Construire l'O.C.I.,

— Avancer vers la perspective de la ligue.

14) Les rapports entre l'Alliance Ouvrière et la perspective de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire doivent être définis comme suit :

Le regroupement de l'avant-garde dans les Comités d'Alliance Ouvrière découle directement de notre action sur le mot d'ordre des Assises nationales d'unité. C'est-à-dire de la conscience politique de l'avant-garde agissant pour le Front Unique. Cette forme d'organisation représente un moment dans la lutte sur la perspective stratégique de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire, mais les Comités d'Alliance Ouvrière ne sont pas la Ligue. La Ligue Ouvrière Révolutionnaire ne pourrait être proclamée que comme l'affirmation incontestable que ce regroupement de l'avant-garde est devenu la force dirigeante dans la lutte pour la construction du parti révolutionnaire. Le combat pour le renforcement de l'O.C.I. sur la perspective stratégique de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire n'aboutira pas nécessairement à la proclamation de la Ligue. Dans la mesure où, par notre travail, nous arriverons à organiser les cadres organisateurs, en les convaincant de rejoindre directement nos rangs, ce regroupement peut s'effectuer au sein de l'O.C.I. Mais, répétons-le, l'alternative restant ouverte, la perspective de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire ouvre une ligne concrète pour la solution des problèmes soulevés par la construction du parti révolutionnaire à l'étape

actuelle de la lutte des classes, étant donné les relations qui existent à l'intérieur de la classe ouvrière et de la jeunesse. C'est pourquoi le combat pour la construction de l'O.C.I. constitue l'élément premier de notre action.

15) A des niveaux différents, tant l'assemblée du 24 juin que le rassemblement du 25 représentent un pas en avant. Il serait néanmoins faux d'estimer que ces réunions ont regroupé la force d'avant-garde préfigurant l'organisation capable de prétendre, d'ores et déjà, constituer la direction révolutionnaire du prolétariat français. Ces réunions démontrent que des possibilités s'ouvrent. C'est beaucoup, mais rien de plus. Tout dépendra de notre capacité à bâtir l'O.C.I. comme une organisation reposant sur le centralisme démocratique.

16) L'Assemblée des jeunes a été convoquée en relation avec notre travail et dans une situation où la politique pourrie des appareils (et dans la mesure où cette situation durera) interdit aux grandes organisations d'organiser la jeunesse. Sous cet angle, il devrait être possible d'avancer, avec succès, vers la convocation d'une conférence constitutive du comité national de liaison pour la construction de l'organisation révolutionnaire de la jeunesse, structurée sur des groupes locaux, d'entreprise et départementaux de jeunes révolutionnaires.

17) A propos des Comités d'Alliance Ouvrière, notre tâche essentielle est d'organiser cette force militante dans des comités locaux, d'entreprise, professionnels et départementaux d'alliance ouvrière, en vue de la convocation d'un Comité national provisoire d'Alliance Ouvrière.

18) Le combat pour l'organisation des Comités d'Alliance Ouvrière tient un compte rigoureux de l'actuelle situation dans la lutte des classes et dans les organisations traditionnelles. La capitulation des appareils débouche directement sur l'intégration des syndicats à l'Etat comme une possibilité concrète, tandis que la classe ouvrière, livrée à l'ennemi de classe, conserve toujours des ressources de résistance. Le mot d'ordre des Assises nationales d'unité et la lutte pour les Comités d'Alliance Ouvrière en tant que force d'intervention dans la lutte des classes, sur la ligne du Front Unique, répondent à la nécessité d'organiser la résistance ouvrière aux menées du capital et de l'Etat. Mais si les possibilités de combat existent, il serait tout à fait erroné de ne considérer qu'elles seules ; la désagrégation par l'intégration, sous des formes diverses, est une possibilité qu'il serait criminel d'échapper. Nous combattions, jusqu'au bout, dans les organisations pour leur défense comme instrument de classe. Mais nous ne pouvons éviter de commencer à poser avec la plus grande prudence les problèmes décisifs de la reconstruction d'organisations indépendantes, à l'intérieur et à l'extérieur de syndicats qui auraient

perdu par l'intégration leur caractère de positions indépendantes du prolétariat dans la lutte des classes. Certes, il est impossible de déterminer les formes concrètes de l'intégration, c'est-à-dire la zone d'indépendance qui serait préservée. Néanmoins, il faut nous préparer à toute éventualité. Etre bolcheviks, cela signifie nous préparer à ouvrir des formes d'organisations concrètes répondant aux besoins de la classe, de ses cadres organisateurs et des cadres que nous dégageons. Cela peut nous amener, non seulement à intégrer des tendances lutte de classe dans les Comités d'Alliance Ouvrière, mais également sous des formes appropriées, des organisations syndicales refusant l'intégration.

19) C'est ainsi qu'ayant défini le type de relations que nous devons construire avec l'avant-garde dans la lutte des classes, il est indispensable d'envisager les tâches nécessitées par le renforcement de l'O.C.I. Le bilan depuis le XIV^e congrès établit « la campagne politique » comme instrument de l'unification et de la centralisation de notre activité sur un objectif commun et mesurable pour toute l'organisation. Avec la campagne électorale et la campagne conjointe pour le rassemblement pour les Assises et l'Assemblée des jeunes, nous avons commencé à renouer avec une des traditions d'organisation fondamentales du bolchevisme. La conférence décide qu'à partir du début septembre 1967, le Comité Central devra ouvrir la 3^e campagne de l'année : la campagne de commémoration du 50^e anniversaire de la révolution d'Octobre 17.

Le 2 juillet 1967.

LA VÉRITÉ

Rédaction et Administration :

39, rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10^e)

Chaque numéro : 3 Francs

Abonnements :

Un an (5 numéros) : 12 F - Etranger : 14 F

Abonnements de soutien : 15 et 20 F

C.C.P. : Gérard Bloch - Paris 606-23

Sommaire

Daniel CARAUD	La Révolution d'Octobre : mythes et réalités.
Pierre BROUÉ	La Révolution d'Octobre et le mouvement ouvrier européen.
François FORGUE	Les Staliniens contre la Révolution d'Octobre.
Pierre BRABANT	Du parti bolchevik à la Troisième Internationale.
LIGUE DES RÉVOLUTIONNAIRES SOCIALISTES HONGROIS	Un nouveau signe de la crise du Stalinisme.
Léon TROTSKY	Bolchevisme ou Stalinisme ?
Karl RADEK	Les premiers pas de l'Internationale.
Philippe DESFONT et J.-L. SIMON	Lukacs, chantre du stalinisme et théoricien de l'échec.
Pierre BROUÉ et J.-L. SIMON	Notes de lecture.
CONFÉRENCE NATIONALE DE L'O.C.I. : RÉSOLUTION	Pour les Comités d'Alliance Ouvrière !

